

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
RÉSERVE DU DROIT DES MINORITÉS
ET DU
CONTROLE DES PUISSANCES

Dans l'art de gouverner ou de combattre, il n'y a pas de méthode allemande ou non allemande, il y a l'ordre et le désordre.

ANTONIO PAGANO, dans *l'Idea Nazionale de Rome*
du 3 sept. 1914.

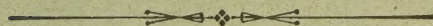
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Romeo VIDRASCO

Président : M. PILLET, Professeur
Suffragants } *MM. BASDEVANT, Agrégé*
 GIDEL, Chargé de cours



PARIS
JOUBE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
RÉSERVE DU DROIT DES MINORITÉS
ET DU
CONTROLE DES PUISSANCES

Dans l'art de gouverner ou de combattre, il n'y
a pas de méthode allemande ou non allemande,
il y a l'ordre et le désordre.

ANTONIO PAGANO, dans *l'Idea Nazionale de Rome*
du 3 sept. 1914.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 1^{er} juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Romeo VIDRASCO



Président : M. PILLET, Professeur
Suffragants } *MM. BASDEVANT, Agrégé*
 GIDEL, Chargé de cours

PARIS
JOUVÉ ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

A MES FRÈRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

De la Réserve du Droit des Minorités

ET DU CONTROLE DES PUISSANCES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Introduction

Le monde, après son dernier vertige, tend à retrouver son équilibre. Accablé et désorienté, il paraît avoir complètement perdu sa boussole et flotter, telle une barque sans gouvernail, au milieu de la mer houleuse, quitte à se briser au premier rocher. C'est vers ce gouvernail que les esprits avertis portent leurs efforts, c'est vers une autorité que l'on voit le salut.

Le grand historien italien Guglielmo Ferrero n'a-t-il pas poussé un cri d'alarme et de prévoyance, lorsqu'il écrit : « l'Europe va-t-elle se trouver, comme l'Empire Romain au III^e siècle, sans un principe clair et précis, auquel reconnaître qui a le droit de commander et dans quelles limites, et qui, et dans quelles limites a le devoir d'obéir ? Allons-nous voir naître de cette incertitude une crise de guerres et de révolu-

tions qui pourrait disperser une partie des trésors accumulés par le travail de tant de générations ? (1).

Et déjà, avant la guerre, n'est-ce pas vers une autorité que M. Esmein voit malgré tout la possibilité d'une progression de la civilisation et de l'humanité, quand il annonce ce paradoxe que « aujourd'hui c'est la majorité qui a besoin de protection (2) » ? Pourquoi n'a-t-il pas vécu jusqu'à nos jours pour voir que son démocratisme libéral, qui reste le fond de son esprit malgré son intuition, qui lui fait annoncer le péril, tend à donner au monde de jour en jour un aspect de plus en plus clair d'un immense « ballet de gorilles en démente (3) ».

Malgré ses craintes (4), la représentation interne des minorités n'est-elle pas le premier pas vers une vie nouvelle ? N'est-ce pas un peuple entier qui se réveille d'une léthargie où il fut plongé par le mirage d'une fausse liberté ? Le mouvement régionaliste (où l'on trouve parmi une véritable pléiade, trois des noms les plus illustres de la France contemporaine : Frédéric Mistral, Charles Maurras et Maurice Barrès), n'est-il pas une nouvelle renaissance qui est pour et non contre la France ? N'est-ce pas une nouvelle sève prête à jaillir d'une France enfin ressuscitée, et qui

1. *La ruine de la civilisation antique*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 15 sept. 1919, p. 329.

2. *Eléments de droit constitutionnel*, éd. 1909, p. 282.

3. Taine, *Sur la convention*.

4. Esmein, *op. cit.*, p. 281-282.

veut reprendre son rôle dans le monde pour le plus grand bien de l'humanité?

Mais autant la représentation des minorités en droit interne annonce une aube nouvelle qui apportera la véritable liberté et l'autorité nécessaire au développement futur des nations, autant la protection des minorités en droit international contient un germe destructeur, un germe de sang et de boue pour l'avenir. Ne nous en étonnons pas, il fut émis sous l'égide des pacifistes ; c'est un avertissement pour nous en méfier.

Mais il faut avoir espoir et confiance. Après la victoire militaire il reste d'autres victoires à gagner ; mais n'y a-t-il pas un mouvement des esprits qui tend à les désigner ? Voyons la littérature, le théâtre. Où est son penchant ? Vers le classicisme. Partout ce sont les pièces classiques qui renaissent et ce n'est plus un succès, c'est un véritable triomphe. Les vieilles légendes bien françaises sont en honneur et chaque jour nous voyons de ces revenants qu'on aurait pu croire, il y a quelques années, à jamais disparus.

Et le triomphe du classicisme ce sera le triomphe de l'ordre. Et quel encouragement pour l'Orient submergé par le désordre, d'assister à la renaissance Française ! Il est si habitué à se faire éclairer par la France ! Aujourd'hui, assoiffé d'ordre, il est disposé de le prendre d'où il viendra. Et s'il vient de la

France tant mieux ; car la France est une seconde patrie, elle doit l'être de tout homme, n'en déplaise à M. Gabriel Monod, et nous serons heureux si nos deux patries peuvent suivre la même route et ne pas nous obliger à abandonner la seconde pour sauver la première.

Mais nous espérons que la France soutiendra les relèvements qui sont au profit commun et effacera toute cause de désordre inspiré par des sanguinaires pacifistes, par des fous illuminés ou par des mystiques charnels et insaisissables financiers cosmopolites.

* * *

Dans presque tous les temps on a reconnu certains droits aux minorités non nationales, indifféremment de la construction hiérarchisée de la société.

Ainsi à **Rome** sous le très ancien droit, où seuls les citoyens avaient des droits, les Etrangers sont sans protection légale, mais ils trouvent un moyen rudimentaire de se protéger, en se mettant sous la sauvegarde d'un citoyen, par le *hospitum privatum*, ou en implorant son patronage (1).

Mais la nécessité des relations poussa au progrès et on arriva aux traités entre les intéressés. C'était un véritable traité international, définissant des concessions réciproques, faites par les deux peuples,

1. Willems, *Droit public romain*, éd. 1910, p. 105.

dans l'intérêt de leurs nationaux qui seraient de passage ou de résidence sur le territoire étranger (1) comme par exemple les traités formant les confédérations (Latins, Samnites, etc...) qui accordent aux voisins le *commercium* et le *conubium* (2). De même, le traité passé entre Rome et les cités italiques donne le *jus recipratio*, pour ester en justice (3). De même on peut faire exécuter le jugement contre l'Etranger qui succombe (traité de 261 entre Rome et les Cités de la confédération latine ; Rome et Carthage 245 et 406, Plébescite de 561 qui accorde aux habitants des cités confédérées l'*actio de certæ pecuniæ* (4).

Pour les déditices si la loi Romaine répugnait à s'immiscer, on leur laisse le droit de famille d'après leur coutume nationale, et les Sanates et les Forctes avaient le *nexum* et le *mancipium*, donc une sorte de *commercium*, qui ne résultait pas seulement comme ce dernier, d'un traité bilatéral. Et ils devaient avoir, pour ester en justice, quelque chose d'analogue aux récupératoires qui étaient institués pour les pérégrins (5).

Ce qui contribua le plus à faire connaître le droit aux pérégrins, avec l'extension de Rome, ce fut l'ap-

1. Willems, *ibid.*

2. Cuq., *les Institutions juridiques des Romains*, éd. 1891, t. I, p. 105.

3. Cuq., *ibid.*

4. Cuq., *op. cit.*, p. 399.

5. Cuq., *op. cit.*, p. 396-397.

parition du *jus gentium*. Le jus civile était trouvé insuffisant, ou trop compliqué pour certaines choses, même entre Romains (1) et on eut recours à des usages que les « honestes gens » se faisaient scrupule d'observer, et qui avec le temps ont fini par acquérir force de loi (2). Ce fut l'origine du *jus gentium* (3). Comme il facilitait les relations avec les pérégrins il fut favorisé par les magistrats et les jurisconsultes. C'est l'établissement de règles de justice, de principes de droit commun applicables à tout homme libre, tant pérégrin que citoyen, qui fait éclore un droit à côté du jus civile, et qui arrive à le supplanter (4). Rome accordait des droits de plus en plus étendus à ses anciens confédérés, comme elle fit après l'invasion Gauloise, quand elle conféra beaucoup de droits politiques (5) et allât jusqu'à permettre aux Latins vétérés d'acquérir la Cité Romaine en s'y fixant (6). Aux pérégrins, qui à cette époque sont des alliés de Rome par un traité, on n'applique pas la loi romaine sans leur consentement, sauf pour mesure de police

1. Cuq. *op. cit.*, p. 400.

2. Cuq. *op. cit.*, p. 488.

3. D'après M. G. May, c'est une influence de la Grèce ; d'après M. Cuq un développement Romain et comme preuve il fait remarquer que les actions sont *in jus* et non honoraires comme l'action hypothécaire. Mais on est d'accord que ses règles ont été influencées par les législations extérieures.

4. Willems, *op. cit.*, p. 106.

5. Cuq., *op. cit.*, p. 705-706.

6. Pour parer à la dépopulation à partir du milieu du vi^e siècle ils devaient tout au moins laisser un enfant chez eux.

(568 pour l'Italie pour les dispositions prises à l'occasion des complots des Bacchanales (1).

Sous le droit classique tout homme libre résident sur le territoire Romain. peut invoquer la protection des lois, sauf en cas de guerre (2). Pour les étrangers on n'avait qu'à leur appliquer le *jus gentium* qui s'étend. Mais la distinction du *jus civile* et du *jus gentium* a perdu son intérêt depuis l'édit de Caracalla qui confère le droit de cité à tous les habitants libres de l'Empire. Par cela on empiète sur l'autonomie provinciale mais les droits locaux ne furent pas brusquement supprimés (comme dans la nuit du 4 août) car on reconnut les privilèges régionaux qui se conciliaient avec le droit romain. Avant l'édit de Caracalla les pérégrins étaient régis par le droit local, par l'édit provincial, et ne pouvaient invoquer que le *jus gentium*, mais ce ne sont plus ni des étrangers ni des alliés, mais des sujets de l'Empire qui ne sont ni citoyens ni latins.

Sous Justinien (3) le droit s'adoucit, même pour les esclaves, et la capacité juridique appartient à tous les hommes libres. Mais à l'égalité des droits apparaît une nouvelle brèche avec le colonat (4) et maintenant les pérégrins d'autant sont les barbares.

1. Cuq, *op. cit.*, t. II, éd. 1908, p. 47.

2. Cuq, *op. cit.*, t. II, p. 76-77.

3. Cuq, *op. cit.*, t. II, p. 787 et suiv.

4. Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, p. 3 et suiv.

Ainsi le droit romain avec sa souplesse, s'adapte toujours aux nécessités du développement de l'Etat. Rome commençait par traiter, continuait par s'allier, et finissait par absorber (la transformation de sens du mot « pérégrin » montre bien ces phases) et ce fut le logique même qu'elle adaptât son droit à ses nouveaux besoins. Ce fut le *jus gentium* qui lui donna la clef. Tout paraissait arrangé, mais le barbare surgit et c'est contre lui qu'on se défend, jusqu'à ce que l'éclatement de l'Empire permette un nouvel amalgame. Au fond il n'y a que des mesures contre l'Etranger tant qu'il reste tel, l'extension des droits suit et ne précède pas l'assimilation. C'est une mesure de précaution qui reste vraie de nos jours, et que l'on ne pourrait pas brusquer sans danger.

* * *

Dans l'ancienne France tout en nous tenant en dehors de la hiérarchie féodale, nous trouvons sous un traitement spécial des minorités telles que les aubains, les hérétiques et les juifs.

L'Aubain (1), espave ou épave c'est l'Etranger et quand il meurt sans enfant nés en France, tout ou partie de sa succession est attribué au Seigneur du lieu ou au Roi. C'est le droit d'aubaine. Au com-

1. V. Violet, *Histoire du droit civil français*, p. 404 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, éd. IV, t. I, p. 277-284. Merlin, Répertoire voir Aubaine n° 6. Demangeat n° 44 à 46.

mencement on ne considérait comme aubain, et le droit ne s'exerçait que sur la succession de l'individu inconnu qui n'avait pas de domicile fixe et ne pouvait s'avouer de personne. Mais cette manière d'agir s'étendit peu à peu, malgré l'hostilité de l'Eglise et celle de l'Empereur Frédéric II, au ^{xiii}^e siècle.

Le Roi n'avait le droit d'aubaine qu'en qualité de seigneur féodal, mais il s'efforce de l'étendre et à la fin de l'ancien régime tous les jurisconsultes proclament le droit du Roi, à l'exclusion des autres personnes. Pour le seigneur, l'aubain était l'étranger à la localité ; pour le roi l'étranger au royaume et c'est dans ce sens que le mot s'est fixé.

A l'origine, l'aubain pouvait tester (coutume Touraine Anjou du ^{xiii}^e siècle) mais peu à peu on lui dénia ce droit, avec l'aide bienveillant de l'administration du domaine royal et en s'appuyant sur le droit Romain. Comme corollaire on lui dénia le droit de succéder.

Le droit d'aubaine était supprimé par naturalisation individuelle, l'aubain étant nommé bourgeois d'une telle ville. Mais il y avait certains étrangers affranchis du droit d'aubaine (les marchands qui se rendaient aux foires de Lyon et de Champagne, les ouvriers des Gobelins et de Beauvais, les étudiants qui fréquentaient les écoles de France, les marins, après cinq ans de service, et les militaires après dix

1. Merlin, Répertoire V. Aubain n° 6.

ans, à charge de déclarer qu'ils entendent demeurer, vivre et mourir dans le Royaume) (1). De même, certaines localités ou provinces, surtout dans le midi (Toulouse, Marseille, Bordeaux, Lyon, Metz, Dunkerque, Le Languedoc 1484 et l'Artois). Mais ce qui généralisa l'abolition du droit d'aubaine ce furent les traités internationaux, surtout ceux du XVIII^e siècle (1773 traité entre la France et la Hollande ; 1787 avec la Russie, etc.)(1). Le roi se réservait un simple droit de détraction qui était généralement de 10 o/o.

La constituante par le décret du 6-18 août 1790, puis par celui du 13-17 avril 1790 qui le rend exécutoire dans toutes les possessions françaises, abolit le droit d'aubaine. Le Code civil réserve le droit d'aubaine à titre de réciprocité diplomatique et ne permet pas même, ce qui était permis sous l'ancien régime, les donations entre vifs (art. 11, 727, 912). La loi du 14 juillet 1819 a abrogé les articles 727 et 912 du Code civil.

Les hérétiques. — Les hérétiques furent plus ou moins persécutés, mais pas directement par l'église. D'après le quatrième concile de Latran de 1215, les hérétiques ont les biens confisqués et après

1. Voir le tableau des conventions internationales abolissant le droit d'aubaine dans le rapport présenté par Roederer, dans la séance du 24 thermidor an IX. Locré, Leg. II, p. 117-122.

jugement sont livrés en bras séculier, et les princes sont obligés de les chasser de leurs états.

Pour les réformés du xvi^e siècle il y a les édits de 1540, 1542, 1543, 1551, qui les envoie au bûcher. C'est la méthode employée d'ailleurs par Calvin pour brûler Servet (1553).

Mais les ordonnances de novembre 1549 et mai 1560 rendues à Romarin recommandent la modération. Le premier (1) édit de tolérance en faveur des hérétiques est celui du chancelier de l'Hospital du 17 janvier 1562 (n. St.) puis, pour mettre fin aux luttes religieuses, Henri IV rédigea l'édiet de Nantes en 1598, qui fut revoqué en 1685 par Louis XIV. Mais les Rois de France, respectueux des libertés locales, maintinrent pour les protestants d'Alsace, les capitulations obtenues en 1648 sous la protection du traité de Westphalie.

En Angleterre, où les luttes religieuses furent plus passionnées encore, et où les sectes protestantes, depuis Henri VIII, devinrent tout à fait intolérantes, il y eut sous Georges III, en 1719 un édit de tolérance en faveur des catholiques. En Autriche, il y en eut un sous Joseph II en 1781, et en France sous Louis XVI en 1787. La constituante proclama la liberté des cultes, mais en 1781 commence la persécution des catholiques ; c'était le commencement de la revanche des minorités.

1. Violet, *op. cit.*, p. 371 et suiv.

Les Juifs. — L'admirable race juive, la plus pure, la plus tenace, la plus unie, la plus patriote de toutes, où la religion s'allie si bien à la nationalité, lui donnant une vitalité exceptionnelle, en lui permettant de vivre avec et même un peu au dessus de toutes les nations et rester toujours distinctes, tel un gui sur un chêne, cette race étonnante, d'une sensualité et d'une violence sentimentale extrême, qui lui donne son cachet particulier d'âpreté (1) fut aussi soumise à une situation exceptionnelle, qui eut ses fluctuations, suivant que la nation qui se défendait se croyait plus ou moins menacée, ou que la nation qui les supportait, se sentait plus ou moins terrassée sous leur talon.

Théodose II, les déclara incapables de toutes fonctions publiques (2) et cette disposition passa dans la *lex Romana Visigothorum*. Ils ne peuvent contracter des mariages ni avoir des esclaves chrétiens. On essaie de les baptiser de force (Chilperic I et Dagobert II, édit de 629). C'était croyait-on, un moyen de les supprimer (l'église se montra contraire à ce procédé) (3). On essaya aussi le moyen de l'expulsion (4).

Ce qui aidait les juifs c'était la théorie de Saint

1. Renan, *Vie de Jésus*, p. 337.

2. Violet, *op. cit.*, p. 390 suiv.

3. V. Concile de Tolède 633, décrétales d'Innocent III et IV et décision du Pape Grégoire X.

4. Louis II en 855, d'Italie.

Thomas d'Aquin (1) sur le prêt à intérêt, théorie adoptée par les chrétiens qui devinrent ainsi les débiteurs des juifs, spécialisés dorénavant dans l'usure. Les Rois de France qui tâchaient de fermer les yeux tant qu'ils croyaient que les juifs travaillent dans l'intérêt du pays, et tout en modérant leurs saillies, furent souvent forcés de prendre des mesures un peu rigoureuses ; elles n'étaient que la juste réaction d'une action trop violente. C'est peut-être, au caractère extrémiste du juif, qui ne connaît plus de bornes dans le succès, qui devient arrogant, insolent (2) et tyrannique dès qu'il se sent protégé par la fortune, dès qu'il croit n'avoir rien à craindre et le fait s'enfoncer à tête perdue dans le succès, qu'il faut attribuer le caractère un peu sévère de toute réaction qu'ils suscitent. Philippe Auguste annule les dettes envers les juifs en 1181 et sous Philippe le Bel en 1306 on confisque leurs biens. En 1393 on abolit la confiscation des biens des juifs par conversion au christianisme (3), abolition qui avait été en vain réclamée par le concile de Latran de

1. La théorie du prêt à intérêt de saint Thomas diffère de celle d'Aristote qui avait une base naturelle, tandis que celle de Saint Thomas veut avoir une base juridique (La monnaie étant consommable par le premier usage ne peut faire l'objet que d'une vente et il est injuste de se faire payer un intérêt d'usage, qui se trouve dans l'aliénation même).

2. V. Renan, *L'Eglise chrétienne*, p. 255.

3. Isambert, t. VI, p. 728-729.

1179. Mais dans le midi de la France les Juifs eurent une grande influence jusqu'en 1306.

Louis XVI les affranchit du péage corporel (1784). Depuis septembre 1791 ils sont sur le même pied que les Français et après quelques vicissitudes sous l'Empire, ils eurent leur complète émancipation sous la Restauration. Depuis, leur influence dans le monde ne fit que s'accroître, grâce à leur organisation, influence que l'on vit si bien dans les dernières conférences de paix.

Nous avons vu quelques exemples sur les convulsions que produisirent les minorités ; c'était un phénomène d'endosmose et l'organisme qui les recevait les assimilait de son mieux tout en évitant les intoxications, mais le principe des minorités en droit moderne a une autre origine ; il dérive de l'hypertrophie du principe des nationalités, auquel la théorie de la représentation des minorités en droit interne, a donné une nouvelle impulsion. Nous allons les étudier en sens inverse de leur importance.

CHAPITRE PREMIER

La formation des idées sur le droit des minorités

- 1° La représentation des minorités en droit interne ;
 - 2° L'évolution du principe des nationalités.
-

1° **La représentation des minorités en droit interne (La R. P.).** — Une des questions les plus débattues dans le monde juridique et politique et qui suscita des passions suivant les intérêts, fut sans doute la représentation proportionnelle dans les élections législatives.

Parmi les champions antiproportionnalistes, un des plus éminents fut sans doute M. Esmein, qui, dans son classique *Traité de droit constitutionnel*, rejette la R. P. au nom du principe de la souveraineté : « La souveraineté nationale ne se fractionne pas entre les membres de la nation, elle reste l'attribut indivisible et inaliénable de la nation elle-même, dans le développement continu des générations successives (1). »

1. M. Esmein, *Droit constitutionnel*, éd., 1909, p. 306.

Les hommes, qui, aux divers moments de cette évolution, exercent le suffrage politique, agissent donc en réalité, non en leur propre nom, mais au nom de la nation dont ils sont les représentants. Par là même ils remplissent une fonction.

« Cet exercice suppose, chez le citoyen une capacité suffisante », car sans cela il serait inconciliable avec l'intérêt général (1). Donc la loi peut déterminer les conditions et l'interdire aux femmes, *pour lesquelles le développement historique de l'humanité a rendu fort douteux leur capacité politique*, la loi peut aussi fixer les conditions d'âge, de domicile fixe ou de résidence, déclarer incapables ou déchus les indignes et les condamnés, suspendre l'exercice chez les militaires en service au nom et dans l'intérêt même de la patrie, et rendre même le vote obligatoire. Il peut substituer le suffrage indirect au direct si par ce moyen la fonction électorale sera mieux et plus intelligemment remplie (2).

Quant à l'exercice de la souveraineté, ce sont les citoyens actuellement existants qui l'ont, mais ils ne sont que les premiers et nécessaires représentants de la souveraineté nationale (3).

Pour M. Esmein, le corps entier a l'exercice de la souveraineté, et c'est le vote dans un certain sens de

1. *Ibid.*, p. 307.

2. *Ibid.*

3. M. Esmein, *op. cit.*, p. 300.

la majorité de ce corps électoral qui doit exprimer la volonté nationale. Cela est très simple quand il y a un scrutin unique, et que le gouvernement s'exerce directement par le peuple, quand, par exemple, une loi est soumise au referendum. Il en est de même dans le gouvernement représentatif, lorsqu'on voit un représentant élu par tous les électeurs, soit au suffrage direct soit au suffrage indirect, comme cela avait lieu pour l'élection du président de la République d'après la constitution de 1848 ; comme cela a lieu pour l'élection du président des Etats-Unis ; mais pour les élections législatives, on se trouverait en faisant de la nation un seul collège électoral, devant des obstacles insurmontables ; on divise donc le corps électoral, mais chaque collège n'agit point en vertu d'un droit propre et ne fait point en son nom un acte de souveraineté. Les élus tiennent leurs pouvoirs de la souveraineté nationale, c'est-à-dire de la nation entière. De là l'exclusion de la représentation des intérêts et M. Esmein juge contraire aux principes, la loi espagnole du 20 juin 1890 qui, tout en consacrant le suffrage universel, donne aux Universités littéraires, aux sociétés économiques, aux Chambres de commerce, industrielles et agricoles, officiellement organisées, le droit d'élire sous le nom de collèges spéciaux, un certain nombre de députés (1). Quant aux idées de Syèyes, contenues

1. De même en Roumanie, d'après la loi électorale du 9 juin

dans les discours de l'an III, sur la représentation des groupes professionnels, M. Esmein ne la déclare pas incompatible avec le principe de la souveraineté nationale (1) à condition que le nombre de députés attribué à chaque groupe soit proportionnel au chiffre de ses membres, par rapport à la population. Mais il objecte de suite que la raison d'être du Gouvernement représentatif et libre, c'est la supposition que le vote des citoyens et de leurs représentants, dégagera l'intérêt général et le fera passer dans la législation.

Pour cela, certains penseur, du XVIII^e siècle, Rousseau (2) et Syèyes lui-même en 1789 (3), voulaient interdire toutes les associations et corporations, qui créent entre leurs membres un intérêt commun et puissant, mais particulier par rapport à la nation entière. C'était couper le nerf de la vie et M. Esmein convient que c'est une grave erreur, « car c'est sacrifier un des droits individuels les plus précieux », mais il ajoute que « ce serait une erreur non moins grave en sens contraire, que d'organiser le suffrage

1884 à suffrage restreint, les Universités nommaient par un sénateur (art. 12 conf. à l'art. 73 de la const. du 1^{er} juillet 1866), de même le prince héritier à partir de dix-huit ans et les métropolitains et évêques sont membres de droit (art. 13 loi élect. art. 76 const.). Le décret-loi de 1918 instituant le suffrage universel (Il faut avoir 40 ans pour être électeur au Sénat et 21 pour la Chambre) a maintenu ces exceptions.

1. M. Esmein, *op. cit.*, p. 256.

2. Rousseau, *Contrat social*, liv. II, ch. III.

3. Syèyes, *Qu'est-ce que le tiers état*, p. 160.

politique de telle manière, que les citoyens seraient invités, presque forcés par cette organisation même, à ne consulter que leurs intérêts particuliers et à oublier l'intérêt général. » Néanmoins il reconnaît qu'il est du plus grand intérêt d'avoir des assemblées élues d'après le principe de la représentation des intérêts mais qui ne seraient que consultatives (1).

Les élus tiennent leurs pouvoirs de la nation entière, et non de leurs électeurs de qui ils ne sont pas les mandataires (2). Si chaque électeur possédait en lui une fraction de la souveraineté, le droit électoral serait propre et individuel, alors la minorité aurait droit à se faire représenter en proportion de son chiffre. M. Ch. Benoist dit d'ailleurs : « La souveraineté indivisible ne se réalise qu'en se divisant (3). »

Pour la représentation des minorités il faut une circonscription ayant plusieurs représentants à élire, donc, l'arrondissement devient insuffisant comme base de circonscription.

M. Esmein reconnaît l'avantage du scrutin de liste qui exalte le droit de l'électeur, qui tend à obliger cet électeur à s'occuper davantage de l'intérêt général, qui assure mieux la liberté du vote et rend la corruption électorale plus difficile, mais il trouve qu'il s'adapte mal aux mains lourdes et rudes du suffrage

1. Esmein, *op. cit.*, p. 259 et en note.

2. Idée contraire émise par Pétion, *Arch. parlementaires*, 1^{re} série, t. VIII, p. 582.

3. Ch. Benoist, *De l'organisation du suffrage universel*, p. 19.

universel (1), les électeurs ne connaissant pas les candidats, sont à la merci des comités électoraux.

Le scrutin uninominal est d'un maniement facile, les électeurs peuvent faire un choix personnel, quel que soit l'horizon électoral. « La préoccupation des intérêts strictement locaux pourra souvent être dominante, cela ne saurait déplaire à ceux qui veulent donner pour base aux assemblées législatives la représentation des intérêts, mais cela devrait déplaire à M. Esmein.

Le mouvement minoritaire commence à se former vers la moitié du xix^e siècle et la première idée est attribuée au disciple de Fourier, Victor Considérant (2). Ce qui est intéressant, c'est que les revendications visèrent, d'abord, à la simple représentation des minorités, c'est à-dire que la loi fixerait un nombre de sièges que pourraient acquérir les minorités sous certaines conditions de chiffre et de discipline. Mais, très vite, l'évolution se fit vers la représentation, autant que possible, mathématiquement proportionnelle. L'idée a été présentée comme un postulat de la justice et de la raison, et on a tiré aussi cet axiome qu'une assemblée représentative, par sa nature même, doit être un miroir fidèle des éléments

1. Esmein, *op. cit.*, p. 265.

2. Klati, *Die proportionalwahl in der Schweiz*, p. 20 ; *Das Verdienst, der idee der Proportionalvertretung zum erstenmal in Europa, Klaren Ansdruck gegeben zu haben gebührt*, Victor Considérant.

du corps électoral. Dans les pays libres, on a formé des associations pour faire triompher l'idée, et, dit M. Esmein, « elle semble en effet gagner de proche en proche, par un progrès véritable ; disent les uns, par une contagion malsaine, disent les autres ».

Pour M. Esmein, le principe de la R. P. paraît une illusion et un faux principe, car le gouvernement représentatif repose sur l'idée que le gouvernement du pays va appartenir pour un temps déterminé aux représentants choisis par la majorité. S'il n'y aurait qu'un collège électoral, la majorité pourrait nommer le législatif comme elle nomme l'exécutif. Il n'y aurait aucune injustice envers la minorité. M. Van der Heuvel en défendant la R. P. en Belgique (1) l'a présentée comme le système qui répond le mieux, pour la Belgique, aux exigences du gouvernement parlementaire. Il est la justice politique. M. Esmein reconnaît la nécessité d'une opposition, mais le nombre lui est indifférent.

La R. P. comme un droit ne pourrait être fondée (2) que si le droit de représentation était personnel aux individus, mais cette idée est repoussée par M. Esmein.

Reste l'idée que la représentation doit être le miroir fidèle du corps électoral qu'elle représente. Cela serait exact, dit M. Esmein, pour une assemblée

1. *Annales parlementaires belges*, année 1889, p. 2666.

2. Esmein, *op. cit.*, p. 275.

consultative où il y aurait tous les représentants de tous les intérêts et qui ne statuerait point, mais soumettrait ses doléances à l'autorité supérieure qui déciderait. Les proportionnalistes reconnaissent que c'est la majorité qui doit statuer (1). Là où il y a le referendum la R. P. se comprend encore moins, il en est de même là où il y a deux chambres.

Pour M. Esmein les proportionnalistes ont le ressort de leurs idées dans des sentiments beaucoup moins élevés : ils considèrent le parlement et les fonctions publiques, comme une immense assiette à beurre qui doit, au nom de l'équité et de l'égalité se répartir entre les divers partis, proportionnellement à leur importance ; « c'est comme une rectification équitable de la maxime américaine : Les dépouilles aux vainqueurs ». D'ailleurs M. Woeste a présenté la question dans toute sa brutalité dans la discussion de la Chambre belge.

Comme résultats politiques et pratiques M. Esmein voit : l'augmentation de la force de la minorité par rapport à la majorité, et l'accentuation de la diversité des opinions de la Chambre, ce qui rendra la formation des lois plus pénibles. De même, dans les pays à gouvernement parlementaire la stabilité, des ministères serait encore plus précaire.

1. M. Hellesputte à la Chambre belge, 15 sept. 1889 : « la délibération à tous, la décision à la majorité ». *Ann. parl. belges*, 1889, p. 2547.

M. Esmein repousse la théorie sociologique et historique (1) : « La sociologie et l'histoire montrent (2), je l'ai déjà dit, que la formation et le développement d'une nation ne sont pas une création artificielle, mais un phénomène naturel, dont les conditions sont : la race, le milieu et les circonstances historiques. Chaque nation se développe ainsi par une évolution qui lui est propre et se donne sa structure, son organisme politique et son génie particulier, comme un être animal crée successivement ses organes et son intelligence. De plus, chaque nation ainsi formée, a vraiment une sorte de vie propre, distincte des vies additionnées des individus qui la composent à un moment donné, où se combinent l'activité et la pensée des générations passées, avec celles de la génération présente ; où se prépare le sort des générations futures. Mais s'il en est ainsi, l'organisation qui est le produit naturel de la nation ainsi comprise, ne s'impose-t-elle pas aux volontés individuelles des citoyens ? La souveraineté constituée par l'évolution historique, n'est-elle pas la souveraineté légitime (3) ? » M. Esmein convient que ce point de vue s'impose dans une certaine mesure pour dicter

1. Mais ne repousse-t-il pas le droit politique des femmes en se basant justement sur ces théories ?

2. M. Esmein renvoie à Renan (dialogues philosophiques) et à Gierke (*Althusius*).

3. M. Esmein, *op. cit.*, p. 238. Voir aussi Geny, *Méthode d'interprétation* et la préface de R. Saleilles où on trouvera des idées un peu différentes de celles de M. Esmein.

la prudence dans les réformes politiques, mais il ajoute de suite que le droit est fils de la liberté et non de la fatalité ! Pour lui, cette doctrine est la négation d'un progrès réfléchi et la négation des droits individuels.

Pour M. Duguit il n'y a pas une distinction tranchée entre l'Etat et la société. Il nie la souveraineté de l'Etat (1) ; il nie la volonté supérieure aux volontés individuelles, il ne voit dans un état que gouvernants et gouvernés. Pour lui, le seul principe, c'est la règle de droit, la règle conforme à la solidarité humaine ; «... la conscience de la solidarité sociale, implique la notion d'une double règle de conduite : l'obligation pour tout individu de respecter tout acte de volonté individuelle déterminée par un but de solidarité sociale, obligation pour tout individu de ne faire aucun acte de volonté déterminé par un but non conforme à la solidarité sociale. Et nous pouvons affirmer qu'à tous les degrés de la civilisation, l'homme a eu la notion de cette double règle. » C'est un peu exagéré car devant cette perfection, à quoi bon le rouage gouvernemental ? Mais cette solidarité, si elle échappe aux observations des faits journaliers, apparaît devant un péril brusque.

De même M. Charles Benoist (2) qui est certaine-

1. Duguit, *L'Etat*, p. 424.

2. V. Charles Benoist, *La crise de l'état moderne, La réforme parlementaire, Sophismes politiques de ces temps.*

ment le champion de la R. P. en France, jette la souveraineté par-dessus bord, mais il fait cela surtout pour écarter toute objection qui pourrait entraver la R. P. En parlant des associations et des corporations, il dit (1) : « ces réalités sociales, ces vies collectives de l'individu, ne pourrait-on pas refaire et restaurer par elles les cadres, imprudemment brisés ? Puisqu'aussi bien, c'est tout le problème, d'organiser le suffrage universel, ne pourrait-on pas emprunter les éléments d'une organisation ? L'individu n'y perdrait rien, il y gagnerait de redevenir un être concret : le citoyen redeviendrait une personne vivante. Il n'y aurait de changé qu'une chose, mais tout l'état moderne en serait changé pour son plus grand bien : voter, au lieu d'être l'exercice de la souveraineté, serait une fonction de la vie nationale ; la théorie de la vie nationale remplacerait la théorie de la souveraineté nationale. » Cela est juste mais insuffisant, nous le verrons bientôt ; puis il dit (2) : « Combien d'hommes sont capables, on ne dit pas de gouverner un Etat, mais de se gouverner eux-mêmes ? » Et encore (3) : « Dans ce régime, ceux qui ne prennent pas toute la place, n'ont pas leur place ; ceux qui ne sont pas tout, n'y sont rien ; ceux

1. *La crise de l'Etat moderne*, p. 33.

2. *De l'organisation du suffrage universel*, p. 31.

3. *Ibid.*, p. 32.

qui ne s'ajoutent pas à l'addition sont éliminés par soustraction. »

Proudhon (1) avait déjà esquissé ces principes. Sauf le pas qu'il donne à l'économique sur la politique (2), ce qui nous paraît faux, il y a beaucoup de vérité et de réel dans ses idées sur l'état fédératif : « La commune est par essence comme l'homme, comme la famille, comme toute individualité et toute collectivité intelligente, morale et libre, un être souverain. En cette qualité, elle a le droit de se gouverner elle-même... elle prend en conséquence des arrêts, rend des ordonnances qui l'empêchent d'aller jusqu'à se donner des lois (3) », et plus loin (4) : « Dans une France confédérée sous le régime que l'on peut regarder comme l'idéal de l'indépendance, le premier acte serait de rendre aux communes la plénitude de leur autonomie et aux provinces leur souveraineté ». Puis dans un autre ouvrage (5) : « au lieu d'absorber les états fédérés ou autorités provinciales et municipales dans une autorité centrale ».

Il n'y a qu'une nuance dans l'esprit de M. Duguit (6)

1. Proudhon, *De la justice dans la révolution et dans l'église* p. 37; *Du principe fédératif, De la capacité politique des classes ouvrières*, p. 143.

2. *Ibid.*, p. 161.

3. *Ibid.*, p. 230.

4. P. 235.

5. *Du principe fédératif*, p. 58.

6. L. Duguit, *Le syndicalisme* (*Revue politique et parlementaire*, 1908, p. 481).

pour qui la commune a cessé d'être un groupe social cohérent et pour qui l'unité de l'Etat futur sera le syndicat professionnel. M. Duguit, ne s'effraie pas dans un rapprochement avec la féodalité.

Malgré les diversités d'opinion, MM. Esmein, Duguit et Benoist rejettent les théories adverses qui amènent le désordre et l'anarchie. Ecoutons M. Esmein (1) : « je ne voudrais rien exagérer ni noircir le tableau : mais il paraît que logiquement la R. P. menace le principe d'autorité, de souveraineté politique. En l'introduisant dans la démocratie, là où règne le gouvernement de la Nation par elle-même, au moyen des assemblées élues, il semble qu'on veuille qu'aucun organe de la nation, par l'action d'une majorité certaine, ne puisse imposer sa volonté légale, et que la législation et le gouvernement soient seulement possibles avec l'acceptation de tous les partis. Ce n'est point qu'on ait foi dans la puissance de la vérité et qu'on espère réunir toutes les adhésions par la force de la raison. Tout au contraire, comme l'a dit M. de Helleputte au parlement belge, la R. P. procède d'un scepticisme profond, aux yeux duquel toutes les opinions sont égales. C'est par lassitude ou indifférence que l'on finira par tomber quelquefois d'accord. Logiquement la R. P. est à l'entrée d'une voie, au bout de laquelle se trouve l'anarchie (2). Mais

1. Esmein, *op. cit.*, p. 281-282.

2. *Annales parlementaires belges*, 1899, p. 2643.

sans aller jusqu'au dernier terme de la logique des institutions, sans invoquer les conséquences qui, heureusement, sont lointaines, le simple bon sens devrait suffire à faire condamner ce système. Evidemment ceux qui le préconisent espèrent, par son application, enlever un certain nombre de sièges à la majorité qui peut entrer aujourd'hui dans l'assemblée par l'élection ; sans cela la réforme n'aurait pas de sens. Or le moment où l'on propose ce changement est celui où de tous les côtés, dans les pays les plus divers (sauf en Angleterre) les majorités se désagrègent, ou se cherchent en vain. Si la législation devait intervenir aujourd'hui en cette manière, la science politique conseillerait de l'employer à renforcer, s'il est possible, la majorité élue, et non les minorités, en faveur desquelles conspirent toutes les forces du monde moderne. C'est d'un côté l'indépendance de la pensée (1) qu'ont créée les xviii^e et xix^e siècles et qui, comme le faisait remarquer Bossuet pour expliquer la multiplicité des sectes protestantes (2), tend inévitablement à la multiplication des opinions et des crédo particuliers. C'est l'amour du nouveau, si puissant sur nos contemporains, et surtout sur les Français. C'est l'audace dans la calomnie et le goût du scandale, dont profitent surtout les minorités tumultueuses et sans responsabilité. C'est

1. On pourrait mieux dire l'anarchie.

2. Préface de l'histoire des variations des églises protestantes.

enfin la plus formidable puissance de ce temps, la presse quotidienne et à bon marché qui multiplie l'action de toutes ces forces, principalement au profit des partis extrêmes, c'est-à-dire des minorités. Rien n'est moins paradoxal. C'est aujourd'hui la majorité qui a besoin de protection. »

Voilà ce que dit M. Léon Duguit (1) : « Faire de l'Etat la collectivité personnifiée et l'opposer à l'individu qui, lui, serait subordonné, c'est créer ou aggraver le conflit entre l'individu et la collectivité : entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif ; c'est attiser les luttes sociales et préparer à brève échéance le triomphe ou de l'anarchisme révolutionnaire, ou du collectivisme tyrannique. Derrière les formules courantes des juristes, nous ne trouvons donc que le vide ou de dangereuses conceptions. » Enfin M. Charles Benoist : « On ne saurait imaginer d'Etat plus anarchique, puisqu'il n'y a que le hasard, ni de plus barbare, puisqu'il n'y a que le nombre (2). » Et encore : « Ah ! vous avez coupé tous les liens, ou à peu près tous, qui rattachaient l'Individu à qui ou à quoi que ce soit ; vous l'avez isolé de tous les autres et de tout le reste ; vous l'avez exalté, élevé à la dernière puissance ; vous avez mis en lui tous les pouvoirs, quand déjà il avait toutes les convoitises ; vous n'avez pas voulu autour de lui la moindre résistance,

1. *L'Etat*, t. I, p. 615.

2. *De l'organisation du suffrage universel*, p. 34.

ni le moindre contrepoids au-dessous de lui. Après avoir abstrait la souveraineté, vous avez en quelque sorte « abstrait » l'Individu lui-même, puis vous l'avez lâché à travers la société, dans son égoïsme impatient, débridant d'un seul coup dix millions (1) d'égoïsmes pareils et semant dix millions de germes d'anarchie (2). »

Les conclusions sont les mêmes : besoin de prévenir l'anarchie et de renforcer l'autorité.

Les deux théories paraissent être la réaction l'une de l'autre, comme par exemple le socialisme marxiste fut la réaction contre le libéralisme outrancier. Quant aux mots « liberté » et « fatalité » qu'on oppose, ils sont vides de sens. L'histoire d'une nation (3) n'est ni une suite de fatalités (car alors toute action serait vaine), ni une suite de libertés désordonnées (car alors le monde, depuis longtemps, serait disparu). Les Nations se sont formées d'un développement harmonieux de leurs intérêts et c'est de leurs manifestations dans leur continuité historique, que s'est dégagé la souveraineté qui a sa source dans le passé, plane sur le présent et domine l'avenir. Cette souveraineté est intimement liée à la formation de la

1. Les dix millions environ d'électeurs de France.

2. Ch. Benoist, *ibid.*, p. 26-27.

3. Le droit est en rapport étroit avec l'état social (V. Savigny) mais dans un stade plus avancé on doit tenir compte aussi de l'influence exercée par la volonté de l'homme (V. la critique des idées de Savigny, par Geyer et par Merkel. *Encyclopédie der Rechtswissenschaft* de Hotzendorff, I, 35 et 82).

nation, dont l'existence et la prospérité montre son action bienfaisante, et l'harmonie qu'elle a su maintenir à l'intérieur, entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, pour permettre le développement qui lui donne la force et le prestige à l'extérieur, et réciproquement, son action prévoyante et continue à l'extérieur lui a permis de créer une situation qui ne dérange pas le développement interne de la nation. On ne peut nier la souveraineté, mais elle est inséparable du développement historique de la nation, le peuple qui l'oublie, marchera comme un homme ivre, et au lieu d'éviter ou de franchir les embûches, il y tombera.

Mais l'individualisme outrancier ne veut reconnaître devant la réalité toute-puissante de l'état, que l'individu à qui on a créé la mentalité de la grenouille de la fable. Les groupes y sont sacrifiés. Les communes elles-mêmes, n'ont-elles pas sacrifié leurs privilèges, dans le vertige de la fameuse nuit du 4 août ? L'homme laissé seul devant l'état, se trouve complètement dépourvu ! Cette association est trop grande ; elle dépasse de trop ses besoins journaliers ou immédiats et quand par un envahissement continu elle veut y pourvoir par une réglementation méticuleuse et uniforme, elle devient le plus insupportable des tyrans et détruit tout ce qu'elle a déclaré le premier bien de l'homme : la liberté individuelle. Car on ne peut plus s'y tromper aujour-

d'hui : c'est la déclaration des droits de l'homme qui nie la liberté !

C'est comme une réaction, que doivent apparaître les théories qui sont contre la souveraineté. Toutes veulent réformer le groupe qui a intérêt immédiat pour l'homme, et où, selon le mot de M. Charles Benoist, il deviendrait un être concret.

Si d'un côté M. Esmein voulait arrêter la R. P. comme un nouveau système d'anarchie et renforcer le pouvoir, n'aurait-il pas dû pousser un peu plus loin son raisonnement ; et s'attachant à une liberté réelle de l'homme, à une liberté d'ordre et de progrès, n'aurait-il pas dû reconnaître que le salut est dans la réorganisation de la vie familiale, locale, provinciale et syndicale qui donne à l'homme un but saisissable, donc réel, au lieu de lui montrer le mirage de sa toute-puissance qui ne peut que le plonger que dans la béatitude de soi-même et dans l'anarchie ? Mais on y trouve quelque chose chez M. Esmein dans la défense qu'il fait à l'arrondissement, appelé par M. Aristide Briand dans un excès de polémique « mare stagnante ». Oui mare stagnante quand c'est l'intérêt national qui lui est soumis, mais quel facteur de progrès ne seraient ces mêmes « mares stagnantes » appelées à ne voir que leurs intérêts. Le département n'a pas beaucoup élargie le cercle, car il y a toujours la question de représentation particulière d'arron-

dissement (1). Il paraît incontestable qu'il y a une forte vie dans cette réalité qu'est l'arrondissement et qui ne demande qu'à se développer.

Les proportionnalistes et ceux qui nient la souveraineté nationale, voient très bien la nécessité du développement des groupes sociaux qui guideront l'individu dans une orientation nouvelle en lui donnant la possibilité d'employer ses forces d'une manière efficace pour son développement, au lieu de les gâcher dans une effroyable anarchie, qui résulte de la féroce lutte individuelle. Mais pour cela il faut une puissance supérieure, une puissance souveraine, qui sera dans chaque nation selon son évolution historique et qui tranchera les difficultés inévitables, sans quoi il n'y aurait encore que désordre et confusion.

Cette souveraineté, dont le développement historique a spécialisé, est en état de savoir et de prévoir, donc d'agir en conséquence, d'applanir le plus possible les difficultés futures, ou de ne pas être surprise par elles, d'y être prête à les surmonter avec le minimum possible de risques et de sacrifices. Cette souveraineté sait équilibrer les besoins intérieurs et extérieurs, en permettant au peuple un développement harmonieux, pour le plus grand bien de l'humanité. La guerre sera plus rare et on s'efforcera de concilier le plus possible ou de régler les différends

1. Le journal républicain *Le Temps*, du 21 décembre 1920 en commentant l'élection partielle du Lot-et-Garonne.

par une diplomatie qui ne sera pas une improvisation.

Mais alors, les minorités ? Il n'y aura plus aucun mal à les représenter. Déléguées des groupes intérieurs, elles redeviendront des éléments consultatifs dans les assemblées nationales. La souveraineté dégagée du fatras inutile ou nuisible, ne garderait que ses pouvoirs absolument indispensables pour ses fonctions externes et internes, donnant une nouvelle vie et une véritable liberté aux individus, qui auront un but réel à leur portée, non un chaotique dont on grise leur amour-propre, pour mieux les duper. Car tous conviennent que la souveraineté est une fonction sociale, et toute fonction se développe avec l'organisme qu'elle sert à développer.

Si nous n'en sommes pas encore à voir le Parthenon élevé devant Babel ruiné, nous voyons partout le premier pas vers le réel, encore informe et confus, mais qui apportera la lumière et l'harmonie. La R. P. se répand de plus en plus, sous des formes différentes ou mêmes mitigées, mais elle est partout en progrès (1).

1. 1853, la colonie du Cap (vote cumulatif) ; 1855, Danemark (système Hare pour les 52 membres du Landsting et seulement pour le second degré) ; 1861, certaines applications du vote imparfait en Espagne, Portugal, Malte et certains juges aux Etats-Unis) ; 1867-1884, Angleterre dans les treize circonscriptions élisant trois députés (vote imparfait) ; 1870, Angleterre pour les School-Boards et Etats-Unis pour certaines élections locales (vote cumulatif) ; 1875-1881, Brésil (vote imparfait) ; 1882-1891, Italie (vote imparfait) ; 1894, Coste-Rica Chambre des

Ainsi la R. P. qui ne peut être qu'une étape, gagne du terrain partout. C'est une idée qui se fait place,

députés (vote cumulatif) ; 30 décembre 1899, Belgique concurrence des listes (système Hondt pour la répartition) ; 1906, Wurtemberg (Diète et Communes) ; 1907, Autriche pour la Galicie (vote cumulatif) ; 1907, Suède (exécutif en 1909) ; 13 janvier 1909, Vorarlberg pour les élections communales des grandes villes ; 29 janvier 1909, Haute-Autriche pour le landtag ; 5 avril 1911, Portugal pour les élections législatives de Lisbonne et Oporto ; 1913, Bulgarie. 13 octobre 1918 le conseil national suisse. 12 juillet 1919 France (avec une R. P. mitigée). 11 août 1919 Allemagne (art. 22 pour le Reichstag et art. 17, pour les diètes de pays d'Empire). Août 1919 Italie pour la chambre des députés. Décrets lois du 14 novembre 1918 mod. le 14 décembre 1918 et le 2 juin et le 21 avril 1919, puis celui du 3 août 1920. Pour l'ancien Royaume de Roumanie et pour la Bessarabie, celui du 24 août 1919 pour le Boucovine et celui du 30 août 1919 pour les anciens territoires hongrois. Pour l'ancien Royaume et la Bessarabie le vote est obligatoire, égal, direct, secret et sur la base de la R. P. pour la chambre des députés (art. 1). Le département est la circonscription électorale et il y a un député pour 30.000 habitants ou fraction supérieure à 20.000 (art. 2). Pour le Sénat c'est le système majoritaire (1 sénateur pour 50.000 ou fraction supérieure à 47.000 (art. 4). Il y a en outre, un sénateur élu par chaque université ; le prince héritier à partir de dix-huit ans et les évêques diocésains y sont membres de droit (Art. 6 et 7). Il faut avoir vingt-et-un ans pour être électeur à la Chambre et 25 pour être élu ; il faut en avoir 40 pour le Sénat ou avoir appartenu aux listes de l'ancien système censitaire ; de même pour être élu il faut avoir quarante ans (art. 4). Il y a des causes d'incapacité, d'indignité et d'incompatibilité (interdis, faillis, condamnés pour crimes, délits graves, déserteurs dégradés ; militaires actifs et fonctionnaires de l'état des départements, des communes ou des institutions d'utilité publique, dont le budget est voté par la Chambre, ou fonctionnaires des institutions particulières nommés par décret royal). Pour être candidat il doit démissionner vingt-cinq jours d'avance (art. 10-12). Les sections et sous sections électorales sont présidées par les magistrats de l'ordre judiciaire (art. 12). La R. P. s'applique à la chambre seulement (art. 72) et la répartition est faite d'après le système

c'est une idée qui avance avec la renaissance d'une nouvelle vie. Elle peut être une source féconde pour l'avenir. En droit interne c'est un facteur de progrès.

Hondt. Il y a une pénalité de 20 à 500 lei contre ceux qui ne se présentent pas aux urnes sans un motif légitime (jamais appliqué). Le panachage est admis (art. 61). Pour la Boucovine il y a le système uninominal par circonscription de 30.000 habitants pour la Chambre et de 70.000 pour le Sénat, sauf pour la ville de Cernowitz où on applique la R. P. Pour les provinces de l'ancien Royaume Hongrois c'est le même système qu'en Boucovine, mais il y a plusieurs circonscriptions à R. P. Il y eut un total de 566 Députés et 240 Sénateurs élus : le décret du 3 avril 1920 pour l'ancien Royaume et pour la Boucovine et ceux qui suivirent pour les autres provinces, ont eu pour but de réduire d'environ 1/3 le nombre colossal de parlementaires. Il y a un député par 50.000 habitants ou fraction supérieure à trente mille et un sénateur pour 100.000 habitants ou fraction supérieure à 60.000. Ces décrets-lois doivent être ratifiés et unifiés par le Parlement.

Le projet de loi du gouvernement consiste à créer des circonscriptions de 250.000 habitants qui éliront cinq députés au système de la R. P. et deux Sénateurs au scrutin majoritaire. Pour le Sénat on admettra comme électeurs aussi ceux qui auront un certificat de quatre classes primaires à partir de vingt et un ans. Le Sénat aura aussi des membres cooptés : trois présidents des Chambres de commerce, trois présidents des syndicats agricoles, trois présidents des conseils d'administration des sociétés financières, quatre prêtres orthodoxes et deux catholiques. Comme Sénateurs de droit avec vote délibératif il y a : l'héritier de la couronne à partir de vingt-cinq ans, les métropolitains, les supérieurs des diverses confessions, les anciens présidents de conseil, qui ont eu au moins un an d'exercice de cette fonction et trois ans de fonctions de ministre, les anciens ministres qui ont exercé la fonction au moins cinq ans ou qui ont été nommés au moins quatre fois à cette dignité, les anciens présidents de la Chambre et du Sénat qui ont présidé au moins huit sessions ordinaires, le ministre de la maison royale, les anciens présidents de la Cour de Cassation ayant exercé cette dignité au moins cinq ans, le président de l'Académie Roumaine et le plus ancien recteur des Universités. Sans vote délibératif : l'héritier de la Couronne de

Mais les idées ont une tendance à se généraliser et ce ne serait pas pour la première fois qu'on veut étendre aux nations les droits des individus. Montesquieu trouvait déjà cela ridicule. Certes ce mouvement d'idées qui n'a fait qu'accroître depuis trois quart de siècles, a influencé les esprits à tel point que de cette arme d'apaisement interne ils ont voulu faire une arme d'apaisement international. La protection des minorités en droit international, loin d'être un facteur de progrès, n'est qu'un nouveau système d'anarchie, une arme de sauvagerie, de décomposition pour les nations fatiguées ; de lutte à outrance pour les nations vigoureuses. Le mode dont il a été imposé prouve la mauvaise foi, nous le verrons par la suite. Allié au principe des nationalités poussé à sa dernière limite, il ne peut créer que désordre et confusion qui ne peuvent profiter qu'aux larrons internationaux.

2° **Le principe des nationalités.** — L'idée de nationalité paraît être connue de la plus haute antiquité. Le peuple juif « le peuple élu » ne nous offre.

dix-huit à vingt-cinq ans, le chef d'Etat major de l'armée et celui de la marine, le président du conseil technique, le premier président de la Cour de cassation et le président en exercice de la cour des comptes. L'âge de quarante-ans ne sera exigé que pour les sénateurs élus au scrutin uninominal. L'article 17 prévoit que parmi les fonctionnaires de l'Etat, ne peuvent être élus que les ministres et sous-secrétaires d'Etat, les ministres plénipotentiaires, les professeurs universitaires, les agrégés et les conférenciers à titre définitif.

t-il pas le plus bel exemple ? C'est vrai que chez lui la religion vient renforcer la nationalité en même temps que l'exclusivisme, ce qui fait que dans tout le cours de l'histoire, il reste comme l'huile dans l'eau, formant des masses plus ou moins compactes, mais toujours distinctes des autres populations.

Bagehot dit que les groupes nationaux sont aussi anciens que l'histoire, et que Hérodote les trouve presque aussi nombreux et aussi bien caractérisés que nous les voyons de nos jours.

Ne nous arrêtons pas aux Grecs et aux Romains et passons aux notions modernes, qui proviennent toutes d'un mélange d'anciens peuples (1) sur lesquels se sont greffées les invasions.

Dès que le mélange s'est fait, et que les diverses peuplades trouvent leur équilibre géographique, on voit paraître l'idée de nationalité, comme le dit Aug. Thierry qui fait remonter l'idée de la nationalité française à 888, au démembrement de l'Empire Carolingien. « Le système des lois personnelles reçut le premier coup, par la fondation de nouveaux États où la nationalité résultait, non d'une complète unité d'origine, mais de l'unité territoriale et des conventions géographiques » (2) et plus loin : « De ce der-

1. Sauf les Juifs qui n'ont rien emprunté aux autres quoiqu'ils ont donné surtout en Espagne quelques-uns des leurs. V. M. Barres Greco ou le secret de Tolède.

2. V. Johannot, *Le Principe des nationalités*, p. 27.

nier démembrement de l'Empire des Franks, date à proprement parler, l'existence de la nation française ». Avec l'avènement de Hugues Capet (587), c'est la substitution d'une royauté nationale au gouvernement fondé par la conquête. Et dès lors, l'unité du dynaste donna une empreinte de plus en plus forte à l'unité nationale sur laquelle elle se fonde.

Sept siècles avant 1914, à une date qui fut une des plus importantes de l'histoire de France, et de la civilisation, mais on sut profiter des résultats : à Bouvines, ce fut là selon M. Babelon (1) que le sentiment national éclata. Pour M. Flach, Bouvines c'est le chef de voûte de l'unité française.

Pour d'autres, ce fut pendant la guerre de cent ans (2) et surtout autour de Jeanne d'Arc, que se définit le sentiment de la nation française.

En tous cas, le sentiment national français remonte très haut et les diverses crises que subit la nation à travers son histoire, qui fortifièrent ce sentiment, sont des dates auxquelles les historiens s'attachent à démontrer l'origine, mais nous croyons que ce ne sont que les étapes d'une idée qui se fait jour avec la fusion de plus en plus complète des anciennes populations.

1. *Le Rhin dans l'histoire*. V. aussi Capefigue, *Histoire de Philippe Auguste*.

2. Michelet.

Pour une nation qui entre beaucoup plus tard dans l'histoire, pour les principautés roumaines fondées à la fin du ^{xiii}^e siècle et au début du ^{xiv}^e, la sentiment national existe dès le début et peu s'en fallut au ^{xv}^e siècle, que le prince de Moldavie Etienne le Grand ne fasse pas l'unité des principautés, et si cela ne réussit pas, c'est seulement à cause des difficultés extérieures. L'unité fut faite un instant sous Michel le Brave à la fin du ^{xvi}^e siècle et depuis lors, ce fut toujours le désir secret de la nation roumaine établie sur les limites de l'ancienne Dacie. Malheureusement le système successoral qui était électif ne pouvait qu'accroître l'anarchie et grandir les difficultés venant des invasions étrangères, le manque de suite rendit vaines les époques de relèvement, celles des règnes un peu plus longs comme sous Alexandre le Bon, Mircea le Vieux, Etienne le Grand, Basile le Loup et Mathieu Basarab. Même quand le trône restait à la même dynastie, il n'y avait pas l'ordre de primogéniture et de là des luttes intestines entre les prétendants qui ne pouvaient qu'affaiblir le pays et le mettre à la merci des envahisseurs étrangers.

Il ne faut pas oublier non plus le rôle de la religion dans le développement des nations. Tant que le catholicisme reste dominant, on peut croire à une société des nations chrétiennes ; mais quand Luther déchirant l'unité ouvrit la voie à l'anarchie, chaque

religion tendit à renforcer l'idée d'une nation. Le catholicisme aide à l'expansion et à la grandeur française, le luthéranisme à l'idée allemande, le protestantisme anglais à la puissance de la Grande-Bretagne. En Orient ce fut la religion qui fut l'auxiliaire principal des nationalités. Dans le midi (Macédoine) les Kutzo-Valaques perdirent en grande partie leur nationalité submergés par les nations orthodoxes environnantes. Dans le Nord la même religion orthodoxe fut un aide au maintien de la nationalité à côté des pays catholiques. Mais ce ne fut que pendant le XVIII^e siècle et la révolution que le principe des nationalités s'affirma comme étant la base rationnelle de l'Etat et ce n'est qu'après la révolution de 1848 qu'il rentra dans la diplomatie d'Etat.

En 1790 à la fête de la fédération en Alsace (14 juillet), le ministre luterien Blessic (1) sacrifia un siècle d'union avec la France pour aboutir à la notion élective de la nationalité. Mais cet aboutissement n'était-il pas le résultat d'un siècle de domination intelligente. Le traité de Munster n'était rien, mais la volonté actuelle du peuple tout, d'où méconnaissance des clauses du traité concernant les princes allemands qui fut une des causes des guerres de 1792. De même l'annexion du Comtat Venaissin ratifié le 14 septembre 1791, après beaucoup de dis-

1. V. Johannet, *op. cit.*, p. 98.

cussions et d'hésitations, fut une nouvelle victoire du principe des nationalités.

Le décret de la Convention du 19 novembre 1792 porte au dehors le principe nationalitaire, « elle décide au nom de la France d'accorder fraternité et secours à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté et charge le pouvoir exécutif de donner aux généraux les ordres nécessaires pour porter secours à ces peuples et défendre les citoyens qui auraient subi des vexations pour la cause de la liberté ». Malgré la guerre au Roi de Bohême et de Hongrie, Danton fait décider par la Convention le 13 avril 1793 (après les plaintes de l'Angleterre) que la République ne s'immiscera d'aucune manière dans le gouvernement des autres puissances, et la même idée est dans les instructions que rédige Carnot pour le Comité diplomatique, où il précise qu'une annexion ne peut avoir lieu pour une commune sans un vote libre et formel.

Après l'entrée du général Montesquieu à Chambéry (24 sept. 1792), un mouvement se forme pour la réunion de la Savoie. Le 21 octobre, l'assemblée des délégués demande la réunion à la France et l'annexion est faite le 27 novembre 1792 par la Convention nationale. C'est à propos de cette union que la valeur plébiscitaire frappe l'Américain Joel Barlow dans sa lettre au Piémont où il se pâme d'admiration quand il voit la Convention hésiter à accepter.

Les plébiscites révolutionnaires faits sur le Rhin doivent être soumis au bénéfice d'inventaire car on y força rudement la main. Et on voit aussi le malheureux Montbéliard voter l'incorporation à la France pour échapper au régime colonial de Bernard (février 1794) (1). On voit quelle valeur a ce système ! Mais à partir de 1793, le principe est en recul, même au point de vue purement phraséologique. Danton dit, le 31 janvier 1794, que les limites de la République sont marquées par la nature au bord du Rhin. Au moment de la paix de Bâle, Dubois Crancé, de même que Syeyes, invoquent non seulement la volonté des populations mais des questions d'intérêt, de nature, d'expérience. Quel pas franchi ! Merlin de Douai déclare : « La république française peut et doit, soit retenir à titre de conquête, soit acquérir par traité, des pays qui seraient à sa convenance, sans en consulter les habitants. » Voilà le principe à terre et Merlin de Douai était un de ses principaux énonciateurs (2). Par la suite, la Belgique fut annexée. Dès lors, les plébiscites Rhenans ne sont que de pure forme. Le principe nationalitaire fut laissé de plus en plus de côté et M. Johannet (3) met sur deux colonnes, les discours des deux plus importants interprètes du principe : Carnot dans ses

1. V. l'étude de M. Loodsparme en 1888.

2. V. Johannet, *op. cit.*, p. 114.

3. *Op. cit.*, p. 123-124.

instructions du comité diplomatique en 1793, puis dans son discours à la Convention octobre 1795 ; Merlin de Douai dans son discours à la Constituante 31 octobre 1790 et dans son discours à la Convention octobre 1795.

Mais en dépassant les limites naturelles de la Gaule on a le sentiment évident de se trouver devant des nations étrangères, de là les organisations de Républiques alliées dans les anciens cadres (Helvétique, Ligurienne, Romaine, Cisalpine). Napoléon remania à son gré la carte de l'Europe et en « copiant les Rois » (1), il fit plus en quelques années qu'eux en mille ans ; c'était trop pour y réussir. Les rois gagnaient les peuples avant de les englober et faisaient cela petit à petit sans rien brusquer. Napoléon brusqua trop et par là provoqua la réaction nationalitaire des peuples vaincus.

Avec 1815 le principe nationalitaire entre dans une période de crise devant le principe de la légitimité, mais pendant quinze ans le principe y gagna les milieux intellectuels. En France les historiens se disputent sur l'origine de la nation française. On veut disjoindre ce qui est combiné par le temps, on veut délier ce qui est lié éternellement. Au lieu de Français nous voyons des Gaulois, des Francs, des Romains, etc., tout cela superposé, mais nullement

1. Proudhon.

fondus (1) ! Ainsi pour le plaisir de leurs luttes sectaires, ils déchiraient leur patrie. Et cela se retrouve jusqu'en 1860, chez Maxime Deloche dans son principe des nationalités. Un peu plus et on arriverait à écarteler la France ! Au fond ils pensaient rétablir pacifiquement, par le principe, la France totale et démocratique. Mais pour cela le verbiage seul se montre impuissant !

Le réveil des peuples commence en Amérique du Sud en 1818. En Allemagne le Bruchenschaft le 29 mars 1818. Le mouvement gagne l'Espagne, Naples, Piémont, Grèce, pays Roumains ou Tudor Vladimiresco réactionne contre le mouvement de l'éthérie grecque d'Ypsilanti. Mais l'Europe dominée par Metternich réactionna, et aboutit à l'acte final de Vienne, à la conversion de l'Empereur Alexandre et de la victoire sur la Révolution en Italie et Allemagne.

C'est Napoléon dans ses soirées de Longwood qui recommande la confédération des grands peuples dissous ou morcelés par les révolutions ou la politique. C'est le fécond génie de l'Empereur déchu qui trace la voie du monde. « La vision de Sainte-Hélène conservant la vague des propriétés, c'était l'éclair

1. Monthlosei dit que les nobles seuls sont le vrai peuple français, le tiers est un peuple nouveau issu des esclaves et tributaires de toutes races ; Aug. Thierry présente la noblesse comme des Franks, tandis que les autres sont des Gaulois et des Romains. De même Guizot dans son pamphlet de 1820, *Du gouvernement de la France depuis la restauration*.

de la nue (1). » Les conseils donnés par Talleyrand à La Besnadière : « Méfiez-vous de la Prusse », furent complètement oubliés et c'est l'ancien cri du XVIII^e siècle — Vive la Prusse — qui triomphera.

Le principe nationalitaire fait défaut en Espagne (1823) avec la guerre « impie », soutenue par Chateaubriand, qui transforma Canning en nationalitaire furieux et permit la réussite du principe dans l'Amérique latine et en Grèce (Navarin, 1827). Le coup de canon de Navarin donna la branle aux nationalités : Hongrie, Allemagne, Italie, Pologne.

Le Zollverein prussien qui débuta en 1819 avec le Schwartzbourg-Sonderhausen et en 1828 la Hesse, fit réagir le midi en 1827 par le traité entre le Wurtemberg et la Bavière. De même se formèrent les associations du centre avec la Saxe. Tout cela en dehors de la Diète et au grand dépit de Metternich. Le traité du 27 mai 1829 unit la Prusse et le Sud. Ce n'était pas encore l'unité de l'Allemagne car « l'expérience a montré que la plupart des Etats qui y étaient entrés pourraient, en cas de conflit, prendre parti contre la Prusse. Néanmoins la portée politique de cette union douanière devait grandir avec le temps. Au lieu d'enlever une arme aux partisans de l'unité, elle leur en fournissait une nouvelle. Elle donnait un commencement de réalité à cette unité tant désirée, elle n'en laissait sentir que les bienfaits, sans les faire

1. Emile Ollivier, *L'Empire libéral*, t. I, p. 162.

payer d'aucun douloureux sacrifice. En outre elle habitua les Allemands de différents Etats à se considérer comme solidaires en face de l'étranger. Nombre de méfiances injustifiées et de préjugés durent disparaître... Survint alors le grand progrès industriel qui suivit l'invention des chemins de fer, progrès singulièrement favorisés par le Zollverein. Les relations se multiplièrent entre les différents partis de l'Allemagne, et en même temps les prétentions réciproques des Bavarois, Prussiens, Saxons, Rhénans, sans disparaître complètement, perdirent de leur ténacité (1) ». Oui, c'était l'aurore de l'unité allemande qui devaient se consolider aux deux dates fatidiques de 1870 et 1919.

La paix d'Adrinople (15 sept. 1829) apporte la liberté de la Grèce et de larges droits à la Serbie et aux principautés roumaines.

La secousse de 1830 fut encore plus puissante et la France demanda qu'on aille au secours des peuples. Louis-Philippe soutint la Belgique, mais fit-il cela seulement au nom des purs principes idéologiques, ou ne fût-ce que le prétexte pour une politique plus réaliste ? Car les Rois de France, même en appliquant le principe, sont toujours suspects de songer à la grandeur de leur pays. Emile Ollivier qui fut un nationalitaire convaincu même après 1870 ne dit-il pas : « Le carrosse qui conduisit

1. Lévy-Bruhl, *L'Allemagne depuis Leibnitz*, p. 449-450.

Charles X à Cherbourg, avait emporté nos espérances prochaines de relèvement (1). »

Mais cette fois encore les révolutions furent repri-mées.

En 1840 un nouveau mouvement nationalitaire commence. Si en France, Thiers, qui plus tard combattrà le principe, n'aboutit pas à la guerre pour l'Egypte, les jours de la monarchie de Louis-Philippe sont comptés. Le renouvellement du Zollverein par Frédéric-Guillaume IV en 1842 fait dire à Metternich : c'est l'événement le plus considérable du siècle ! Et P. Fangere prédit que lorsque la chose sera mûre, il y suffira d'un incident, d'un homme pour amener tout à coup l'événement. Au Piémont c'est Charles Albert qui travaille. Sismondi dans sa réponse à Manzini dit : « je me rangerai à la monarchie, si, chose fort peu probable, un Roi du Piémont ou de Naples nous donnerai à ce prix un noyau d'armée et des arsenaux. Je tiens à l'indépendance et par conséquent à la force, plus encore qu'à la liberté (2). »

La question des duchés danois se pose. Le Schleswig habité en majorité par des Danois et le Holstein par des Allemands ; de la discussion pour la question des nationalités, car il y a des appétits

1. *Op. cit.*, p. 229.

2. A. Manzini, le 5 novembre 1832.

rivaux. Comme ils ont un ordre successoral différent, le Roi de Danemark décide que l'ordre de succession au Danemark vaudra au moins pour le Schleswig, ce qui met l'Allemagne en fureur. Donc, comme le dit Ollivier, les deux hommes d'Etat qui avec le concours de Napoléon III, allaient changer la face de l'Europe, entraient en scène. Mais ces deux nations sympathisaient entre elles et allaient faire leur unité avec le concours, mais contre la France, qui était déjà cosmopolite. Et le peuple français voulait maintenant employer les armes et les trésors « que nous n'avons pas employé à reprendre nous-mêmes la frontière du Rhin ou celle des Alpes (1) ».

La révolution de 1848 se fait aux cris de « Vive la Pologne » et la théorie des nationalités, simple opinion, se transforme en diplomatie d'Etat.

Carnot (2), ministre de l'Instruction publique, écrit à un professeur d'Heidelberg : « Respect aux nationalités : notre peuple tend une main fraternelle aux autres peuples, et l'Allemagne si éclairée, si pénétrée des sentiments de justice et de liberté, ne lui refusera pas la sienne ! » Mais l'Allemagne a bon appétit et pour son unité il lui faut le Schleswig, le Limbourg, la Lombardo-Venetie, l'Alsace et la Lorraine. Et Bismarck (3) le 5 décembre 1850 distingue déjà la

1. Guizot, Discours du 25 janvier 1848.

2. Cité par Ollivier, *op. cit.*, p. 488.

3. Ollivier, *op. cit.*, p. 490.

politique réaliste de la politique empreignée du goût romantique.

Le bouleversement de 1848 fit éclater partout des mouvements nationalitaires et la Roumanie future se dessina dans le triple mouvement de Moldavie, Valachie et Transylvanie où les martyrs morts ne seront jamais oubliés.

C'est de l'affaire des Lieux Saints (1853) que sortit la guerre avec la Russie, guerre nécessaire pour affaiblir la puissance qui était contraire aux principes des nationalités, principe qui mènera l'Angleterre à Delhi (1857) et la France à Sedan (1870). Mais il en sortit l'unité moldo-valaque, noyau de la prochaine unité roumaine non encore accomplie, l'unité italienne, incomplète même après Sadowa et Sedan, l'unité allemande à la prussienne (1).

Après 1870 ce principe n'est plus de mise en France. Une légère intervention en 1878 pour la rectification des frontières grecques, puis désintéressement complet dans les affaires crétoises, arméniennes, etc... Mais en Europe il continue son mouvement pour s'embourber dans des difficultés inextricables aux Balkans.

Avant d'analyser les mouvements récents, voyons

1. Lévy-Bruhl, *op. cit.*, p. 490: « Elle (la Prusse) ne s'étant pas donnée à l'Allemagne comme les « unitaires » l'en avait tant de fois priée. Elle restait elle-même et c'est l'Allemagne qui, après une courte lutte, se donna à elle. »

quel est le critérium proposé pour le principe des nationalités.

Il y a en présence deux doctrines : française et allemande. La doctrine française est subjective, elle fait dépendre la nationalité de la volonté individuelle, elle a une nature élective et se manifeste par le plébiscite, car d'après elle, le principe des nationalités ne peut se fonder en droit que sur la souveraineté nationale (1). C'est que sous cette forme la théorie convient à un moment donné à la France. Mais pour en profiter il faut être toujours fort. Emile Ollivier résume l'idée nationalitaire française suivant la tradition de la révolution, de Napoléon, de Renan (2). « Ce principe (des nationalités) est que toute association d'hommes nommée peuple est une individualité indépendante, libre, souveraine, jouissant du droit imprescriptible de disposer d'elle-même à l'intérieur soit à l'extérieur ; à l'intérieur de s'organiser à son gré, de changer ses institutions pacifiquement, ou à la suite de luttes intestines et de révolutions, à l'extérieur de s'allier à qui il veut, aux conditions qu'il juge les meilleures, de contracter même des liens plus étroits, d'annexer ou de constituer avec d'autres, s'il est petit, de puissantes unités... Le droit d'intervention est admis mais doit

1. Alb. Dauzat, *Principe des nationalités* (*Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1913, t. LXXVII, p. 51.

2. Ollivier, *op. cit.*, t. I, p. 164 et suiv.

être désintéressé et pur de toute pensée d'agrandissement, de même pour l'annexion un plébiscite est nécessaire. C'est la négation à l'intérieur du droit divin, à l'extérieur du droit de conquêtes »... « Il n'y a pas de limites naturelles, il n'y a que celles constituées par la volonté des populations. Créer l'unité morale est plus capital que satisfaire aux exigences stratégiques d'une montagne ou d'un fleuve. Une domination maudite par ceux sur lesquels on l'exerce n'est pas enviable... La théorie des nationalités n'admet pas un prétendu droit de race, manifesté par la langue ou par la tradition historique, en vertu duquel tous les peuples issus d'une commune origine, parlant une même langue, doivent bon gré, mal gré, sans qu'on ait à les consulter être réunis dans un même état. L'idée de race, selon elle, est une idée barbare, exclusive, rétrograde ; n'ayant rien de commun avec l'idée large, sacrée, civilisatrice de patrie... La race a des limites qui ne peuvent être dépassées, la patrie n'en a aucune, elle peut s'étendre et se développer sans cesse, elle pourrait devenir le genre humain comme sous l'Empire Romain. Il y a des siècles que les races se sont fondues dans les patries, et il serait impossible de détruire le mystérieux travail d'où sont sorties les belles œuvres que cette fusion a produites. La civilisation a consisté à détruire les groupes primitifs pour constituer par des libres attrait des groupes conventionnels bien plus solide-

ment cimentés que ceux nés du hasard des choses... Il y a une douceur ineffable dans le mot de patrie précisément parce qu'il exprime, non une congrégation fatale, mais une création libre, affectueuse, dans laquelle des millions d'êtres humains ont mis leur cœurs pendant des siècles.

D'ailleurs, ou le droit qu'on revendique pour la race est confirmé par la volonté des populations, ou il est combattu par cette volonté, de telle sorte que la force soit nécessaire pour l'imposer ; dans le premier cas il s'identifie avec le principe des nationalités, dans le second il en est le renversement, c'est la résurrection du droit de conquête... La volonté des populations est donc le principe dominateur, souverain, unique, absolu, duquel doit sortir le droit des gens moderne tout entier, par une suite de déductions logiques, comme d'une source inépuisable. C'est le principe de la liberté substituée dans les relations internationales à la fatalité géographique et historique. Aussi où la liberté manque il ne saurait être invoqué. Si par exemple un pays est envahi par une armée, occupé militairement et que les canons braqués, on appelle sa population au scrutin ; ce vote, quel qu'il soit, n'aura aucune valeur juridique parce qu'il n'aura pas été libre (1). En un mot une nation n'est pas l'universalité des hommes parlant le même idiome ou enfermés dans les mêmes limites

1. C'est condamner les plébiscites de la révolution.

géographiques ; c'est l'universalité des hommes qui par la suite d'une ancienne habitude acceptée, ou en vertu de leur volonté expresse vivent sous la même loi. »

Il ne faut pas confondre cette théorie, avec la nouvelle théorie française du nationalisme de Barrès et Maurras, qui sera probablement la théorie nationalitaire de l'avenir et qui consiste à résoudre chaque question par rapport à la France. (1).

En face de la conception française il y a la théorie allemande que nous appellerons objective car elle se base sur la nature des choses et non sur la volonté.

La tournure prise par la théorie allemande, quoi qu'ayant sa base toujours dans la liberté, celle de la philosophie roussienne, tient à son origine historique : « Si l'Allemand remonte au cœur de son passé, s'il refoule de siècle en siècle les apparitions historiques de son moi national dans leur réduit d'entre Elbe et le Rhin, ce sont toujours les Deutschen qui surgissent à sa rencontre... »

« De Marbod et de Witikind à Bismark, c'est le même peuple derrière la même marche (2). » « Son originalité consiste à fonder le droit sur la liberté, c'est-à-dire à confondre le droit avec l'expansion.

1. M. Barrès, *Scènes et doctrines du nationalisme*, le Roman de l'énergie nationale surtout la préface de l'appel au soldat. Les journaux : *La Gazette de France* (1892) ; *La Cocarde* (1894) ; *La patrie Française* (1899) ; *L'Action Française* (1905).

2. Johannet, *op. cit.*, p. 204.

Kant, fils de Rousseau n'aura qu'à transformer cette confusion au profit de l'Etat, il n'aura qu'à faire de l'Etat un impératif catégorique, établir donc, sur un piédestal de philosophie, le caporalisme de la culture (que perfectionnait à cette époque l'administration prussienne) pour retrouver intégralement la pure conception germanique de la nation en soi, ceinturée de marches (1). » Et depuis, Fichte, Hegel, Treitscke, Féuerbach, Ihering, Hartman, List, Bismark, Nietzsche, ne font que fortifier cette idée, chacun sur son domaine.

Fichte présente la langue comme un équivalent de la nation (2) : « Ce qui parle la même langue c'est un tout que la nature a lié par avance de biens multiples et invisibles... (qui) ne peut admettre en son sein aucun peuple d'une autre origine ou d'une autre langue, ni vouloir se mêler avec lui (3). »

Et quand on demande de libérer les Allemands des duchés danois, qui d'ailleurs ne se plaignent pas, Grim dit que « le germanisme souffre en eux sans qu'ils s'en doutent ». C'est la théorie de la nationalité inconsciente, c'est la théorie objective qui s'oppose à la théorie consciente, à la théorie subjective française.

C'est la théorie dynamique d'un peuple qui étouffe

1. Johannet, *op. cit.*, p. 206-207.

2. Fichte, 4^e discours à la nation allemande.

3. Fichte, 5^e discours.

dans sa ceinture et qui vient demander sa place au soleil.

Mancini se basant sur Dante et sur Machiavel, est le premier qui exprime le principe des nationalités (1851), mais si pour lui, la conscience nationale est la plus importante, il n'ignore pas les autres éléments : géographiques, ethnographiques, la langue, la religion, la coutume, des lois et des institutions sociales, la tradition de la vie nationale (1).

Dans une enquête ouverte pendant la guerre par M. Eugène Baie (2) on peut voir quelques opinions récentes : L'historien roumain N. Jorga (3) se rapproche de la théorie allemande « une nation, c'est en première ligne une langue, puis les traditions, une conscience instinctive d'unité, bref une forme morale de l'humanité. Il existe cependant des Etats où, malgré la différence des langues parlées par leurs citoyens, malgré l'identité de ces langues avec celles que parlent les grands peuples voisins, la nationalité existe comme base de la fondation politique (4). Il ne suffit pas qu'il ait eu un long labeur commun, il faut qu'un élément psychologique s'y mêle : l'élan

1. V. Mancini *Diritto internazionale*. Napoli, 1873 : *Della nazionalità come fondamento del diritto delle genti, Prelezione et Corsa di diritto internazionale e marittimo, Pronunziato nella R. Università di Torino nel dì 22 Giuni, 1851.*

2. Eug. Baie, *Le Droit des Nationalistes*.

3. Opinion de M. Jorga, p. 64.

4. L'enquête de M. Baie était ouverte en faveur de la Belgique.

d'une résistance héroïque aux invasions et aux tyrannies, l'état d'âme, fécond pour la civilisation, qui sont le triomphe de cette défensive, la foi ardente au droit, absolu et souverain qui en résulte. C'est le cas de la Belgique.

De même M. Weterlé (1) : « Qu'est-ce qu'une nationalité ? C'est un groupement ethnique, qui se distingue des autres par ses origines raciques, ses mœurs, ses traditions, sa langue nationale. »

Mais M. Andréadis (grec) se rattache à la théorie française (2). C'est la conscience, c'est la base de la patrie et non la conquête, le sang ou la religion.

Les deux théories, allemande et française, sont réfutables, ce qui prouve leur insuffisance à servir de base rationnelle au fondement de l'Etat. La théorie allemande critiquée par Ollivier (on a pu se rendre assez compte dans le fragment cité plus haut) est savamment réfutée par M. R. Johannet (3), lequel montre la tournure qu'a prise outre-Rhin, la notion de liberté et que c'est vers le développement qu'on porte l'effort, et cela en exaltant l'Etat. Et à cela il a cité l'intéressant passage du cours de politique constitutionnelle de Benjamin Constant, qui est une véritable prédiction : «... Lorsqu'on établit que la souveraineté du peuple est illimitée on crée et l'on

1. *Brochure de M. Baie*, p. 59.

2. *Brochure de M. Baie*, p. 58.

3. *Op. cit.*, p. 213 et suiv.

jette au hasard dans la société humaine un degré de pouvoir trop grand par lui-même et qui est un mal, en quelques mains qu'on le place. Vous vous en prenez aux dépositaires de ce pouvoir... Vous avez tort, c'est le degré de force et non les dépositaires de cette force qu'il faut accuser. » En méconnaissant cette vérité, « Rousseau a fait un contrat social, si souvent invoqué en faveur de la liberté, le plus terrible auxiliaire de tous les genres de despotisme ».

L'idée de race donne une nouvelle impulsion ainsi que son dérivatif, la langue. Mais la race immuable est plutôt une superstition et il n'est pas déplaisant de voir parmi les meilleurs Allemands, les anciens protestants français et les anciens Slaves produisant des junkers prussiens ! La langue peut bien être un moyen d'assimilation et d'expansion mais elle en reçoit le contre-coup car elle est le résultat d'une évolution. Pour un Etat comme l'Allemagne son organisation et son besoin de développement lui met à l'usage la langue et son influence politique par le système des marches pour son expansion. C'est ainsi qu'une grande quantité de Slaves furent germanisés et que les provinces baltiques sont des pays presque Allemands. D'ailleurs il paraît de plus en plus clair que l'avenir de l'Allemagne est dans la Russie, dans ce pays slave qui s'est montré si facile à méduser par les Germains.

La théorie allemande avec son nationalisme incons-

cient apporte une force qui lui permet d'être en perpétuel irédentisme qu'elle a, ou qu'elle aura à développer autour d'elle. Il lui faut la force pour y réussir, c'est une théorie dynamique, offensive elle est une menace permanente de guerre, mais elle est bien plus solide, au moins en apparence, à la théorie française (1).

La théorie française qui voit dans la nationalité un phénomène individuel, tend plutôt à débilitier la collectivité : « La théorie élective, comme le dit M. Johannet (2), n'a eu tant de vogue de 1790 à 1793 qui parce qu'on la destinait à l'assimilation définitive d'un milieu partiellement francisé. L'erreur ayant porté sur le degré de cette francisation, on le truque ou bien on y renonce... La méprise fondamentale des nationalistes français consiste à s'appuyer sur la liberté abstraite comme productrice de la volonté. La liberté ne s'agit pas dans le vide et ne se maintient pas par sa propre vertu. » Cela se vérifie facilement pour les parties frontières d'une nation où la volonté populaire change avec une vitesse parfois déconcertante surtout quand il s'agit de populations travaillées depuis des millénaires par

1. Les anthropologistes ne reconnaissent que trois races : celle du Midi, du Nord et de l'Est ; les sociologues français comme M. Bouglé et en général tous les écrivains français nient l'idée de race, car autrement toute l'œuvre des Capétiens — la France — serait à défaire.

2. *Op. cit.*, p. 244.

des cultures diverses. » Cela est très juste et c'est par les populations des frontières que deux nations tendent à faire pénétrer leur influence réciproque, mais si un moment on réussit à avoir le dessus en fait d'influence, il faut avoir derrière soi une force pour la soutenir, autrement le changement ne se fera que plus vite. On a les exemples de la révolution et de la Rhénanie qui vite francisée regrettait le départ des Français et qui après Sedan ne soupirait plus après la France. Après la bataille de Foch et la politique de Mangin elle se sentait de nouveau attirée vers la France mais le mouvement du Dr Dorthen ne fut pas encouragé et les populations retournèrent leur regard vers la Prusse.

En résumé, Johannot (1) dit que c'est une théorie scandaleuse, inutile ou de duperie, suivant qu'elle est truquée, correcte et favorable, correcte et défavorable. A la différence de la théorie allemande, c'est une théorie statique, de fatigue et de verbiage, défensive, ce qui lui donne son effet de duperie en cas d'application correcte et défavorable.

Elle se base sur le fait que l'individu libre (2) est la cellule constitutrice de la société et aboutit à l'anarchie et au démembrement sans y compter la néga-

1. *Op. cit.*, p. 255.

2. Pour le choix de l'individu il y a la naturalisation, et ce n'est qu'un choix, et les Allemands ont encore corrigé cela par la loi Delbrück;

tion absolue de la souveraineté nationale, telle qu'elle résulte des mêmes principes de la révolution. De plus, « elle porte en elle-même des causes de guerre, puisque si elle interdit de susciter des insurrections, elle autorise, selon l'expression de Vattel, qu'on aide les braves gens à défendre leur liberté » (1). Or, un droit d'intervention une fois ouvert est si facile à tourner (2).

Voyons ce qui advint de la théorie nationalitaire pendant la grande guerre, où la théorie fut exaltée jusqu'à en être définitivement compromise et où, selon la nécessité, on emploie la théorie allemande ou française ou les deux à la fois.

La guerre, en se transformant en populaire et nationalitaire, ne devint que plus sauvage qu'autrefois. Car ce n'est que l'extermination d'une nation par une autre et en cela les massacres allemands étaient pleinement justifiés, de même que ceux des Bulgares qui mettaient, et cela inutilement, une raffinerie de brutes à la tuerie.

En Orient, depuis la guerre Tripolitaine qui fut le prolégomène de la grande guerre, et surtout depuis les guerres Balkaniques, la question des nationalités se pose dans toute sa brutalité, d'autant plus que pour la Macédoine le problème est insoluble. La

1. Ollier, *op. cit.*, t. I, p. 182.

2. Ne limite-t-on pas le principe à l'aptitude des peuples à se gouverner pour justifier l'impérialisme colonial. V. Dauzat, *art. cit.*

grande guerre, dès le début, se pose pour tous les peuples sous sa forme nationale et les discours, messages, proclamations des divers chefs d'Etats le prouvent à satiété (1). C'est comme le dit M. Clemenceau, le compte direct, donc horrible « de peuple à peuple » (2), ouvert par l'Allemagne.

Et chaque peuple emploie le principe à sa manière et à son profit, pour pouvoir créer des embarras aux groupes ennemis, de là la surenchère qui se manifeste d'abord pour la Pologne entre les Empires centraux et la Russie, de même que cette dernière puissance s'adresse à l'Arménie, afin de créer un lit de roses pour un de ses deux bras de la tenaille qui va embraser son rêve biséculaire — Constantinople —.

Au point de vue nationalitaire, l'Allemagne avait beau jeu contre l'Angleterre en commençant par l'Irlande et le monde musulman. Mais l'Autriche devait fournir un bel engin entre les mains de l'entente pour gagner ses convoiteurs.

On peut se rendre compte de la valeur qu'avait le principe lorsque le 15 janvier 1917, M. Briand remet à l'ambassadeur des Etats-Unis la note de réponse au président Wilson sur les buts de la guerre, où la

1. Le Prince Alexandre de Serbie, 30 juillet 1914; Nicolas II, 1^{er} août 1914; Poincaré dans sa demande d'union sacrée; Guillaume II, 4 août 1914; Georges V, 5 avril 1914; Salandra, 5 mai 1915; Ferdinand de Coburg, 14 oct. 1915; Ferdinand de Roumanie, le 28 août 1916; Wilson, dès mars 1917.

2. 18 septembre 1918.

reconnaissance du principe des nationalités figure comme l'une des conditions de la paix, tout comme plus tard dans les fameux quatorze points du président Wilson, la côte Adriatique était déjà promise à l'Italie et Constantinople au Tsar; deux traités qui ne se réalisèrent pas et dont le premier apporta le mécontentement ultérieur de l'Italie contre la France. Quant au congrès de Lausanne de fin juin 1917, qui fut purement nationalitaire, quoi de plus naturel que de paraître suspect à l'Entente en y voyant certains amis des centraux?

Les Polonais étaient encouragés par les deux groupes belligérants, mais les Empires centraux eurent soin de mettre en œuvre, au compte du même principe, leur œuvre aménagée de longue date occultement, la Lithuanie et l'Ukraine. La Pologne historique de Sobieski ne fut plus créée et cela fut un succès incontestable pour l'Allemagne car elle évitait l'obstacle d'une grande Pologne qui lui aurait fermé irrémédiablement sa marche vers la Russie.

Pour la Belgique, la discussion nationalitaire ne devait pas amener sa disparition. Le flaminganisme qui travaille depuis longtemps (1) fut favorisé par les Allemands et non sans succès. Nous voyons aujourd'hui la question se remettre avec vigueur

1. H. Charriaut, *La Belgique terre d'expérience*; Louis Engerand, *l'Opinion publique dans les provinces rhénanes et en Belgique*.

après une accalmie qui suivit la victoire. C'est ici que la théorie élective et la théorie raciques se voient le plus fortement aux prises.

La Grèce rentre dans la guerre pour satisfaire ses aspirations nationales, qui sont surtout maritimes, et qui peut-être aussi, une fois la victoire de l'Entente certaine, pour avoir voix aux débats sur la question Adriatique où ses intérêts viennent en conflit avec l'Italie.

La Serbie était le noyau des Sud-Slaves, elle avait des méfiances contre certaines puissances de l'Entente et le pacte de Corfou du 20 juillet 1917 peut être regardé comme fait pour parer le traité secret de Londres du 26 avril 1915.

L'Italie, outre sa tendance nationalitaire pour Trente et Trieste, avait besoin des côtes Adriatiques pour assurer son avenir et de là une source de conflits presque inévitables avec la Grèce et surtout avec la Yougo-Slavie, dès que la théorie nationalitaire se mettra avec plus de vigueur (1).

La France qui s'était tenue avec une candeur imaginable (2) sur une superbe défensive trouve le moyen de secouer la vermine envahissante, de mettre en œuvre le réveil national qui avait commencé avant la fin du siècle dernier, chercher encore

1. Le traité de Rapallo a trouvé un *modus vivendi* au moins momentané.

2. Fernand Engérand, *la Bataille de la frontière, Briey*.

une fois, en vain, ses limites naturelles et tâcher de regagner une place depuis longtemps perdue dans le monde, si elle ne voulait pas sombrer définitivement. Pour elle le principe nationalitaire ne lui servait à rien, sauf en le maniant avec ingéniosité, à servir les alliés qui l'aideraient à ses fins.

L'Angleterre avait à défendre son avenir, et sa politique lui dictait depuis des siècles à ne laisser aucune grande puissance s'établir à Anvers, et en même temps se garantir de la formidable concurrence que lui faisait l'Allemagne, avec beaucoup d'avantage, dans le commerce mondial (1). La théorie nationale était pour elle plutôt embarrassante.

Quant à l'Amérique, jetant bas le masque monroen, dès qu'elle vit son intérêt à jouer un rôle impérialiste, la guerre lui permit de lutter contre les tendances germaniques internes, de les briser, et de marcher à son développement purement Anglo-Saxon, en même temps que par son aide à gagner la victoire elle garantissait le paiement de ses créances.

La situation de la Roumanie était plus délicate. Les provinces arrachées et irrédimées étaient dans les deux groupes de belligérants et les mécomptes qu'elle avait eu à diverses reprises avec les Russes trop récents pour être complètement oubliés. Sa situation lui mettait en face le dilemme d'avoir à

1. Aujourd'hui l'Allemagne vaincue paraît recommencer à gagner beaucoup de places perdues.

choisir entre l'Impérialisme russe et l'Impérialisme allemand (1). Elle se rangea du côté de l'Entente et la débâcle russe lui apporte avec une amère déception, un large accomplissement de ses desseins.

En Russie, la guerre fut la revanche du nationalisme contre les déboires de 1909 lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche et en même

1. Au début de la guerre il y eut trois opinions : 1^o celle de M. Carp qui dit que l'Impérialisme russe victorieux ne se gênerait pas de nous ravir les bouches du Danube qui sont « notre poumon » et peut-être même la Dobroudja pour y porter par là le bras de la tenaille européenne vers Constantinople et en se basant aussi sur la situation interne de la Russie qui n'était pas du tout rassurante et sur le fait que les alliés sont trop loin pour y remédier au premier péril russe, demanda qu'on marchât contre elle ; 2^o une opinion toute contraire fut celle de MM. N. Filipesco et Jean Bratiano, ce dernier, quoique tenu par la réserve gouvernementale (mais les instructions que nous recevions à l'armée, concentrée en grande partie, montraient où on compte aller) étaient acquis à une intervention contre les centraux ; pour eux, les engagements collectifs à prendre de tous les alliés ne seront pas traités de chiffons de papier et donneront une garantie suffisante contre un manque de parole russe. La victoire des alliés était leur « crédo », la renaissance de l'esprit national en France depuis une vingtaine d'années, montrant que sa décadence et sa pourriture ne sont que superficielles ; 3^o une opinion intermédiaire fut celle de M. Marghiloman. Il était contre la Russie pour le recouvrement de la Bessarabie, mais de sentiments trop francophiles pour se prononcer contre une nation qui était alliée à la France, et demande la neutralité armée jusqu'à nouvel ordre. La majorité de la population travaillée par la tradition française et éblouie par son ancienne histoire était ardemment francophile. Puis les éléments de Transylvanie à la tête desquels se trouvait M. Oct. Goga étaient beaucoup plus actifs que les Bessarabiens. Les sentiments russes — quoique ce furent ceux du clan qui perdit aussi la Russie — se mirent à nu à la découverte des actes secrets, où Stürmer proposait aux centraux le partage fraternel de la Roumanie.

temps la victoire de la Douma russe contre le mouvement triséculaire de germanisation (1). Mais les nations mal fondues au sein de l'Empire et l'agitation allemande finit par apporter la revanche du germanisme qui, au milieu des chaos, voit l'avenir lui ouvrir, même en cas de défaite, la route de l'Orient. Les Habsbourg, en Autriche, ne purent ou ne surent pas faire ce que les Capétiens firent en France, le principe nationalitaire ne pouvait amener que l'éclatement qui s'acheva à la voix du Président Wilson, quand le corps épuisé de la monarchie déjà vaincue par la guerre, s'abattit sur le sol.

Grâce au même principe le peuple juif répandu sur toute la terre, sans s'assimiler pendant près de deux mille ans, allait enfin retrouver son repaire, et clarifier la question juive qui agite le monde.

Pour l'Angleterre le principe nationalitaire commence à lui créer des difficultés dont on ne peut prévoir encore les résultats, quant à l'Amérique, elle s'est sagement retirée, après avoir vu que le principe qu'elle venait d'énoncer avec trop de force par une bouche imprudente pouvait se tourner contre elle.

Au moment de la paix, l'arbitre tout-puissant voulut appliquer le principe dans toute sa rigueur d'idéologie livresque et délimiter les états en ne tenant compte que du principe nationalitaire. Le principe racique et linguistique fut employé en supposant le

1. Jacques Bainville, *Comment est née la révolution russe.*

principe électif qui fut employé où l'on voulait favoriser certains vainqueurs. C'est le système racique employé avec plus ou moins d'arbitraire (1) qui déchira le Banat entre la Roumanie et la Yougoslavie, et la ligue de démarcation des nouvelles frontières sépare souvent des villages en deux tronçons, laissait par exemple l'église d'un côté et la maison du prêtre de l'autre côté de la frontière, ou bien la boucherie d'un côté et la fontaine ou la boulangerie de l'autre. Cette solution baroque pouvait suffire pour la mince ligne des populations frontalières mais on s'aperçoit qu'il reste des populations d'autre nationalité enclavées dans les limites d'un état. On ne pouvait créer des petits états à l'infini, on serait arrivé en poussant jusqu'au bout la logique à créer des états d'une famille, et on ne retourne pas à la personnalité des lois, mais les pacifistes pensèrent que le mieux serait de créer à ces minorités une mentalité de révolte perpétuelle (2), qui main-

1. M. J. Brătianu délégué roumain à la conférence, a laissé très clairement entendre, dans son premier discours tenu à la chambre roumaine après son retour de la conférence, que certaines concessions économiques auraient changé les idées de Wilson sur le Banat.

2. Le comte Appony se basant sur la clause des minorités demande en 1920 de faire des conférences propagandistes Hongroises à Cluj. Le conseil des ministres roumains ne put refuser, mais déclina toute responsabilité des suites. Les conférences n'eurent pas lieu. Quoi que j'estime beaucoup la nation hongroise qui a beaucoup de qualités et beaucoup de chevalerie, comme preuve de bon traitement infligé aux prisonniers roumains

tiendrait un trouble interne, empêchant l'organisation de l'état, d'autant plus qu'une protection légale leur sera assurée du dehors. C'est pousser la théorie nationalitaire à sa dernière limite, c'est empêcher la fusion des minorotés, c'est exalter le principe dans l'espérance de profits futurs, c'est espérer garder une arme destructive contre des alliés aux abois qu'on ne demande plus qu'à abattre et de maltraiter pour les enchaîner à ses desseins.

Nous verrons plus loin que ce ne fut qu'une application partielle, chez certains peuples seulement (1), de là son effet de profond pharisaïsme ; mais c'est en se basant sur le principe nationalitaire, auquel le principe de la représentation proportionnelle en droit interne ouvrait des nouvelles perspectives, qui permit d'arriver à l'imposer.

et quoique partisan d'un rapprochement Maghiaro-Roumain, je ne crois pas la méthode Appony efficace.

1. Si le principe aurait été général, n'aurait-on pas dû l'appliquer en premier lieu à l'Amérique et à la Grande-Bretagne, sans parler des autres nations ?

CHAPITRE II

Les minorités aborigènes et les minorités d'immigration, leur condition dans les divers pays.

A) Les minorités aborigènes et les minorités d'immigration. — « Ce qui fait une nation c'est l'habitude de vivre ensemble (1). Cela est le résultat mais pour y arriver, il y a du chemin à parcourir, et Johannet quand il se demande qu'est-ce qu'une nationalité, énumère les éléments complexes qui concourent à la formation de ce résultat (2). On peut dire qu'un groupement constitue une nation, lorsqu'il arrive à avoir un système nerveux unique. Alors il y a une nationalité créée. Ce n'est pas la race anthropologique qu'il faut considérer, mais la race historique (3) qui a sa manifestation extérieure, en première ligne dans le langage.

1. J. Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, p. 102.

2. Johannet, *op. cit.*, p. 364 et suiv. La race n'y suffit pas. Il y a des questions de territoire, la langue, la religion, la dynastie, les grands hommes, la conscience de nationalité, l'opportunisme, la politique, le hasard, le temps, la loi de l'imprégnation.

3. Voir G. de Mortillet : a) race d'origine ; b) race de milieu ; c) race de fusion.

Les recherches biologiques sur la vie conviennent que la première cellule vivante prit naissance dans les mers, mais où l'accord transformiste devient impossible, c'est lorsque la question se pose de savoir si c'est une seule cellule vivante ou bien plusieurs qui se formèrent, si toute la matière vivante actuelle a son origine dans une ou plusieurs cellules. Question insoluble, car il n'y a aucune raison pour que dans des conditions identiques, plusieurs cellules n'aient pas pris naissance, comme il était possible, que le hasard fit qu'une seule survécut et donna naissance à la vie entière. De même pour les races humaines. Descendent-elles toutes du même couple ancestral et leur différenciation se produit-elle à cause des événements extérieurs ou y eut-il plusieurs auteurs qui donnèrent naissance aux différentes races, au moins à celles de couleurs ? Ce sont des questions que l'on peut discuter à l'infini, mais pour celles qui se posent à un moment donné, ils ne peuvent que constater les différences et classer les races suivant les catégories : blanche, jaune, rouge, noire. Dans la race blanche les anthropologues reconnaissent trois types : celui du nord, du centre, du midi. Quand nous parlons des familles blanches dans l'histoire nous distinguons les hamites, les sémites et les ariens. En nous plaçant dans l'antiquité nous trouvons les Gaulois, les Romains, les Grecs, les Juifs, des Germains, des Egyptiens, etc.,

tous distincts les uns des autres, nous nous trouvons en présence de races probablement de fusion, mais en plein épanouissement, quand les éléments qui leur donnent le nerf national ont fait leur travail, lequel nous met en présence d'un résultat acquis.

Pour les nations modernes nous sommes en mesure de remonter aux origines et quand nous voyons les éléments (au point de vue nation) qui ont contribué à former les nations modernes nous hésitons devant le résultat ! Mais il y a aujourd'hui une nation française, allemande, etc... Y a-t-il une nation autrichienne ? Non ! Elle était en voie de formation, mais elle a succombé avant de s'être formée. De même pour la Macédoine. Sous les Turcs elle tendait à former une unité, mais la théorie nationalitaire entrant dans la diplomatie d'état avant la fusion, puis la formation tout autour d'états qui purent être des centres d'attraction pour les divers éléments en train de fusionner, la force centrifuge a été plus grande et la nouvelle formation en ébauche a éclaté.

Donc quand on parle de nationalités diverses dans un Etat on doit préciser le moment auquel on se pose. Au temps de Clovis et de Syagrius la question nationalitaire se posait pour la France ; au temps de Louis XIV elle ne se posait plus. Les races fusionnant entre elles donnent naissance à une race distincte des races composantes, distinctes des races environnantes. A la formation de la nationalité

française, ont contribué les Gaulois, les Romains, les Francs, les Celtes, sans parler d'un très grand nombre d'autres peuplades (1), mais les luttes perpétuelles se seraient suivies jusqu'à l'extermination, si ces peuplades fussent laissées à leur tête ; le catholicisme (2) leur donne une base d'union, puis les Capétiens, par l'art de leur politique, y formèrent la plus illustre des nations modernes.

Mais les peuples ne peuvent modifier arbitrairement leur territoire et la nécessité les oblige à s'y soumettre. C'est pour cela que les Gaulois et les Romains marquèrent le Rhin comme séparation du monde germanique, de même pour les Français c'est une frontière nécessaire à leur développement.

En ce qui concerne les Roumains se sont les Daces, les Romains et les Slaves qui fournirent les principaux éléments de leur nationalité et c'est toujours une nécessité de vie et de sécurité qui les oblige à obtenir les frontières naturelles de l'ancienne Dacie.

Il serait aujourd'hui inutile de chercher sous le masque d'un Français ou d'un Roumain les nations

1. Ibères, Ligures, Phéniciens, Grecs, Goths, Bourguignon, Saxons, Alemans. Alains, Vandales, Suèves, Bretons, Basques, Normands..

2. V. le discours de Bismarck au Landtag à propos de l'ordonnance soumise par le Roi pour accorder l'emploi d'état aux juifs : « Tout Etat s'il veut assurer sa durée, s'il veut seulement prouver la légitimité de son existence, dès qu'on le lui conteste, doit se trouver placé sur la base religieuse.

qui l'ont produit. Il est plus facile de démêler ces éléments dans la langue, car pour elle il y a un nombre d'éléments déterminés et malgré qu'elle soit la manifestation la plus personnelle d'une nation, elle est loin d'être aussi personnelle que la nation même.

Une nation peut absorber des individus ou une autre nation, mais chaque fois qu'il y a absorption il y a une réaction qui se produit, et si cette absorption est lente il n'y a ni troubles ni transformations visibles ; mais si le nombre des éléments est trop grand il en résulte un bouleversement et la nation peut sombrer en passant par une période de crises et de luttes. Souvent la nation qui veut absorber est absorbée. Les Normands en conquérant l'Angleterre, ont été absorbés par les Anglo-Saxons ; mais les Allemands établis en masse dans les pays baltiques les ont germanisés et s'ils ont une politique continue et avec des buts certains, ils arriveront à rendre complètement allemandes ces nations mal défendues. Cela est d'autant plus facile qu'on est devant des nations moins organisées et plus dissoutes ; mais cela peut se faire aussi contre les nations civilisées, avec une grande tradition historique, dès que cette nation commence à perdre sa puissance de résistance. C'est plus long et c'est par des voies plus tortueuses qu'on y va, mais quand on arrive à dominer sur l'intelligence, sur l'enseignement par exemple,

il y a un fort motif de s'enhardir et d'espérer à la réussite si la réaction ne se produit à temps.

En discutant la question des minorités aborigènes et d'immigration nous envisagerons la situation actuelle des nations ; c'est le seul moyen d'arriver à un résultat ; en nous maintenant aux origines on ne peut aboutir à rien.

D'abord qu'est-ce que nous entendons par majorité et par minorité ? La majorité c'est la partie de la population ethnique d'un Etat qui a la conduite de l'ensemble de la collectivité, soit à l'intérieur, soit dans les relations internationales, indifféremment, si c'est la partie qui donne à l'Etat son cachet propre national, ou s'il représente la majorité numérique. Par exemple dans l'ancienne Autriche-Hongrie, les Autrichiens et les Hongrois quoique inférieurs sont la majorité dans notre sens, les Slaves et les Latins de l'Empire sont la minorité. Après Hastings, les Normands sont la majorité à notre sens quoique très inférieurs en nombre aux Anglo-Saxons conquis.

Syagrius vaincu, ce sont les Francs de Clovis qui forment la majorité. Au point de vue religieux, dans un pays où les francs-maçons ou les Juifs auraient la conduite, et les catholiques quoique plus nombreux seraient persécutés, ces derniers formeraient la minorité.

La minorité c'est la partie opposante, soit celle vaincue, qui tâche de reprendre son dû et se libérer,

soit celle qui s'introduit pacifiquement et veut arriver à la suprématie. La majorité se défend et la lutte ne cessera que lorsque les parties auront fusionné ou lorsque l'une est détruite si la fusion est impossible. Si chaque partie veut avoir la prédominance pour elle, la lutte est inévitable (1) et d'autant plus cruelle que la partie vaincue est plus résistante. Quand la minorité peut avoir un soutien à l'Etranger et se sent encouragée, elle résiste d'autant plus et refuse à composer, ce qui fait que le vainqueur qui craint pour sa victoire, est obligé de se montrer plus impitoyable et plus excessif dans la domination. Quand un état a autour de lui des Etats nationaux constitués, il est impossible que la résistance des minorités qu'il a englobées sur son voisin, n'offre une résistance plus vive et ne prenne de leurs nationaux des nouvelles forces, comme Antée de la Terre. Dans ce cas l'absorption de la minorité est une lourde tâche et beaucoup y succombent (ex. l'Autriche-Hongrie).

Une autre lutte se donne entre les Etats dans leurs pays frontières par pénétration pacifique. C'est ainsi que s'est formée la France, c'est ainsi que la France

1. Sauf si la minorité a été préalablement soumise à l'influence de la civilisation de la majorité, comme cela arrive surtout dans les pays de frontières, comme par exemple l'influence exercée par la France sur les Allemagnes aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

a préparé sa domination sur l'Allemagne (1), surtout sur celle du sud, et a pu en détacher facilement des lambeaux ; influence qui s'est inversée à une époque récente, grâce à l'éclipse subie par la puissance française et par le relèvement de la Prusse.

Une pareille lutte se poursuit par l'Allemagne vers le monde slave d'Orient, lutte qui a si bien réussi pour la Lusace et pour la Prusse et qui paraît réussir dans les pays baltiques où l'infiltration soutenue par la puissance allemande et par la décomposition russe, peut bien transformer ces pays en pays allemands, renverser les rôles de la minorité et de la majorité puis arriver à l'uniformité par l'absorption de la nation la plus mal défendue, la plus mal douée.

Les minorités peuvent être aborigènes ou d'immigration. Nous entendons par minorités aborigènes celles qui sont antérieures à la majorité, et par minorité d'immigration, celles qui lui sont postérieures. Prenons par exemple pour les divers pays. Dans la Grande-Bretagne les Irlandais ne sont pas fondus à la nation dominante, mais ils sont antérieurs sur leur territoire, ils forment une minorité aborigène.

En France, il n'y a pas de minorités aborigènes (2), malgré les différences locales les parties sont trop

1. Il est sous entendu que pour aboutir on doit avoir une politique, et être fort au dedans.

2. Nous ne parlons pas des colonies.

fondues pour pouvoir en parler. Il n'y a que des minorités d'immigration : Juifs, Allemands, Italiens, etc... La situation est la même pour les pays de la Péninsule Ibérique, pour l'Italie, de même pour la Grèce où il n'y a plus trace de l'invasion slave, mais où il y a des nations égales aux grecs : les latins.

Les Etats-Unis d'Amérique ont une situation un peu plus compliquée. Il est incontestable que les Indiens sont une minorité aborigène. Les Anglo-Saxons sont la majorité, mais il y a les Allemands avec leur centre de Chicago, les Noirs autour de la Nouvelle-Orléans, les Jaunes dans la région de San Francisco. Toutes ces populations se partagent le territoire mais ne se confondent pas, il y a des haines profondes entre elles, haines accrues depuis la dernière guerre (1). De plus ce sont des populations d'immigration contemporaine, ou presque avec la race dominante ; au point de vue droit, on ne peut faire une distinction. Envers les Anglo-Saxons dominants, elles ne sont ni aborigènes, ni d'immigration, elles sont contemporaines, donc égales.

Les territoires les plus compliqués sont ceux de l'Europe centrale et balkanique. Si nous considérons l'Autriche-Hongrie avant sa dissolution, les Autrichiens et les Hongrois étaient la majorité, mais

1. Marc Logé, *la Haine des races en Amérique* (*Revue Universelle*, 1^{er} nov. 1920).

parmis les minorités, les éléments latins étaient certainement aborigènes, de même les Slaves. Dans les anciens pays slaves (Serbie, Monténégro, Bulgarie) les éléments latins et grecs sont des minorités aborigènes. Il en est de même pour les éléments chrétiens de la Turquie, ceux de Thrace et de Macédoine, ainsi que les Arméniens, les Arabes et les Syriens.

Dans l'ancien Royaume de Roumanie il n'y avait que peu de minorités. Les quelques villages d'origine hongroise ne se reconnaissaient qu'à leur catholicisme. Dans la Dobrogea il y a des Turcs, des Bulgares et des Allemands. Ce sont des minorités d'immigration, mais vu les vicissitudes de cette province où mourut Ovide, elles méritent une situation spéciale, du moins en ce qui concerne les Turcs qui se sont très vite rapprochés de la majorité. Si on regarde l'état actuel de la Roumanie, on remarque tout de suite que les provinces qui ont été soumises longtemps à l'étranger s'en ressentent et la bigarrure y est beaucoup plus grande (1).

Ici aussi, vu les conditions historiques, il serait injuste de ne pas leur faire une situation spéciale,

1. La population totale de la Roumanie est de 15 à 16 millions. Il n'y a pas de statistique nouvelle et nous ne donnons que des chiffres approximatifs assez contestables. Pour la Boucovine 280.000 Ruthènes, 103.000 Juifs, 113.000 Allemands ; pour le Banat, 300.000 Souabes, 50.000 Serbes, 50.000 Magyars. Pour la Bessarabie 100.000 Bulgares, 300.000 Ukrainiens et Ruthènes, 60.000 allemands, 60.000 Turcs, 250.000 Juifs.

car on ne peut remonter à l'infini le cours de l'histoire, et ce n'est que pour les Juifs qu'on l'a remonté en l'an 50, en recréant la Palestine, mais nous ne devons pas oublier qu'ils sont la plus formidable puissance de la terre. Des éléments d'immigration récente en Roumanie sont les colonies allemandes et bulgares de la Bessarabie ainsi que la colonie française de Saba près Akerman où il y a des descendants de colons établis après la guerre de Crimée et qui cultivent la vigne (1). Mais la plus grande population d'immigration, on pourrait dire d'invasion, c'est la population juive. Comme c'est à eux qu'à pensé surtout la conférence de la paix (2), il est nécessaire de faire un résumé de leur histoire en Roumanie (3). En *Moldavie*, on rencontre des négociants Juifs dès le xv^e siècle, mais ils n'ont aucun rôle politique, ils sont au même titre que les Vénitiens où les autres étrangers qui font du commerce. Au xviii^e siècle ils sont en petit nombre et seulement à Iassy ils sont suffisants pour former une communauté (4).

1. Les colonies Allemandes furent favorisées par les Russes pour combattre l'élément roumain, qu'on déporta jusqu'au Caucase. De même pour les Bulgares qui fuyaient leur pays à cause des Turcs. D'ailleurs tous ces villages portent le nom « Colonie » avant : Col. Desghinge, Col. Leipzigscaina, Col. Pariz ! etc...

2. Voir le Cours de M. G. de Lapradelle à la Faculté de droit de Paris au doctorat 1919-1920,

3. Pour les détails voir Verax, *la Roumanie et les Juifs*.

4. Dans le compte rendu des recettes et dépenses de la Moldavie ils y figurent pour 623 lei à l'impôt pour l'année 1763 à

Jusqu'à 1786 leur nombre reste tout aussi insignifiant mais de 1786-1792 leur nombre a plus que quadruplé (1). Le premier recensement officiel en Moldavie date de 1803. A cette époque il y a 3.000 (2) chefs de familles juives (3) et environ 151.549 chefs de familles chrétiennes. En mettant le coefficient 4 par famille, ce qui est excessif pour les juifs à peine immigrés, on arrive à un total de 12.000 Juifs. Cette immigration est due aux deux derniers partages de la Pologne (4), mais le mouvement continue après

Iassy. Pour d'autres villes il y a d'autres nationalités, mais les juifs ne figurent pas (V. Succursale de l'archive de l'état à Iassy Man. n° 1).

1. Si on regarde la contribution levée pour subvenir aux dépenses des postes et relais pour le service du Sultan, on trouve qu'en 1786 les Juifs payaient 5 o/o (Manuscrit de l'Académie Roumaine, n° 582) de ce que payaient les chrétiens et 22 o/o en 1792. V. Verax, *op. cit.*, p. 2.

2. Sur le rôle (Manusc. de l'Acad. Roum., n° 504 publié dans le volume 7 et 8 de *l'Uricar de Codresco*), il y a 2.577 chefs de famille juives et 104.478 chrétiennes, il y a des villes où le résultat du recensement manque mais il y a l'impôt qu'ils payent. De même pour les chrétiens il y manque les boyards grands et petits, leurs domestiques libres, les tsiganes esclaves des monastères, des particuliers et de l'Etat, de même que les veuves, infirmes et vieillards, reconnus incapables de payer l'impôt.

3. Ed. Sincérius, *les Juifs en Roumanie depuis le traité de Berlin*, arrive à un nombre supérieur, mais Vérax remarque qu'il oublie de retrancher ceux de la Bessarabie ; et même dans ce cas il pêche par excès dans son addition qu'on l'engage à refaire, d'autant plus que les deux auteurs recourent aux mêmes documents.

4. Les Juifs Polonais vivaient surtout de l'exploitation des privilèges de la noblesse, qui furent bien amoindris après les partages. D'ailleurs presque tous les immigrés sont des jeunes gens (Statut Autrichien pour la Boucovine et recensement de

1803 et dès juillet 1804 on voit un référé adressé par les boyards du divan au prince pour se plaindre du nombre croissant des Juifs venant de l'étranger et s'établissant aux détriments des indigènes (1). Dans le recensement de 1820 (2), en le complétant de la même manière que celui de 1803; on trouve environ 19.000 Juifs, ce qui donne donc un accroissement de 58.93 o/o en dix-sept ans ou de 3,43 o/o par an. Le grand accroissement est toujours dans le Nord (3). Le traité d'Andrinople (1829) rend aux principautés Roumaines la liberté du commerce et des garanties contre l'arbitraire du Sultan. C'est une nouvelle ère de prospérité qui commence et les Juifs s'empressent d'en profiter les premiers. Ce n'est plus de l'immigration, c'est une véritable invasion. Le recensement de 1831, fait par le Gouvernement provisoire est très consciencieux (4). Il en résulte 37.000 Juifs, l'accroissement de 1803-1831 a donc été d'environ

1831 pour la Moldavie) et leur nombre est bien supérieur dans les départements du Nord où ils varient de 70 chefs de famille (Dép. de Carligatura) à 350 (Dép. de Botosani), sans parler du dép. de la Capitale où il y a 601, que dans les départements du midi 5 (dép. de Putua) et le maximum 58 (Dép. de Bacan). Ils ne sont encore que 2 o/o de la population.

1. *Manuscrit de l'Académie Roumaine*, no 91, p. 236; Vérax, *op. cit.*, p. 7.

2. Succursale de l'archive de l'état de Iassy, dossier du recensement de 1820.

3. Pour les départements du Nord leur nombre varie de 123-700 (Dép. de Iassy 1250). Dans le midi 37-111.

4. V. Succursale de l'Archive de l'état à Iassy. Donnée du recensement de 1831.

25.000 âmes soit pour une période de vingt-huit ans de 208 o/o ou de 7,4 o/o par an (1). Dans les villes les juifs forment déjà 24,5 o/o de la population, dans certaines villes ils ont déjà la majorité (2). C'est toujours dans le Nord qu'ils pullulent.

Le mouvement s'accroît encore. Les juifs installés appellent leurs confrères de partout (3). Le recensement de 1838 nous le prouve (4). Il y a à cette date environ 80.000 juifs, l'accroissement de 1831-1838 est donc de 42.000 ou de 114 o/o en sept ans, ce qui fait 16,3 o/o par an. On croirait qu'il s'agit des lapins d'Australie ! Si l'on rapproche le recensement de 1838 aux rôles de 1839 on voit qu'environ 45,5 o/o des juifs se dérobent à l'impôt (5). Une loi de 1844 leur interdit d'habiter des villages, mais elle reste lettre morte ; presque tous les cabarets sont tenus par eux ou par des prête-noms. En 1859 il y a

1. La population totale de la Moldavie à cette date est d'environ 920.000 âmes. La proportion des Juifs qui était de 2 o/o en 1803 est maintenant de 4,2 o/o, donc plus que le double. L'accroissement de la population juive a été de 208 o/o, ou de 7,4 o/o par an et celle de la population chrétienne de 46 o/o ou de 1,6 o/o par an, et ce taux élevé est obtenu grâce à une immigration de Transylvains, Grecs et Bulgares après la paix d'Andrinople.

2. Verax, *op. cit.*, p. 18-19 : Falticeni, 1.490 Juifs et 859 Chrétiens ; Herta, 1.086 Juifs et 1.020 Chrétiens ; Dorohoi, 1.133 Juifs et 556 Chrétiens ; Harlau, 374 Juifs et 157 chrétiens. A Iassy ils sont 36 o/o (17.570 Juifs et 30.780 Chrétiens).

3. Prusse, Francfort, Hanovre, mais surtout Galicie et Pologne Russe, qui sont les deux grands réservoirs.

4. Succursale de l'Archive de l'Etat de Iassy.

5. V. Vérax, *op. cit.*, p. 26.

environ 75 o/o qui se dérobent à l'impôt et leur agglomération dans certains centres les rend presque incontrôlables, ce qui favorise les fraudes (1). A cette date leur nombre, défalcation faite de la portion de Bessarabie rendue à la Moldavie après la guerre de Crimée, est de 119.000. Leur proportion à l'égard des chrétiens est de 9 o/o, au lieu de 4,2 o/o en 1831 ! De 1831 à 1859 leur accroissement a été de 8 o/o par an et celui des chrétiens de 1,3 o/o (2). En 1899 ils sont presque 200.000, formant environ 10,7 o/o de la population (3).

En Valachie. — Du recensement autrichien dans la Petite Valachie (4) en 1729 il résulte quatre juifs. D'après une statistique de 1820 il y a à Bucarest

1. Commie à Paris en 1920 !

2. Dans un demi-siècle de 1803-1859 ils ont augmenté de 900 o/o !

3. De 1859-1899 leur accroissement est de 1,7 o/o par an, celui des chrétiens de 0,89 o/o. Dans l'espace d'un siècle (1803-1899) les chrétiens ont augmenté de 170,8 o/o et les juifs de 1.533 o/o (Vérax, *op. cit.*, p. 39 et les tableaux qu'il publie d'après les documents officiels). Si l'augmentation de 1859-1899 paraît normale, grâce aux qualités prolifiques des Juifs, il ne faut pas oublier qu'il y en a plus de 50.000 qui ont émigré en Valachie, le réservoir galicien et polonais n'a donc pas cessé de s'écouler sur la Moldavie. Le recensement de 1860 pour la Valachie (*Annales statistiques de la Roumanie*, 1865, VII, p. 28 suiv.) donne 9.234 Juifs et en 1899 68.852. En calculant leur accroissement d'après l'indice de la Moldavie (1,7 o/o) il en reste encore 54.000 dus à l'immigration, tous venus de Moldavie, sauf rares exceptions. Et il faut tenir compte des 25.000 émigrés en Amérique de 1875-1899 !

4. La petite Valachie fut soumise à l'Autriche de la paix de Passarovitz (1718) à la paix de Belgrade (1730).

une communauté juive comprenant 127 chefs de famille (1). Le recensement du Gouvernement provisoire de 1831 donne 3.316 juifs pour toute la Valachie sur une population de 1.650.000 habitants, donc une proportion de 2 0/00. En 1838 ils sont environ 6.000 et la proportion est de 3,3 0/00. En 1860 il y a 9.234. L'accroissement de 1838-1860 est de 2,5 0/0 par an pour les juifs et de 1,5 0/0 pour les chrétiens. En 1860 ils sont 3,89 0/00 de la population. En 1859 ils sont 68.854 et c'est surtout dans la capitale que le nombre a augmenté. Presque tous sont venus de la Moldavie. Dans la Dobrogea il y a 4.276 juifs en 1899, ce qui fait une proportion de 1,66 0/0 de la population de cette province. A la veille de l'entrée en guerre de la Roumanie leur nombre pour le royaume était d'environ 400.000.

D'après le tableau publié par Vérax en 1903 la Moldavie occupe le quatrième rang parmi les diverses provinces d'Etat au point de vue de la densité de la population juive (2), et parmi les Etats, la Roumanie

1. V. A. Urèche, *O statistica à Tarii Romanesti din 1820.*

2. Bucovine 131,7 0/00. Pologne Russe 117 0/00. Galicie 110,5 0/00. Moldavie, 107 0/00. En Bucovine il en était 526, en 1774 et 102.215 en 1911. V. pour la Bucovine, Vérax, *op. cit.* Dr I. Polek, *Statistik des Judenthums in der Bukowina* dans le *Statistische Monatschrift, herausgegeben von der K. K. Central Commission*, XV; Dr T. van Zieglauer, *Geschichtliche Bilder aus der Bukowina zur Zeit der Oesterreichischen Militär Verwaltung*; I. E. Torontiu, *Poporati si clasele sociale din Bucovina*;

vient toujours au quatrième rang (1) tandis que la France n'occupe que le vingt-et-unième avec 1,4 0/00 !

De 1900-1916 le mouvement d'immigration juive a beaucoup diminué et sans s'arrêter complètement, c'est plutôt un déplacement intérieur qui s'est produit du Nord au Sud, de la Moldavie surchargée vers la Valachie.

D'après ce résumé historique, il est facile de se rendre compte que les Juifs en Roumanie ne sont qu'une minorité d'immigration, introduite grâce à la large tolérance ou à la négligence des autorités, il n'ont pris part à aucun grand mouvement national et prétendent néanmoins dire comme Tartuffe : « la maison m'appartient ». L'occasion se présentait pour eux pendant la grande guerre de s'imposer par leurs services et profiter d'un mouvement historique pour s'attacher par le souvenir d'un grand fait positif accompli en commun avec les nationaux. Malheureusement, sauf quelques honorables exceptions, ils furent les agents de l'ennemi, désertèrent en masse et servirent de délateurs dans les territoires occupés. D'ailleurs les Allemands les récompensèrent à la paix de Bucarest.

Au point de vue droit, il va de soi que les mino-

D^r Nicolae Morariu *Martiriul Bucovinei* (1914-1915) ; D^r Polek, *Die Bukowina zu Anfang des Jahres*, 1801. Cernowitz, 1908.

1. Autriche, 46,9 0/00, Hongrie, 46,3 0/00. Russie d'Europe 46 0/00. Roumanie 45,6 0/00.

rités aborigènes soient soumises à un régime de faveur. Leur soulèvement peut être impolitique, mais on ne pourrait blâmer leurs essais de récupérer leur situation. De même quand après des convulsions millénaires deux nations n'ont pu se fondre et que la nation aborigène reste maîtresse du champ de bataille, une certaine tolérance s'impose, car on ne peut remonter à l'infini le cours de l'histoire, et on devait se défendre à temps. Mais quand un peuple est menacé dans son histoire, par conséquent dans sa vie, son droit de défense est incontestable et imprescriptible, car si la planète est à tous les hommes, de quel droit a-t-on barré le passage aux Allemands, qui, plus nombreux que les Français, étouffent chez eux ? Même si la France était dans un moment de crise (éclaircissement de sa population, idéologie pacifiste) la généralisation présente, n'était-elle pas fondée de défendre son patrimoine héréditaire pour le transmettre intact à ses successeurs ? Une nation, sauf si elle est complètement déchue, doit défendre ses titres dans l'avenir, il n'y a pas de droit qui puisse s'y opposer.

B. — *La condition des minorités dans divers pays.* — Les minorités soit aborigènes, soit d'immigration sont toujours un élément de résistance et de désagrégation pour l'Etat constitué. La majorité une fois victorieuse des premières doit essayer de réduire à l'impuissance leur retour offensif et accomplir

l'assimilation qui est aussi l'œuvre du temps, des circonstances de politique. Pour la seconde catégorie de minorités (immigration), se sont des mesures défensives que prend en général la majorité, elle se défend du germe destructeur qui s'y introduit. Nous verrons cela en résumant la condition des minorités dans divers pays, spécialement en Angleterre, pays très civilisé, qui a une minorité aborigène, les Irlandais, et en Roumanie, pays moins civilisé, qui a une minorité d'immigration, les Juifs. Nous ajouterons quelques mots sur la Palestine pour montrer encore une fois la vérité de la « paille et de la poutre ». Nous parlerons un peu plus longuement sur la condition des Juifs en Roumanie, question assez mal connue (1).

La condition des Juifs en Roumanie. — Sous l'ancien régime ils n'avaient pas de droits politiques (2) et ne pouvaient acquérir des immeubles que dans les villes. La législation ancienne était très favorable à ceux qui devenaient chrétiens et quittaient leur communauté (3). Ils n'ont pas le droit de s'établir dans les

1. Pour se rendre compte de cela V. le cours de M. G. de Lapradelle à la Faculté de Paris, 1915-1920 au doctorat.

2. Sincerius (*op. cit.*) prétend que Isaac le grand logothète de Bogdan le Borgne était d'origine juive, mais Vérax répond que sans avoir de certitude sur son origine, il était certainement chrétien au moment de sa charge.

3. Le Code de Bâsile le Loup considère le baptême d'un juif comme une seconde naissance, toutes ses souillures antérieures étant effacées (Bujoreanu, *Collection des anciennes et nouvelles lois de Roumanie*, III, p. 67, en roumain).

campagnes, mais ils enfreignent la loi et on est obligé souvent de la leur rappeler. Même quand ils obtiennent ce droit d'une façon limitée il n'est pas maintenu à cause des plaintes qu'il suscite (1).

En 1717 le Prince Callimachi introduit le code qui porte son nom et qui resta en vigueur jusqu'en 1865. Les Juifs ont moins de droit que les Arméniens (2). Mais à partir de 1807, les gouvernements furent trop faibles pour résister à la poussée juive. Les Juifs obtinrent d'être reconnus comme nation à part et depuis 1823 payent l'impôt d'une façon particulière (3). En 1827 avec l'introduction du service

1. Sous Grégoire Grika, III, les juifs commencent à acheter des vignobles, prendre des terres à bail et des cabarets dans les villages. A cause des plaintes suscitées, un édit du Prince le leur interdit. Pendant l'occupation russe (1769-1774) cet édit tombe en désuétude et il fut renouvelé en 1776 après l'immigration suscitée par le partage de la Pologne. Cette mesure fut rééditée sous Const. Morouzzi. En 1782 ils veulent prendre des terres et des cabarets à bail, mais M. Mavrocordat leur interdit après le référé des Boyards. Certains Princes phanariotes leur furent plus favorables ayant en vue un gain fiscal, et par un chrisobule on les autorise à résider dans le pays en fixant pour chaque localité le chiffre et la redevance annuelle. Les boyards se plaignaient en 1804 car les juifs « accourent en foule de tous côtés sans aucun avantage pour le pays où, à cause du dénuement dans lequel ils se trouvent, ils ne font qu'augmenter la misère » et M. Morouzzi leur interdit de nouveau de prendre des terres à bail, mais leur permet de prendre des cabarets (*Manualul administrativ*, I, p. 525).

2. Aux deux il est interdit d'acquérir des terres (art. 1430). On leur permet l'achat des maisons dans les villes, mais seulement les Arméniens peuvent acheter des vignobles (Art. 1431).

3. Le Juif n'acquittait pas l'impôt personnellement, mais la communauté payant une partie des taxes perçues sur l'abattage

militaire obligatoire en Russie il y a une nouvelle avalanche en Moldavie et les Gouvernements sont trop faibles pour s'y opposer, ce qui fait que les interdictions restent lettre morte. Leur cupidité provoque des plaintes et dans les règlements organiques que Kisselaff élabore avec le concours des Boyards il y a des mesures défensives (1). Ici on voit bien que les juifs sont une nation à part comme les Russes, les Allemands, etc..., car quand ils sont sujets d'une puissance on ajoute le qualificatif dans les recensements.

Malgré les ordres d'appliquer les articles du règlement les concernant, il n'y a rien à faire, les frontières n'étant gardées que de nom. En 1835 on augmente à 60 lei l'impôt par tête de Juif et on fixe le recensement de la population tous les sept ans. En même temps on demande au Prince de prendre des mesures contre l'immigration continuelle et le vagabondage, mesures qu'on tâche de rendre plus efficace (2). L'article 35 notamment dit que le Juif n'a que le droit de faire du commerce et payer la redevance qui revient à l'Etat. A la suite des abus

more judaico ce qui déchargeait les Juifs pauvres qui consommaient peu de viande.

1. V. Vérax, p. 72-73 cela n'empêche pas les écrivains juifs de dire que le règlement organique considérait les Juifs comme des indigènes.

2. V. *Manualul administrativ.*, p. 511 et suiv. Règlement du 1^{er} juillet 1839, art. 4-5, 13, 15, 25, 35 et règlement du 14 oct. 1843.

qu'ils commettent grâce à la mollesse du Gouvernement, les paysans se plaignent, surtout contre l'abus qui a rapport aux cabarets et à l'usure. Un projet de loi du 16 février 1844 tâche d'y porter remède (1), mais les Juifs, maître dans l'art de se soustraire aux lois, savent en éluder les effets, comme ils l'ont fait pour l'impôt et pour la taxe sur la nation juive. En 1850 on accorde des faveurs aux Juifs venus avant le Règlement Organique et qui ont une situation (2). En septembre 1852 on leur permet de tenir des cabarets après certaines autorisations administratives, certaines taxes et garanties morales et matérielles. Ils se ruèrent sur les campagnes en propageant l'alcoolisme.

En Valachie jusqu'en 1830 il n'y avait que peu de Juifs, la majorité étant d'origine espagnole, leur caractère, leurs actions contrastaient avec celui des Juifs de Moldavie. A partir de la paix d'Andrinople ils veulent immigrer en Valachie où l'on prend des mesures de police pour empêcher leur pénétration sans passeport, mais ces mesures sont peu efficaces, on le vit même en France en 1920.

Au point de vue commercial et industriel tout était

1. *Annales parlementaires de la Roumanie*, XII, p. 532 suiv. A cause du peu de numéraire les cabaretiers juifs pratiquaient le troc et de là d'innombrables abus.

2. Les mesures de faveur qui concernent surtout la question de l'expulsion, furent prises à la suite d'une pétition des Juifs de Moinesti.

auparavant entre les mains des Roumains. En 1792, il y a déjà 22,5 0/0 de Juifs. L'ère de prospérité (1) qui suivit la paix d'Andrinople, contribua à la formation d'une classe moyenne, et c'est dans ce moment critique que l'invasion juive bat son plein. Ce sont eux qui profitèrent de cet essort grâce à leur aptitude commerciale, développée par les siècles, et aux manques de protection des nationaux. Puis l'exclusivisme juif (2) ne fit qu'empirer la situation des Roumains (3). En 1859 le commerce des indigènes est en complète décadence (4), et malgré les restrictions ils ont des terres en bail et des cabarets. Sans aucune exagération en 1859 la Moldavie est accaparée économiquement par eux (5).

En Valachie jusqu'en 1856 il n'y a des Juifs que dans les grandes villes.

Examinons la situation des Juifs à partir de 1856

1. Le commerce de la Moldavie, nul avant 1828 est le 58 millions 366.000 lei en 1839 (*Annales parl.*, IX, p. 671) et de 210 millions en 1855 (*Almanach de Gotha*, 1860, p. 758.)

2. Sur l'exclusivisme juif en général, v. un excellent art. de Georges Batault dans le *Mercur de France* du 15 fév. 1921.

3. La corporation des tailleurs s'en plaint en 1838 (*Man. adm.*, t. II, p. 41). Mais le Gouvernement ne prit aucune mesure.

4. Le tableau de 1831 pour la composition des corporations dans les principales villes nous montre 5.784 chrétiens et 3.342 Juifs. Pour Iassy il y a 2.540 chrétiens et 1.857 Juifs. En 1860 il y a à Iassy 1.962 chrétiens et 6.933 juifs (V. le tableau détaillé dans *Vérax*, *op. cit.*, p. 107.

5. V. Lavelaye, *La Péninsule des Balcons*, qui dit que c'est une lutte entre deux nations dont l'une a accaparé toute la vie économique et dont l'autre se défend par les armes politiques.

quand commence d'après Sincérius « l'ère des persécutions brutales », expression conservée par Vérax dans son histoire (1). Cette période dure jusqu'en 1879.

Au début les Juifs n'aspiraient pas à l'obtention des droits politiques; tous leurs efforts tendent à obtenir la liberté du commerce pour améliorer leur situation matérielle, au milieu d'un peuple très tolérant en matière religieuse et mal défendu par son Gouvernement. Leurs premiers essais pour l'obtention des droits politiques, se trouve dans le protocole de la conférence de Constantinople du 11 janvier 1856. Ils furent soutenus par la Grande-Bretagne et par la France (2). Tenus au courant des dispositions de la conférence, les Juifs par une pétition du 10 juillet 1856 demandent des droits politiques pour leurs nationaux, non en vertu de droits possédés *ab antiquo*, mais au nom des principes égalitaires (3).

La question ne fut pas posée en Congrès de Paris, en 1856, sauf le commissaire Britannique qui s'agitât en leur faveur. En 1858 la finance juive se mit en

1. V. Vérax, p. 113 suiv.

2. D. A. Sturdza, *Actes et documents relatifs à l'histoire des Roumains*, II, p. 917-941 (en roumain).

3. Cette pétition est sympathique car les signataires ne sont pas de mauvaise foi, ils sollicitent des droits qu'ils désirent obtenir, mais pour y arriver ne dénigrent pas le pays qui les nourrit et n'y échaffaudent pas des calomnies. V. le texte dans Vérax, *op. cit.*, p. 115-116.

mouvement par les Rotschild (1), mais les Juifs n'étaient pas la plus grande puissance mondiale, qu'ils allaient devenir après la fondation de l'Alliance Israélite Universelle, et la conférence de Paris le 15 avril 1858 ne leur reconnut aucun droit.

Après l'union des principautés sous le Prince Couza, les questions politiques prédominent et les Juifs complètent l'asservissement économique du pays. Les anciennes mesures défensives appliquée en Valachie (2) sont en désuétude en Moldavie où on n'ordonne leur application que six jours avant l'abdication du Prince Couza (3). Mais l'article 7 de la loi rurale de 1864 défendit au paysan l'aliénation des terres acquises en vertu de cette loi. De même la profession d'avocat réservée aux nationaux par la loi du 4 décembre 1864, article 1^{er}. Pendant cette période le seul « abus » fut la détention de quelques juifs soupçonnés d'avoir pris le sang d'un enfant, jusqu'à ce que l'inculpation fût reconnue absurde (4).

Les Juifs, de la situation économique, c'est au droit politique qu'ils veulent aboutir et en 1860 « l'Alliance » a déjà trente-trois comités locaux en Roumanie. Ils veulent profiter de la détresse économique du pays à

1. Sturdza, *op. cit.*, VII, p. 265.

2. L'union administrative des Principautés fut effectuée en 1862.

3. Le Prince Couza abdiqua le 11 février 1866.

4. Sturdza, *op. cit.*, II, p. 322.

la veille de la guerre avec la Turquie et Crémieux (1) vient à Bucarest où il propose un emprunt de 25 millions à faible intérêt à condition que dans le projet de constitution on mette les droits des Juifs. Ce fut un cri d'épouvante dans la Moldavie (2). On ne put faire passer l'article incriminé (3) et le gouvernement dut promettre la protection des campagnes contre l'assaut des Juifs, en appliquant les lois en vigueur. Divers incidents s'en suivirent. Le principal fut « les noyades de Galatz », où deux juifs perdirent la vie, les seuls qui la perdirent pendant les « terribles » persécutions qu'ils eurent à subir en Roumanie, et, cela à cause des soldats turcs (4).

1. *Aus dem leben König Karl Von Rumänien*, I, p. 70.

2. *Ibid.*, p. 75.

3. La foule s'ameuta et cria à la trahison et le 11 juin 1866, pendant que les députés Moldaves attaquaient violemment l'article incriminé (art. 7), la foule détruisit la nouvelle synagogue de Bucarest en construction. Les Juifs exploitèrent l'incident et l'Alliance exerça une si forte pression sur Napoléon III, que celui-ci probablement de bonne foi intervint par deux lettres au Prince Charles (28 mai et 20 juin). Ce qui est à retenir c'est que le président du Conseil Jean Brătianu, avait inscrit le droit aux Juifs dès 1848, mais alors il ne s'agissait que de la Valachie, où ils étaient en petit nombre, donc nullement dangereux.

4. Suivant une vieille coutume les Turcs déposaient les vagabonds sur la rive gauche du Danube et les Roumains sur la rive droite. On expulsa ainsi dix Juifs. Les Turcs voulurent les rapporter au poste de la douane à Galatz, mais on les refusa. Alors les Turcs arrivés au milieu du Danube, ordonnèrent aux Juifs de sauter dans le fleuve. Huit furent sauvés par les soldats Roumains, accourus à leurs secours et deux se noyèrent. Les Juifs dénaturèrent les faits dans la presse « Européenne » mais ceux qui vivaient sur place durent convenir du contraire. De même

En 1868 le gouvernement, vu le mouvement européen favorable aux Juifs, tâcha de calmer les députés Moldaves et de faire retirer leur projet. On prit quelques mesures contre le vagabondage, tout en réprimant les quelques cas d'arrestations abusives, mais la presse à la solde des Juifs dénatura les faits. Il y eut à la suite quelques bagarres à Bacau (1) vite réprimées, mais on dut protéger les campagnes où les Juifs s'étaient de plus en plus infiltrés à l'occasion de la construction des chemins de fer. L'article 10 de la loi de Police rurale de 1868 donna aux conseillers municipaux le droit d'accorder ou de refuser l'établissement dans la commune des gens sans aveu. Les Juifs de Moldavie se plaignent à l'Alliance qui par l'entremise du Gouvernement Français (2) fait

Ernest Dujardin (*Les Juifs en Moldavie*, 1867) qui n'était pas antisémite et Sir Moses Montefiori qui était Juif.

1. Il n'y eut que des coups échangés. Le Prince Anton de Hohenzollern dans une lettre à son fils, le prince Charles, lui dit que la ploutocratie juive est une grande puissance, et que cela est un symptôme maladif, particulier à l'Europe, mais c'est un fait (*Aus dem Leben Koenig Karl von Rumänien*, p. 268). La pression des Juifs fut si forte que le président du Conseil Jean Bratiano dut démissionner.

2. Et malgré cela après la victoire allemande de 1870-1871, la population de Bucarest brisa les vitres et troubla le banquet de la colonie allemande, venue pour fêter la victoire ! C'est qu'on restait reconnaissant, malgré tout à Napoléon III et à la nation Française ; comme en 1916, c'est à la même France qu'allaient les acclamations des soldats Roumains qui franchissaient les Carpathes aux cris de vive la Roumanie et Vive la France ! Kogalniciano, ministre des affaires étrangères répondit au représentant Français une longue note (V. *Vérax*, p. 140 et suiv.) avec

des représentations au gouvernement Roumain. C'est pour la première fois que se pose la question au point de vue diplomatique, et c'est au gouvernement français qu'appartient cette primeur ! En avril 1872 il y eut quelques coups de poings et de cannes à Tecouci entre Juifs et Roumains ; ce sont les « massacres de Toucci ! » En 1872, il y eut l'affaire du vol des vases sacrés de Cahoul (1) qui provoqua des bagarres dans la petite Bessarabie, mais sans qu'il y eût des morts ou des hommes sérieusement blessés. On cria au massacre et « l'Alliance » fit un bruit énorme. La loi des licences sur les débits de boissons du 28 mai 1873 (2), et le crédit foncier de 1873 leur porta un coup plus sensible et ils crièrent à la persécution. Le Prince Gortschacoff dans son mémorandum du 17 mars 1883 aux représentants de

beaucoup d'avantage et dit que les Roumains en 1869 n'ont pas la prétention d'être plus civilisés que les Français entre 1806-1812 (Allusion au décret de 1806-1808).

1. En 1872 on vola les vases sacrés dans la cathédrale de Cahoul. Le voleur, un Juif Silberman, avait dénoncé comme complices le rabbin Brandes d'Ismaïl et autres Juifs. Les vases furent trouvés dans le W.-C. du rabbin, la population se révolta et les excès s'en suivirent sans prendre un caractère sanglant. Le procès fut déféré aux jurés, mais pour cause de suspicion légale on le transféra à Buzeu (en Valachie). Mais l'opinion publique était si révoltée que le jury condamna tous les accusés quoi qu'il n'y eut de preuves évidentes que contre le voleur et le rabbin. Le prince les gracia tous sauf l'auteur principal, ce qui n'empêcha pas les Juifs de l'Alliance de faire un énorme tapage.

2. Pour avoir un cabaret à la campagne il faut être électeur donc Roumain.

la Russie à l'Etranger, mit les choses au point (1). Il y eu aussi d'autres plaintes purement imaginaires (2).

Le 22 mai 1877, il y eut une bagarre entre Juifs et paysans à Darabani. Les Juifs se plaignirent que les flots de sang avaient coulé quoiqu'il n'en coulât pas même une goutte (3). Les paysans inculpés furent

1. Isidore Loeb, *La situation des israélites en Turquie, en Serbie et en Roumanie*. Paris, 1877, p. 439.

2. La plus amusante est une illustration du *Monde illustré* du 23 déc. 1876 qui représente une démonstration militaire contre les Juifs de Iassy, manifestation qui n'a jamais existé (Isidore Loeb, *op. cit.*, p. 185, dit qu'elle dut avoir lieu ailleurs sinon à Iassy. Pour un ouvrage qui se prétend sérieux c'est bien trouvé). De même le 15 mai 1877, parut dans la *Neue Frei Presse* de Vienne un article sur la persécution de Giurgiu. Il est intéressant de voir la surprise que manifeste le Consul des Etats-Unis le Dr. Stern, Juif lui-même, dans la réponse qu'il fit à son gouvernement (3 mai 1877, n° 373).

3. L'incident de Darabani, fut le plus comique de la série (Isidore Loeb falsifie complètement, p. 413, V. *Vérax*, p. 158). Les Juifs se plaignent que Mme Cimara, femme d'un brillant avocat, propriétaire à Darabani, avait excité les paysans contre les Juifs pendant la bagarre. Le Jury acquitta unanimement tous les prévenus et à cela avait beaucoup contribué le faux témoignage des Juifs (V. Le procès des habitants de Darabani et le Jury de Darabani Bucarest, 1879, en Roumain). Un témoin dit que Mme Cimara demanda pendant l'émeute en faisant allusion à un Juif : « est-il fini (mort). Le président répond que le prétendu mort est présent à la séance ». Le témoin Smil Grossen : « C'est possible, mais alors il était mort, tout à fait mort. — Le président : « Peut-être était-il évanoui ? » — Smil Grossen — « c'est possible mais je l'ai vu tout à fait mort, je ne sais comment il se fait qu'il ait ressuscité ! » Et ce fut ainsi pendant toute la séance. Un Juif Moïse Freufeld frappa une sentinelle postée devant la tribune du public. Heureusement que le public maintint son calme, et que la sentinelle ne fit pas ce que lui dictait le

acquittés par le jury après quatorze mois de détention. Et la presse « Européenne » ne se scandalisa pas de cette détention !

Passons maintenant à l'ère des « persécutions légales » qui commence en 1879. Après la guerre victorieuse de 1877-1878 la Roumanie vit l'immixtion de l'étranger dans ses affaires. Il s'agit de l'article 44 du traité du 23 juillet 1878 de Berlin introduit sur la proposition du représentant de la France, Waddington, on devine à la suite de quelle pression, qui fut faiblement combattue par Bismarck et Gortschacoff mais désapprouvée par Guillaume I^{er}, quand il en eut connaissance dans une lettre au Prince Charles (1). Les plénipotentiaires étaient si bien informés par l'Alliance qu'ils croyaient que les Juifs étaient des nationaux (2) différenciés des autres seulement par les croyances religieuses, et laissant entendre que les anciennes lois et stipulations internationales leur avaient accordé l'indigénat. En réalité ils étaient des étrangers comme les Français, Allemands, etc....

devoir, autrement quel flot d'encre dans la Presse « Européenne ». Un autre Juif Moïse Weinberg qui déposa timidement en faveur des Roumains subit la grande excommunication !

1. *Aus dem leben Koenig Karl von Rumänien*, IV, p. 236.

2. Voici le passage essentiel de l'article 44 : « ...en Roumanie la distinction des croyances religieuses et de confession ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice de différentes professions, etc.

avant d'avoir obtenu l'indigénat. Pour satisfaire les puissances on modifia le 13 octobre 1879 l'article 7 de la Constitution de 1866 : « La différence de croyances religieuses et de confession ne peut constituer en Roumanie un empêchement pour acquérir et exercer les droits civils et politiques » (1).

Des mesures furent prises pour améliorer le sort de la population. L'article 8 de la loi des licences était resté lettre morte et il fallut toute l'énergie de Jean Bratiano en 1880 pour l'appliquer et par là

1. « Article 7 § 1. L'étranger sans différence de religion, sujet ou non d'une puissance étrangère, peut acquérir la naturalisation dans les conditions suivantes : a) Il adressera au gouvernement sa demande de naturalisation dans laquelle il énoncera : le capital qu'il possède, la profession ou le métier qu'il exerce et sa volonté d'établir son domicile en Roumanie ; b) Il habitera après cette demande pendant dix ans dans le pays pour prouver par son activité qu'il est profitable au pays. § 2. Peuvent être dispensés du stage : a) Ceux qui ont introduit dans le pays des industries, des inventions utiles ou des talents spéciaux, ou ceux qui ont des grands établissements commerciaux ou industriels ; b) ceux qui sont nés et élevés en Roumanie, de parents établis dans le pays, sans avoir jamais joui d'une protection étrangère ; c) ceux qui ont servi sous les drapeaux pendant la guerre de l'indépendance qui peuvent être naturalisés collectivement par une simple loi sans d'autres formalités. § 3. La naturalisation ne peut avoir lieu que par une loi et ne s'accorde qu'individuellement. § 4. Une loi spéciale déterminera comment les étrangers pourront établir leur domicile sur le territoire Roumain. § 5. Seuls les Roumains ou ceux naturalisés Roumains peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie. Les droits acquis sont respectés. Les conventions internationales existantes restent en vigueur avec toutes les clauses et termes qu'elles contiennent (Pour les applications de la Jurisprudence, V. C. Hamangiu, *Codul général al Romaniei*, et les renvois qu'il fait).

diminuer l'alcoolisme (1). On modifia la loi des contrats agricoles (2) et on prolongea de trente-deux ans l'inaliénabilité des terres distribuées aux paysans en 1864 (3) ; en 1886 on créa le crédit agricole et toutes ces mesures améliorèrent l'état des nationaux, surtout des Moldaves qui étaient dans un état lamentable (4). Les juifs récriminèrent contre toutes ces mesures et contre celles qui suivirent ; bourses de commerce en juin 1881 (5) ; Chambre de commerce 1886 (6), Code de commerce 1887 surtout contre les articles 114, 122, 185 (7). La loi pour l'encourage-

1. Malgré leurs réclamations on ne leur accorda que trois mois pour liquider. Par là, le nombre des cabarets diminua de 6.000 V. Vérax, *op. cit.*, p. 171).

2. On fit cela pour ne plus pouvoir engager de travail d'avance et pour cinq ans.

3. L'interdiction de la loi de 1864 expirait en 1895.

4. Elisée Reclus, *Nlle Géographie Universelle*, III, p. 354.†

5. L'art. 31 demande la qualité de citoyen pour les agents de change et de courtiers en marchandises.

6. Pour être électeur il faut être citoyen.

7. Art. 114 : dans les sociétés en commandites par action, l'administrateur unique ou la majorité absolue des administrateurs doivent être Roumains. Art. 122 : Mêmes conditions qu'à l'art. 114 pour les sociétés anonymes. Art. 185 : Dans chaque assemblée prévue par l'art. 135 et devant nommer 3 ou 5 censeurs, la majorité absolue devront être Roumains. On voulut trancher de cette manière les difficultés qu'auraient pu avoir ces sociétés, en ce qui concerne l'acquisition des immeubles ruraux, acquisition défendue aux étrangers. On les modifia en 1900 en ne demandant plus que 1/3 de nationaux en ajoutant un al. 2 à l'art. 114 qui maintenait les anciennes conditions pour les sociétés dont les statuts autorisaient l'acquisition d'immeubles ruraux autres que ceux nécessaires à la construction d'un établissement industriel ou d'exploitation industrielle et ses dépendances.

ment de l'industrie de mai 1887 provoqua de nouvelles critiques (1).

Si on ajoute la qualité de citoyen demandée pour obtenir une droguerie, on a l'ensemble des mesures nationales prises jusqu'en 1888 (2).

L'auteur juif Sincerus se révolte aussi contre d'autres mesures qui sont de simple police (3). Le 7 octobre 1892 le Conseil des ministres permit aux étrangers d'habiter les bourgs, du moins à ceux qui ont des propriétés, mais on leur défendit à nouveau les villages (4). En 1893, on appliqua une taxe de 15 lei aux étrangers qui suivaient l'instruction primaire et on ne les recevait que dans les disponibilités de places (5). En 1896, on abroge l'ordonnance du 7 avril 1892, comme contraire à l'autonomie communale. Le 6 février 1899, on décide que les places vacantes dans les chemins de fer seront occupées par

1. Cette loi prévoyait que deux ans après la fondation d'un établissement 2/3 des travailleurs doivent être Roumains, mais les fondateurs peuvent être naturalisés avec dispense de stage (art. 7, Const. § 2, a). La mesure était prise pour pousser les nationaux aux industries.

2. V. Vérax, *op. cit.*, p. 168 suiv.

3. Le droit d'expulsion contre les étrangers qui compromettent la sûreté de l'Etat, les mesures de mars 1884 contre le commerce ambulant, les mesures de janvier 1883 prohibant les loteries.

4. Cette ordonnance fut mollement appliquée.

5. Le ministre qui prit ces mesures fut M. Take Jonesco, un filosémita notoire, mais l'Etat ne pouvait faire plus de sacrifices en ce moment pour l'enseignement et les Juifs avaient accaparé 75 o/o des écoles. V. aussi Sincerus, *op. cit.*, p. 121.

les nationaux (1). La seule loi absurde ce fut la loi militaire de 1895 qui impose aux Juifs le service militaire (2), erreur qui fut répétée en 1908 malgré l'opposition de M. N. Jorga. On voulut abroger la loi de 1895 en 1897 (projet Berindey), mais les Juifs s'y opposèrent et on enterra le projet.

En 1899 (3) une terrible crise économique s'abattit sur la Roumanie et les Juifs voulurent en profiter, en organisant une campagne contre le crédit du

1. Les chemins de fer en Roumanie sont à l'Etat.

2. Le seul argument plausible est fourni par M. J. Lahovary dans *La Question Israélite en Roumanie*, p. 12. Mais on aurait pu les soumettre à une taxation qui aurait évité à l'armée d'être surchargée d'un élément intelligent mais carrotier et d'une qualité pitoyable comme soldat. A la guerre de 1877 il y a eu 60.000 soldats dont 900 Juifs qui eurent quatre morts (Feinberg Iancu, sergent au 7^e régiment de ligne, Bercu Iancu, Finkelstein Moïse et Itzic Israël, soldats au 13^e d'infanterie (Eroii rasboiului de independenta). Mais le *The Romanian Buletin a record of persecution, issued for the information of the press*, n° 5 du 13 février 1903, dit que sur 883 Juifs naturalisés en 1875 pour avoir pris part à la guerre, 600 ont succombé et seulement 283 ont bénéficié de la mesure ! Et Vérax note encore plus fort que cela, un livre paru à New-York (*The Jew as a patriot by Peter C. Madison*, 1903) qui dit que les soldats qui montèrent à l'assaut de Pelvna étaient Juifs ainsi que les généraux des deux camps (prince Charles de Roumanie et le général Cernat, grand-duc Nicolas de Russie et général Todlenben, Osman Pacha).

3. La Roumanie, grisée par son formidable essort économique, fit un projet trop vaste de travaux publics et les mauvaises récoltes de 1896-1899, surtout celle de 1899 fut un vrai désastre. Pendant cette période l'attaque juive redoubla d'intensité. V. la violente brochure remplie de calomnies de Jéricho Polonius, *China auf der Bankanhalbinsel*. Lemberg, 1902 et aussi *Curierul Romano-American* du 8 juillet 1900 *apud* Jean Lahovary, *op. cit.*, p. 77.

pays. Heureusement les Allemands consentirent à la Roumanie un crédit, d'ailleurs assez onéreux, puis des économies féroces sauvèrent la situation. Les émigrations théâtrales organisées par les Juifs n'eurent pas le succès qu'ils escomptaient. La loi des métiers du 3 mars 1901 (1) déclencha une nouvelle campagne dans la Presse et plusieurs magnats juifs (2) vinrent en Roumanie pour se rendre compte de la situation,

1. C'est l'art. 4 qui traite la réciprocité diplomatique pour les sujets étrangers exerçant un métier, qui déclencha la tempête malgré les art. 91-92 qui aurait dû les rassurer et surtout l'art. 6 du règlement qui s'en suivit.

2. Bernard Lazare en plein midi de sa gloire que lui conférait l'affaire Dreyfus vint se convaincre sur place de la situation des Juifs. Des manifestations imposantes lui furent faites par les Juifs. A Iassy, le rabbin D' Niemerover salua celui qui avait « déclaré avec fierté qu'avant d'être français, socialiste ou journaliste, il était Juif ». Lazare ému jusqu'aux larmes répondit : « J'apporte au peuple ancien qui lutte depuis des milliers d'années en bravant les persécutions et en opposant sa volonté nationale aux oppresseurs. Ce sera une gloire, de pouvoir faire toujours plus pour mes frères. » Lazare trouve les Juifs de Galicie plus pauvres que ceux de Roumanie (*Adeverul*, 3 mai 1902). A Bucarest il tint un grand discours où il dit : « Et quand un peuple donne des preuves aussi éloquentes qu'il ne veut pas mourir, n'importe ce qu'il adviendra, il doit vivre et vivra (*Adeverul* du 8 mai 1902). D'ailleurs dans les déclarations qu'il fait en Pester Lloyd de Budapesth (*Cronica Israelita*, 18 mai 1902), il dit qu'il n'a pas trouvé de l'antisémitisme à Iassy. De même Hugo Ganz (*Reisseskizzen aus Rumanien*, 1903) dit que les ghettos intérieurs (p. 138) sont cause de la misère des Juifs. A partir de 1902 commence à Londres le *Buletin Roumanian*, à Berlin de *Vorwärts*, *Berliner Tageblatt*, etc., qui poursuivent la campagne. Toute l'action juive continuait, non parce qu'on leur avait ravi des droits, mais parce qu'on ne leur en avait pas accordé de nouveaux (*Cronica Israelita*, 7 sept. 1902. V. Vérax, p. 235) et malgré le grand nombre naturalisés individuellement surtout à partir de 1904.

mais la réalité ne leur prouva pas ce qu'ils en escomptaient.

En septembre 1902, une note américaine du sous-secrétaire d'Etat Haye (1), envers les puissances signataires du traité de Berlin, note relative aux immigrations juives de Roumanie, fut une véritable surprise, mais on se rendit vite compte qu'elle n'était qu'une manœuvre électorale (2). Il y eut des émigrations réelles, quoique leur nombre ne dépassa pas 40.000. La cause est due à la crise de 1896-1903 (3). Les Italiens qui travaillaient dans le pays ont quitté aussi le pays à cette époque. Quand le navire est prêt à sombrer ce sont les rats qui fuient d'abord ! En ce qui concerne l'état « lamentable » (4), les statistiques montrent que celle des Roumains est bien pire que celle des Juifs. La proportion des morts en Moldavie est plus élevée qu'en Valachie et plus considérable parmi les Roumains que parmi les Juifs. De 1870-

1. *L'Indépendance Roumaine* du 11 sept. 1902 publie le résumé.

2. Il s'agissait des élections au Congrès et on avait besoin des votes des Juifs de New-York. Un rabbin, Kranskopf, de Pensylvanie, demanda qu'on déclarât la guerre à la Roumanie (Vérax, p. 244). Ce ne fut que le Lord Maire de Londres Sir Marcus Samuel qui punit la Roumanie en n'invitant pas son ministre au banquet de Guildhall. Les autres puissances ne répondirent pas et la France en plein bouillonnement national, ne jeta plus un nouvel affront à la Roumanie.

3. V. Vérax, *op. cit.*, p. 308-309.

4. Expression employée par M. G. de Lapradelle pour les Juifs alliés de l'Allemagne au lieu de l'employer pour les Roumains alliés à la France (V. *Cours*, 1919-1920). Il y a des choses après la guerre que même les sectaires ne devraient pas ignorer.

193, la seule ville qui donne un excédant de naissances chrétiennes, c'est Técouci, la moins enjuivée de ce temps. On n'a qu'à regarder les statistiques pour voir la situation matérielle (1). Quant aux Juifs immigrés de Galicie, ce ne sont pas des occidentaux ; ce sont des Juifs tel que Renan les présente dans l'Antechrist, leur niveau moral est très bas, ils sont rapaces, après au gain, sans scrupule et la fraude est leur moyen (2). Ils sont d'autant plus dangereux qu'en agissant directement sur le peuple ils l'exploitent par ses vices. La faillite suivie de concordat est un de leurs moyens habituels (3). La banque leur donne le moyen d'exploiter les boyards, c'est ainsi qu'ils ont des recettes pour tous ! Comme

1. Voici les dates cueillies par Vérax en 1903 (*op. cit.*, p. 260 suiv.) : Les juifs représentent en Moldavie 10 o/o de la population. Ils possèdent les capitaux, ont le monopole des affaires, sont les grands fermiers et ont la plus grande partie des forêts. Ils possèdent 75 o/o des industries, 31 o/o les propriétés urbaines (ce nombre a depuis augmenté considérablement) 53,7 o/o des patentes, plus de 60 o/o des raisons de commerce, 60 o/o des artisans dans les villes et 46 o/o dans les campagnes. Toutes les professions libérales, sauf celles d'avocats leurs sont ouvertes. Mais ils ne veulent pas travailler la terre. En 1901, il y a presque 70.000 travailleurs des pays voisins venus en groupes pour les besoins de la culture agricole.

2. V. Nagebauer *Die Donaufürstenthümer. Beschreibung des Moldau und Wallachiei*, I. p. 231 et II, p. 50 suiv.

3. V. G. D. Maxime, président du tribunal de Commerce, *des Causes de la multiplication des faillites en Roumanie*, p. 154 suiv. (en Roumain). L'auteur est lui-même d'origine juive. Les Juifs qui ont dans l'ensemble du pays 40 o/o des raisons du commerce ont 60 o/o des faillites dont 75 o/o s'arrangent par des concordats, pour pouvoir recommencer.

ils sont joueurs et risque-tout par nature leurs « Krachs » sont formidables (1). Chaque fois qu'on frappe sur l'illicite (proxénisme, loterie, etc.), c'est le Juif qui est le plus atteint et qui crie le plus fort. Tous sont talmidistes (2), et le Sionisme a encore empêché leur assimilation. Leur dialect c'est l'Yd-disch. Quant à l'exclusivisme, ils vont jusqu'à vouloir se mettre au-dessus de la justice légale (3).

La Roumanie n'étant pas un pays de colonisation ni un pays à population stagnante, devait défendre son patrimoine national et ne pouvait accorder *in globo* la nationalité à une population, si différente à tous les points de vue, qui n'avait aucun droit historique et qui se montrait si rebelle à l'assimilation, comme preuve le Sionisme qui remplace l'Alliance et démontre la conscience et la vitalité de la race juive, choses admirables et que la justice et l'intérêt international ne peut résoudre qu'en leur rendant leur pays, chose faite à l'heure actuelle (4). Ils ont un

1. V. aussi ce que dit M. Reinach dans *la Grande Encyclopédie*, XXI, p. 273, art. Juif.

2. V. I. Fränkel, *Du rétablissement de la nationalité juive*, p. 30.

3. Le cas du procès de Darabani où on jeta le grand anathème contre le Juif Moïse Bakal Weinberg qui avait témoigné, d'ailleurs très timidement, en faveur de la population. (V. le procès, *op. cit.*, p. 9, le rapport du procureur général au ministre de la Justice.)

4. Il reste à savoir s'ils pourront reconstruire leur pays, eux si habiles à détruire celui des autres, et si le Sionisme victorieux ne leur réserve une grave déception.

droit à protester et traiter le monde en ennemi, puisque en deux mille ans ils ne se sont pas assimilés et ont prouvé qu'ils sont une force avec laquelle on doit compter; qu'on leur fasse droit, mais pour cela on ne peut accuser les peuples qui se défendent. Ce n'est pas la misère qui les pousse au Sionisme, institué en Occident et non en Orient. Bernard Lazare, Juif d'abord, n'était pas un malheureux. Les Roumains avaient bien le droit d'encourager leurs nationaux au commerce et à l'industrie, encouragement qui ne nuit pas aux Juifs, car leur situation d'après Lazare même, est meilleure en Roumanie que dans leur pays d'émigration la Galicie. Il est facile d'afficher des idées humanitaires quand on a 1 ou 2 o/oo de Juifs comme la France ou l'Angleterre et ceux-ci immigrés lentement, mais il serait intéressant de les entendre, s'ils avaient la proportion juive qu'a la Roumanie, immigrés en masse avec le moral et la mentalité des Juifs orientaux.

Les Etats-Unis sont un pays d'immigration, pour quoi la note Haye ne leur a-t-elle pas plutôt proposé des territoires, que de se plaindre de leurs immigrations ? D'ailleurs les Juifs orientaux sont l'avant-garde du Germanisme. De culture allemande dont ils parlent un jargon, par où ils passent ils détruisent; c'est l'Allemand qui remplace et organise. Ce n'est pas l'intolérance qui a poussé les Roumains à des mesures défensives, car alors on aurait dû faire de

même avec les Turcs (1). Les Juifs introduits comme des malheureux, commencent par la conquête économique et une fois victorieux, ils marchent vers l'égalité politique. Se contenteront-ils maintenant de cela ? Vu leur tempérament qui les pousse à l'excès et encouragés par leur succès en Russie, c'est à la domination qu'ils aspirent. Les Roumains eurent à supporter une lutte défensive, comme les Irlandais contre les Anglais. Tous les pays d'Orient sont de nouvelles Irlandes qui se défendent contre un peuple barbare et destructeur, non contre un pays civilisé et organisateur comme celui des Anglais.

Voyons maintenant la situation d'une minorité aborigène, d'une minorité qui se défend comme antithèse avec une minorité d'immigration qui attaque.

L'Irlande conquise au XII^e siècle par Henri II, fut soumise à un régime colonial (2) et les Anglais se montrèrent incapables de les assimiler. Henri VII,

1. Les Roumains ont fait des mosquées aux Turcs et le roi Charles a inauguré celle de Constantza. Les Turcs sont une population amie, comme par exemple les Suabes du Banat. A la paix de Bucarest (1918), les Turcs ne voulurent pas que la Dobrodja (province où ils sont en grand nombre) fut donnée aux Bulgares. V. les Journaux roumains de l'époque et Hindenburg, *Ma vie*, avec une préface du général Buat, p. 197.

2. V. E. Ganneron, *l'Irlande depuis les origines jusqu'aux temps présents* (1888). Ed. Hervé, *la Crise irlandaise depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours* (1881). F. de Pressensé, *l'Irlande et l'Angleterre*. Gustave de Beaumont, *l'Irlande sociale, politique et religieuse*.

par les Statuts de Poynings (1494), tâcha d'organiser l'Irlande, mais Henri VIII pillà effroyablement les monastères. On voulut leur imposer la réforme mais ils soutinrent une lutte acharnée contre Cromwell, et son lieutenant Ireton et l'acte de Pacification de 1652 leur ordonna de se réfugier, sous peine de mort, dans le Connaught (1). Les Stuarts furent plus tolérants mais sous les Oranges une nouvelle ère de persécution commença. En 1782, on obtint l'abolition des statuts de Poynings, mais les luttes recommencèrent en 1789 et en 1800. Pitt par crainte de leur alliance avec la France prépara par Castelreght un projet d'union et le Parlement irlandais corrompu vota en 1800 ce qu'il avait refusé en 1791.

Mais les Irlandais malgré O'Connell n'obtinrent l'éligibilité et l'accès aux fonctions qu'en 1829. Après la mort d'O'Connell (1847). L'Irlande affamée et ruinée se soulève encore une fois en vain. C'est alors surtout, que commence l'émigration irlandaise et le pays perdit en cinquante ans la moitié de sa population (2). Gladstone les défendit et obtint pour eux la séparation de l'église et de l'Etat (1865), un bill de protection pour les fermiers (1870), un bill pour

1. Partie occidentale de l'Irlande.

2. En 1831, l'Angleterre Pays de Galles et Ecosse avait 16 millions 289.836 habitants et l'Irlande 7.767.401. En 1834, l'Irlande a 7.940.748 (Beaumont, *op. cit.*, II, p. 389), actuellement elle en a 4.500.000 environs. Pour les moyens sauvages de répression. V. Beaumont, *op. cit.*, I, p. 138 et suiv.

l'acquisition des terres par les fermiers (1881) et après le mouvement de Parnell il fit présenter le bill ou *l'home rule*.

Par l'acte d'union (art. 8) on engageait seulement l'avenir. L'Irlande envoyait des députés au Parlement de la Grande-Bretagne, mais ses lois et coutumes restaient en vigueur. L'acte engageait l'Angleterre à abolir les incapacités politiques qui entravaient les catholiques, mais Georges III ne voulut pas admettre cela, car il aurait violé son serment protestant.

Après la retraite de Gladstone en mars 1884, le discours du Trône ne fait plus mention de *l'home rule* (promis dans le même mois). Un bill agraire présenté par Salisbury ne fut voté qu'avec beaucoup de modifications en 1896.

En 1897 commença l'agitation pour le redressement de la contribution (1). En 1898, on lui donna un self gouvernement et elle fut placée sur un pied d'égalité avec l'Angleterre sur les questions locales. L'agitation recommence en 1902 avec la ligne irlandaise unie (W. O'Brien) qui veut rejeter toute entente avec l'Angleterre. En 1903, on vota une loi agraire qui fut un grand bien.

La question de l'Irlande n'a pas été posée à la conférence de Paris (2). Les incidents s'ensuivent dans

1. Depuis 1801 la part de l'Irlande était restée la même malgré la diminution de sa population et l'accroissement de celle de l'Angleterre.

2. V. Paul Hamelle, *la Question irlandaise dans la Revue poli-*

cette province et grâce aux Orangistes, les Irlandais n'ont pas pu se donner une constitution. Les Sinn Fein ont obtenu 73 sièges et le 21 janvier 1919 le Dail Eireann (Parlement irlandais) a ouvert ses sessions à la Mansion House de Dublin avec 30 membres présents, le reste étant en prison. Sir Horace Plunkett a demandé dans une lettre au *Times* le Dominium Home Rule pour l'Irlande et cela immédiatement. Pendant la guerre mondiale l'Irlande s'est opposée à la conscription, mais le sinn-feinisme n'est que le résultat de la violence anglaise. Le problème se complique à cause de la sympathie qu'ont les Dominiums pour l'Irlande. Ils ont envoyé sur les champs de bataille 500.000 Irlandais coloniaux engagés volontaires qui ont lutté pour, et non contre la Grande-Bretagne. Puis entre l'Amérique et l'Angleterre il y a l'Irlande ; les ovations qui accueillirent Valéra aux Etats-Unis en sont la preuve. Le Pro-Irlandais révolta les Chambres des communes et sir D. Carson invita l'Amérique à ne pas se mêler de ce qui ne la regarde pas (1). En 1914, il y avait en Irlande la guerre entre le Nord et le Sud ; ce n'est que la grande guerre qui a sauvé la Grande-Bretagne d'une guerre civile, et en août 1919, l'Irlande est gouvernée

tique et parlementaire du 10 septembre et 10 octobre 1919 et du 10 mai 1920.

1. *Ibid.*, p. 42 (10 oct.).

au moyen de soldats, de chars d'assaut et de mitrailleuses.

L'Irlande est tenue par les mêmes méthodes que fut tenue la Pologne (1). Le mécontentement ne pouvant pas se montrer par la parole se montre par l'assassinat politique. Bernard Shaw (2) demande la fédération, mais le dominium home rule est prévu comme l'aboutissant par des esprits aussi éloignés comme Sir Horace Plunkett, qui n'a en vue que l'intérêt de l'Irlande, et Lord Nortcliff, qui n'a en vue que la grandeur de l'Empire Britannique. Il y a des journaux comme *le Westminster Gazette* (3) qui écrit qu'on libère les Irlandais afin de les conquérir une seconde fois pour ne plus en entendre parler.

La révolte irlandaise s'accroît depuis 1919 et l'entourage de Lord Nortcliff, qui soutient d'ailleurs Lloyd Georges chuchote que la révolte est fomentée par le premier pour avoir l'occasion de l'écraser. Pour les Irlandais ce n'est plus maintenant une guerre pour la terre, c'est une guerre spirituelle (4). Et sans souci de l'incohérence ou de la contradiction on refuse à l'Irlande ce qu'on octroyait à la Finlande, Tchéco-Slovaquie, Georgie, Arménie, Ukraine, Palestine. On est entré dans un cercle vicieux, la

1. Nation du 9 avril 1919.

2. Bernard Shaw, *How to settle the Irish question*.

3. 16 juillet 1919, V. Hamelle, *op. cit.*, 10 oct., p. 84.

4. *Ibid.*, 10 mai 1920, p. 406.

tyrannie engendre le crime qui justifie la tyrannie (1). La manière forte s'applique partout contre la guerrilla exaspérée. Ni les morts volontaires, ni rien ne fit fléchir la lutte civile. Et par la guerrilla on tâche de discréditer les Sinn-Fein en les présentant comme des bandes de brigands. Noble brigandage, celui qui défend sa patrie même s'il est vain et impolitique ! On arrivera, probablement à cesser la lutte faute de combattants.

M. Lloyd Georges présente un nouveau home rule, un mélange de l'ancien et de l'union. Il crée un Sénat qui servira de trait d'union supérieur (2). Mais la minorité orangiste peut entraver toujours la majorité sinn-feiniste, par son veto politique. Mais l'Irlande garde l'administration des hôpitaux et la taxe des chiens ! Des massacres comme à Cork, des exécutions capitales continuent et le drame sanglant de l'Irlande commence à devenir banal dans les journaux à force de se répéter journellement.

Il y a cent ans, l'Anglais Th. Arnold a affirmé : « l'Irlande est une nation distincte, qui a le droit de se gouverner. L'Irlande est la terre des Irlandais, de laquelle c'est à vous de sortir et non aux Irlandais (3). » Les Anglais répètent avec les Irlandais ce qu'ils ont fait avec les Peaux-Rouges. En *Australie*, qui est un

1. *Ibid.*, p. 403.

2. *Ibid.*, p. 411.

3. *Ibid.*, p. 419.

pays d'immigration, les Anglais n'ont-ils pas pris les mesures les plus restrictives? Ne se réservent-ils pas l'avenir en éliminant les nécessiteux d'une autre race? Pour y pénétrer il faut se soumettre à un dicté fait dans une langue européenne, au choix du fonctionnaire préposé à la douane. Et M. H. Truchy (1) citait le cas d'un émigrant non Anglais qui parlait français, italien, allemand et anglais, qu'on refusa après lui avoir fait une dictée en... grec! C'est du plus haut comique, mais quand on a la puissance de la Grande-Bretagne on le prend au sérieux.

Aux *Etats-Unis* les choses vont-elles mieux? Sauf les Indiens sauvagement détruits au nom de la civilisation, et qui ont des droits antérieurs, les autres races ont les mêmes droits car ce sont tous des immigrants. Mais la prédominance anglo-saxonne ne prend-elle pas des mesures contre l'immigration jaune, à cause de laquelle une guerre paraît toujours possible avec le Japon? Et malgré la guerre de sécession les Etats-Unis ne sont-ils pas le pays du lynchage des nègres? et actuellement la question juive vient encore s'y ajouter (2). La question irlandaise rapproche les Irlandais d'origine des Allemands et l'Angleterre est traitée en ennemi commun. Dans cet Eldorado de l'humanité attendons-nous à

1. Cours de deuxième année 1912-1913.

2. V. Marc Logé, *la Haine des races en Amérique* (*Revue universelle*, 1^{er} nov. 1920). Il y a 3.300.000 Juifs aux Etats-Unis.

voir l'explosion de la plus furieuse haine des races, d'autant plus grande que les groupes sont plus forts et que leurs droits sont les mêmes, tous sont des immigrants et chaque race n'entend pas fermer les portes à ces anciens nationaux malheureux. Pour les Juifs on voit des hôtels qui ne reçoivent « ni chien ni Juif » et le samedi, les chrétiens abandonnent le théâtre (1). Un pacifiste comme Henri Ford est devenu un antisémite convaincu (2) et le mouvement communiste où la grande majorité était juive en est aussi cause.

Les quinze millions de nègres vivant dans la zone noire, furent jugés dignes de mourir au moins pour la patrie, mais l'intolérance qui survint nous explique leur dépit et l'apparition de livres comme celui de M. du Bos *Darkwater*.

Les Juifs en *Palestine*. On ne peut leur nier le caractère aborigène en Palestine, mais après la conquête, la grande majorité déserta le pays, et les 60.000 descendants de ceux qui étaient établis *ab antiquo*, forment incontestablement une minorité aborigène.

Les Juifs une fois victorieux de deux mille ans de péripéties, ont bien le droit de reconquérir leur pays, qui hanta les imaginations et les rêves de cette nation persistante à travers son tourbillon historique. Mais

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*, p. 344.

la plupart des peuplades qui s'installèrent en Palestine n'y sont pour rien dans leur exode ; elles vivent depuis des centaines d'années, ont pris racine dans le sol et les revenants devaient observer une certaine bienveillance dans les mesures à prendre contre ces populations.

C'est de San Remo qu'est sorti le royaume de Sir Herbert Samuel, protégé par toute la puissance britannique. Comment va-t-on traiter les six cent mille chrétiens et musulmans (1) ? La question des Lieux-Saints n'est pas faite pour simplifier le problème ! La méthode des Juifs est simple : l'expropriation et le remplacement de la population locale non juive, par celle d'immigration. De là les bagarres sanglantes avec ceux qui veulent se défendre. Dans l'année courante le nombre des Juifs ajouté à ceux qui habitaient le pays ne fut que de 40.000, car l'immigration se fait systématiquement et non d'une manière désordonnée. La haute finance juive, surtout la haute finance américaine s'est montrée très généreuse (2). Et si la guerre mondiale a apporté de grands malheurs, elle a eu là une heureuse conséquence : le rétablissement du home du peuple juif (Sir Arthur Balfour) (3). Ce

1. V. Roger Lambelin, *Une année de régime Sioniste en Palestine* (*Revue universelle*, 15 janv. 1921).

2. *Ibid.*, p. 175.

3. *Ibid.*, p. 178.

serait un bienfait pour toute l'humanité si le problème juif pouvait être résolu par là !

En Palestine, le jour de repos est le samedi, ce n'est pas comme en Pologne (1). Les Juifs agissent avec activité dans toutes les directions et prennent leurs aises derrière la puissance britannique et se gardent bien de donner des détails aux « suspects », mais depuis la publication des « Protocols » (2) à Londres et de la renaissance de l'antisémitisme (3) on a commencé à déchirer les voiles et à crier contre le Sionisme (4). Tous protestent contre les idées bolchevistes, des nouveaux venus et de leur ardeur à l'expropriation et à l'expulsion des locaux (5). Les indiscretions ne sont pas pour plaire aux Juifs qui auraient voulu opérer à l'ombre, mais ils sont assez protégés. A Genève on écoute les demandes de l'Alliance (6) et on s'occupe de la Pologne, Finlande, etc.,

1. En Pologne, le dimanche est jour de repos légal pour les Polonais, mais pour les Juifs il y a le samedi. Logiquement en Palestine il aurait fallu avoir le dimanche (chrétiens), le samedi (juifs), le vendredi (musulmans).

2. Il y a une traduction française, une de Mgr Jouin, et une autre de M. Urbain Gohier.

3. V. G. Batault, *la Renaissance de l'antisémitisme* (*Mercure de France*, du 15 janv. 1921).

4. L'évêque anglicain de Jérusalem Mac Innes ; le professeur Clay de l'Université de Yale, le cardinal Bourne de Washington.

5. Le Français est aussi banni : V. Le congrès des jurisconsultes catholiques à Metz tenu sous la présidence de M. de Lamarzelle du 21 au 24 octobre 1920 qui formule le vœu de maintenir le privilège de la France en Orient. De même l'observatoire romain et Chesterton dans son *The New Jerusalem*.

6. *Le Temps* du 16 déc. 1920.

mais non de la Palestine, Le *Morning Post* (1) résume leur attitude : une sauvage intolérance et arrogance à l'égard des indigènes.

Mais les Juifs commencent à avoir des déceptions, la finance se montre moins généreuse, une sécession est ouverte entre ceux d'Amérique (Brandeis) et ceux d'Angleterre (Weizmann) (2), puis d'autres difficultés commencent à poindre à l'horizon et le charme du rêve parait s'évanouir. Un auteur, M. Muncel vraisemblablement juif, conseille à ses compatriotes roumains de renoncer à leur exclusivisme et de devenir des bons nationaux dans les pays où ils se trouvent ; mais malgré la sincérité, la bonne volonté et le talent de quelques-uns, pourront-ils abolir en un jour leur tradition plusieurs fois millénaire et contredire facilement trente siècles d'histoire ?

Nous avons vu qu'au point de vue droit, les minorités aborigènes en ont incontestablement plus que les minorités d'immigration. En résumant la condition de ces minorités nous voyons aussi qu'au point de vue de leur situation ce sont les mêmes minorités qui auraient eu besoin d'une protection urgente et c'est pour elles que les larmoiements des humanitaires seraient plus justifiés.

Il est d'un haut comique international, de voir la Grande-Bretagne foudroyant les « oppresseurs » dont

1. Le *Morning Post* du 3 nov. 1920.

2. V. *The Jewish Cronicle* du 15 oct. 1920.

la situation ressemble si bien à celle des Irlandais : ils se défendent. Le mot civilisation n'est que pour l'effet. Quand on est vaincu on est sauvage et on doit être traité comme tel, quand on est vainqueur on est digne de se gouverner. Qu'on songe au cas où l'Abysinie aurait été vaincue par les Italiens !

Il faut prendre les choses telles qu'elles sont. Le principe a été appliqué suivant les intérêts des maîtres de la conférence mais la résistance des Etats, soumis à cette situation, était bien justifiée, mais ils étaient trop faibles pour le moment pour résister. La Presse française l'a dit avec beaucoup de sincérité. « On comprend que les gouvernements de Belgrade et de Bucarest hésitent à se soumettre à des exigences qu'aucun des grands alliés n'aurait accepté à subir (1). »

1. R. C. La Paix de Saint-Germain, *les Alliés et l'Allemagne* (*Journal des Débats* du 11 sept. 1919).

CHAPITRE III

L'application des droits des minorités par les derniers traités. — Traités antérieurs, traités actuels. — Est-il une mesure générale? Situation juridique des pays soumis au contrôle. — Moyens des minorités de se faire entendre. — Egalité avec la majorité ou privilège? — Le droit de l'Etat à sa conservation et l'introduction du germe destructeur. — Le contrôleur et ses moyens.

Dans les traités antérieurs on trouve des garanties de protection, conclues en faveur des nationaux de la partie contractante (Elisabeth et Charles IX) (1), ou bien on réserve un droit théorique à une population étrangère au traité et les droits ainsi reconnus, sont soumis au bon plaisir des contractants (Traité de Prague, art. 5). Mais on ne trouve aucun traité présentant les caractères de ceux qui suivirent la grande guerre, au sujet des minorités.

Dans le traité conclu entre Elisabeth d'Angleterre et Charles IX de France il y a le passage suivant :

« Item, est convenu, accordé et conclu, que le Roi

1. V. Dumont, t. I, 1^{re}, partie, p. 24. Traité de confédération et d'alliance entre Charles IX, roi de France et Elisabeth, reine d'Angleterre. A Blois le 29 avril 1572.

ni ses successeurs, ne permettront, qu'aucun sujet de la Reine d'Angleterre, soit travaillé en son corps et biens, par les Inquisiteurs, ou par autre voie, pour occasion de Religion à présent reçue en Angleterre, mais si quelqu'un s'efforçait jamais sous quelque autorité de la faire, Sa Majesté le défendra et empêchera d'autorité royale ; et s'il est fait pourvoira qu'il soit réparé : à la charge toutefois, que les dits Anglois se comporteront modestement (1). »

Cette clause était indispensable dans un traité qui avait en vue le commerce des Anglais en France. Le Roi accorde une protection de sûreté aux commerçants anglais protestants, mais nous ne le voyons pas s'engager sous un contrôle quelconque ou même sans contrôle, à traiter tous les protestants, même français, sur un pied d'égalité avec la majorité.

Comme depuis Henri VIII, la religion officielle anglaise est la religion réformée, tandis qu'en France elle est bannie, il est naturel pour faciliter le commerce entre ces pays et pour éviter les conflits et entraves, que le Roi protège les réformés en tant qu'Anglais et non en tant que réformés. La réforme forma une secte nouvelle, combattue en général en ce moment, du moins en France, c'est d'elle qu'on doit s'occuper et on n'a pas besoin d'insister sur les commerçants catholiques, car leur religion est

1. Dumont, *op. cit.*, p. 214, col. 1.

connue et acceptée, et sa protection va de soi. Il ne faut pas oublier qu'on impose aux Anglais qui veulent profiter de cette protection une tenue convenable sur les territoires du Roi.

Ce traité n'a donc rien de commun avec le système actuel.

Un autre traité qui s'occupe d'une minorité, c'est celui de Prague du 23 août 1866 article 5 : « S. M. l'Empereur d'Autriche transfère à S. M. le Roi de Prusse tous les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui avait reconnue sur les Duchés de Schleswig et de Holstein, avec cette réserve que la population des districts du Nord de Schleswig seront de nouveau soumis au Danemark si elles en expriment le désir par un vote librement émis. »

Ce droit créé par l'article 5 du traité de Prague est sans sanction. S'il existe, il est au profit de l'Autriche, qui peut bien ne pas y être intéressée. Il est au profit du Danemark mais il n'est pas présent à la convention. Il existe au profit des cédés eux-mêmes, mais c'est une stipulation pour autrui dont il faudrait que ces tiers prennent acte, mais juridiquement ils ne peuvent pas, d'où, impossibilité d'assurer l'exécution du traité. Cet article infirme de naissance, fut purement abrogé en 1878 par un accord entre l'Allemagne et l'Autriche.

Même si cet article aurait été appliqué il y aurait eu un plebiscite ensuite tout était fini, on ne retrouve

rien qui nous rapproche au système actuel des minorités.

Dans le traité de Bucarest (1) la clause concernant les Juifs, n'est qu'une mesure des vainqueurs en faveur de leurs alliés. Presque tous les Juifs en Orient sont germanophiles (2) et cela est naturel, car ils proviennent des provinces soumises à l'influence allemande, ils sont imprégnés de cette culture, leur langue est le Yddisch qui n'est qu'un allemand corrompu, d'autre part ils sont trop récents en Roumanie et venus en masses trop considérables, pour pouvoir au moins priser la civilisation latine.

Les Allemands sont trop bons politiques, pour ne pas se rendre compte que les Juifs, quoique indésirables chez eux, sont leur meilleure avant-garde dans les pays qu'ils veulent soumettre à leur influence. Elément dissolvant (3) en même temps que teinté de germanisme, ils sont l'aurore aux doigts rosés ouvrant les portes des cieux au soleil germanique qui marche vers le levant.

1. Chap. VII du traité de Bucarest du 7 mai 1918 art. 28. Dans le même esprit l'article 32 al. 2, ch. VIII, amnistie du pacte additionnel entre l'Allemagne et la Roumanie de la même date. chap. X, art. 38-41 pour les paroisses et écoles allemandes.

2. V. A. Steed, *la Monarchie des Habsburg*.

3. « Comme les succès, pour les victoires, des conceptions juïques ont marqué le déclin puis la mine du monde antique, on est pleinement justifié à soutenir que les Juifs n'ont absolument rien apporté à la civilisation, si ce n'est le ferment le plus puissant de sa dissolution » (G. Batault, *l'Exclusivisme juif. Mercure de France* du 15 fév. 1921).

XXX. — Arrivons aux traités qui suivirent l'armistice du 11 novembre où les droits des minorités sont expressément stipulés et le contrôle organisé.

Dans le traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919, il y a les articles 62-65 concernant la protection des minorités de l'ancienne puissance ennemie l'Autriche, puis des articles de principes concernant les diverses puissances alliées : La Roumanie article 60, la Yougo-Slavie article 51, la Thécoslovaquie art. 57, mais rien pour l'Italie.

Dans le traité de Trianon du 4 juin 1920 il y a les articles 49-57 concernant la Hongrie ancienne puissance ennemie et pour les puissances alliées l'article 47 pour la Roumanie. De même que dans le traité Autrichien il n'y a rien pour l'Italie.

Dans le traité de Neuilly-sur-Seine du 27 novembre 1919 il y a les articles 49-57 concernant les anciennes puissances ennemies la Bulgarie et l'article 46 pour la puissance alliée la Grèce.

Les articles qui obligent les états alliés d'accepter, dans un traité spécial avec les principales puissances alliées et associées sont tous rédigés de la même manière (1). La rédaction de ces articles sans rien préciser, lie d'un côté l'Etat en question, tout en

1. « L'Etat... adhère à l'insertion dans un traité avec les principales puissances alliées et associées des dispositions que les puissances jugeront nécessaires pour protéger en... les intérêts des habitants, qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion. »

laissant à l'autre partie la liberté de poser des conditions à sa fantaisie. Mais le fait que ces articles sont contenus dans des traités de paix ou les clauses concernant les minorités dans les pays ennemis sont élaborées, il est certain que c'est autour de ces mêmes clauses que les autres traités seront conclus. Pour les plénipotentiaires qui se faisaient illusion sur la conférence, les dix, les cinq ou les quatre, des clauses plus douces étaient à prévoir pour les nations alliées, qui s'étaient sacrifiées à la cause commune. Pour ceux qui se rendaient compte exactement de la situation et des véritables maîtres de la conférence, aucune surprise désagréable n'était invraisemblable et les délégués Roumain et Serbe refusèrent de signer la déchéance que leur proposaient leurs grands alliés, et dont aucun n'avait admis pareilles clauses. Mais ces pays n'étaient pas à ce moment de force à faire valoir leurs droits et ils se soumirent à leur tour.

Les traités signés en même temps ou postérieurement au traité de Saint-Germain sont presque identiques, nous indiquerons les différences en les examinant. Il y a le traité imposé à la Pologne du 28 juin 1919, article 1-12, à l'Etat Tchéco-Slovaque du 10 septembre 1919, article 1-14, à l'Etat Serbe-Croate-Slovène du 10 septembre 1919, article 1-11, et à la Roumanie du 9 décembre 1919, article 1-12.

Nous prendrons comme type le traité imposé à la Roumanie et c'est par rapport à lui que nous indi-

querons les différences avec les autres traités. L'article 1^{er} (1), rédigé sous la forme habituelle qu'emploie le vainqueur envers le vaincu, est fort clair. Il dispose que les clauses concernant les minorités soient reconnues comme lois fondamentales, ce qui en langage politique veut dire qu'elles deviendront des lois constitutionnelles. De là il s'ensuit tout naturellement qu'aucune loi, règlement ou action officielle ne soit en opposition, contradiction ou puisse prévaloir contre elle.

Si une loi est contraire à la constitution et s'il s'agit d'un pays où les juges n'ont pas à interpréter la constitutionnalité des lois, l'action diplomatique reste ouverte grâce à la dernière proposition de l'article précité aucune loi, règlement ou action officielle ne pouvant prévaloir contre les clauses contenues dans les articles 2 à 8 du traité. S'il s'agit d'un pays où les juges peuvent interpréter la constitutionnalité des lois, en cas que les juges trouvent une loi contraire en stipulation des articles 2 à 8 conformes à la constitution, l'action diplomatique reste ouverte pour obliger l'Etat mis en cause de modifier sa loi constitutionnelle conformément aux stipulations de

1. « La Roumanie s'engage à ce que la stipulation contenue dans les articles 2 à 8 du présent chapitre soient reconnues comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soit en contradiction ou en opposition avec ces stipulations, et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles! »

l'article précité qui oblige à reconnaître les articles 2 à 8 comme lois fondamentales.

Le deuxième article (1) impose d'accorder à tous les habitants la protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de race, religion, naissance, langue ou nationalité. Tous ont droit au libre exercice, tant public que privé de toute foi, religion, ou croyances dont la pratique ne serait pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

La protection de vie et de liberté s'étend à tous les habitants, et à ce point de vue les nationaux minoritaires sont assimilés aux étrangers. Au point de vue pratique cette protection ne vaut que ce que vaut le protecteur, mais c'est une disposition tout à fait nouvelle parce que l'on voit les puissances étrangères stipuler non pas dans l'intérêt de leurs ressortissants, mais dans l'intérêt des ressortissants de la souveraineté territoriale. Ce sont ceux qu'on veut protéger — la minorité — justement parce qu'on tient en suspicion l'autorité territoriale.

Supposons que le protecteur ait un moyen d'agir, comment va-t-on réparer un dommage causé à un

1. Le gouvernement roumain s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté sans distinction de naissance, de nationalité, de langage, de race ou de religion. Tous les habitants de la Roumanie auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

minoritaire ? La solution est la même que pour un étranger et pour ceux-ci il y a des cas concrets en droit international. En cas de trouble si des étrangers sont molestés, leur gouvernement peut demander des réparations si les agents du gouvernement sur le territoire duquel l'excès est commis, est coupable par action, c'est-à-dire s'il est démontré qu'ils ont poussé aux excès au lieu de remplir leur fonction qui est d'apaiser. Mais si les agents sont coupables par omission, si par exemple ils se sont abstenus d'intervenir, la question est plus délicate. De même qu'en droit civil, ou dans les divers cas d'administration des biens on demande de se comporter en bon père de famille, de même en droit international il est d'usage que les agents de l'Etat doivent prendre les mesures qui conviennent à une diligence moyenne pour empêcher le désordre. La question de preuve est à la charge du demandeur, de l'étranger lésé. C'est à lui de démontrer que les agents sont coupables par action, ou qu'ils n'ont pas apporté une diligence moyenne dans leur service. Les gouvernements n'ont pas admis la présomption de leur culpabilité et comme suite d'avoir à leur charge le fardeau de la preuve. Les indemnités qu'on a allouées dans certains cas ne furent que des actes de pure courtoisie. C'est ainsi que fut résolu l'incident des ouvriers italiens d'Aigues-Mortes, où le gouvernement français remit une somme d'argent pour per-

mettre de réparer les dommages causés aux Italiens, tout en spécifiant qu'il ne s'agit pas d'un précédent. C'est de la même manière que fut résolu l'incident des Italiens lynchés à la Nouvelle-Orléans, et le gouvernement des Etats-Unis donna la somme que réclamait l'Italie, mais seulement à titre de courtoisie. Il est tout de même intéressant de constater que ce qu'ils accordent à titre de faveur, ils le réclament aux républiques d'Amérique centrale à titre d'indemnité de droit (1). Il y a deux mesures, mais les Etats de l'Amérique centrale sont si faibles !

Nous voyons que pour les étrangers on arrive à une solution, qui à titre de courtoisie, pénètre dans les relations entre Etats. Mais pour les étrangers indésirables, l'Etat a un moyen de s'en débarrasser, soit en les expulsant s'il les considère dangereux, soit en apportant des entraves fiscales s'il veut protéger son industrie et son travail. Ces moyens ne peuvent être employés contre les ressortissants minoritaires. S'il y a des troubles il est possible et même très probable pour la plupart des cas qu'ils seront provoqués par les minorités que soutiennent les influences étrangères (2) suivant leurs intérêts. Et devant le tribunal de la Société des Nations pourra-t-on compter sur la justice (3) absolue, en cas où la sûreté de

1. V. le cours de M. G. de Lapradelle 1919-1920.

2. Qu'on songe seulement à la Macédoine.

3. Même si l'aréopage des Etats jugerait sous des apparences.

l'Etat serait en jeu, les autres que lui-même seront-ils en mesure de l'apprécier ? Puis pourrions-nous toujours aller aux origines pour démontrer les auteurs des conflits ? Il ne faut pas oublier encore que pour les étrangers, le conflit est généralement limité à quelques individus, mais quand il s'agit de minorités surtout de minorités violentes et soutenues du dehors quelle proportion ne prend pas la guerre civile ? (1)

Les minorités ont le libre exercice public et privé de leur culte, mais il y a une réserve à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Qui est jugé à l'ordre public et des bonnes mœurs ? C'est évident que ce ne peut-être que l'état responsable et le protecteur n'a aucune qualité là-dessus. On peut bien se demander qu'est-ce que c'est que l'ordre public et les bonnes mœurs ? On a eu des applications curieuses par exemple : on a trouvé les processions et le son des cloches contraire à l'ordre

d'équité, il y aurait toujours un Etat prépondérant qui influencerait les autres. Les intérêts et la force ne sont pas quantités à négliger. Et ce n'est pas la présence des Drumond dans les rouages les plus importants qui peut donner confiance.

1. Un écrivain Russe, Alexinski (*Mercure de France* du 1^{er} novembre 1920) dit que la Russie a perdu 25 millions d'hommes d'après les statistiques officielles bolcheviques et d'après la statistique du Dr Antzyveroff il y a pour 1919 13 0/00 de naissances et 75 0/00 de morts ce qui fait pour cette année une décroissance de population de 6,6 millions d'âmes. Si jamais les Russes parviennent à reprendre leur pays des mains des Juifs, ceux-ci seront naturellement victimes et il ne serait pas exagéré de voir massacrés 7-8 millions de ces massacreurs, et cela sans excès.

public, et le fait de profaner ignominieusement un bénitoire, pendant les inventaires faits aux églises, conformes aux bonnes mœurs ; et cela prouve la variabilité de ces mots, suivant les pays et les temps.

Les articles 3 à 6 (1) réglementent surtout la

1. Art. 3. Sous réserve des traités ci-dessous mentionnés, la Roumanie reconnaît comme ressortissants roumains, de plein droit et sans aucune formalité toute personne domiciliée, à la date de la mise en vigueur du présent traité, sur tout territoire faisant partie de la Roumanie, y compris les territoires à elle transférés par les traités de paix avec l'Autriche et avec la Hongrie, ou les territoires qui pourront lui être ultérieurement transférés, à moins qu'à cette date la dite personne puisse se prévaloir d'une nationalité autre que la nationalité autrichienne ou hongroise. Toutefois les ressortissants autrichiens et hongrois, âgés de plus de 18 ans, auront la faculté, dans les conditions prévues par les dits Traités, d'opter pour toute autre nationalité qui leur serait ouverte. L'option du mari entraînera celle de la femme et l'option des parents entraînera celle des enfants de moins de 18 ans. Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus devront dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile sur l'Etat en faveur duquel elles auront opté. Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire roumain. Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé de ce chef aucun droit de sortie. Art. 4. La Roumanie reconnaît comme ressortissants roumains, de plein droit et sans aucune formalité, les personnes de nationalités autrichienne ou hongroise qui sont nées sur les territoires qui sont transférés à la Roumanie par les Traités, de paix avec l'Autriche et la Hongrie, ou qui pourront lui être ultérieurement transférés, de parents y étant domiciliés, encore, qu'à la date de la mise en vigueur du présent traité elles n'y soient pas elles-mêmes domiciliées. Toutefois dans les deux ans qui suivront la mise en vigueur du présent traité ces personnes pourront déclarer devant les autorités roumaines compétentes dans le pays de leur résidence, qu'elles renoncent à la nationalité roumaine et elles cesseront alors d'être considérées

reconnaissance par la Roumanie de la nationalité Roumaine aux ressortissants des territoires annexés, mais l'article 3 s'applique même aux personnes domiciliées dans l'ancienne Roumanie à la différence du traité Serbe-Croate-Slovène.

On reconnaît comme ressortissants roumains toutes les personnes domiciliées sur le territoire roumain ou sur les territoires annexés par elle sauf les citoyens soumis à une autre puissance que celle à laquelle appartenait antérieurement le territoire cédé (1). Ce ne sont que les personnes majeures de 18 ans des territoires annexes qui ont le droit d'option (L'option du mari entraîne celui de la femme et de ses enfants mineurs de 18 ans). Ces personnes ont douze mois à transporter leur domicile sur le territoire de l'état étranger en faveur duquel ils ont opté. Elles pourront emporter leurs biens meublés sans aucune entrave, mais elles seront libres de con-

comme ressortissants roumains. A cet égard la déclaration du mari sera réputée valoir pour la femme et celle des parents sera réputée valoir pour les enfants âgés de moins de 18 ans. Art. 5. La Roumanie s'engage à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option, prévu par les traités conclus ou à conclure par les puissances alliées et associées avec l'Autriche ou avec la Hongrie et permettant aux intéressés d'acquérir ou non la nationalité roumaine. Art. 6. La nationalité Roumaine sera acquise de plein droit, par le seul fait de la naissance sur le territoire roumain, à toute personne ne pouvant se prévaloir d'une autre nationalité de naissance.

1. V. pour la différence l'annexe de l'article 53, section V, du traité de Versailles, concernant l'Alsace-Lorraine.

server aussi les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire roumain. Ceci est contraire à la constitution, qui interdit aux étrangers de posséder des immeubles ruraux en Roumanie (Art. 7, § 5). L'article 3 du traité du 9 décembre ne peut modifier la situation qu'en faveur des personnes visées (personnes ressortissant d'un des états qui a cédé des territoires à la Roumanie et qui en ont opté pour un autre état) mais au point de vue de la condition, ces immeubles restent soumis à la loi roumaine, sans pouvoir invoquer aucun privilège découlant du traité.

Les personnes nées sur les territoires acquis, de parents y ayant le domicile, quoi qu'elles-mêmes n'y soient pas domiciliées pour le moment, acquèrent la nationalité roumaine de pleins droits sous condition résolutoire, si elles y renoncent formellement dans un délai de deux ans, par une simple déclaration devant l'autorité roumaine compétente du pays de leur domicile.

La Roumanie s'engage à n'apporter aucune entrave au droit d'option. C'est un engagement de laisser complète liberté aux personnes visés, l'état gardant un rôle purement passif.

La nationalité est acquise par le fait de la naissance pour toute personne ne pouvant pas se prévaloir d'une autre nationalité de naissance, dont la preuve contraire est à faire par l'état, de même que c'est à lui de mieux garder ses frontières.

L'article 7 (1) est spécial à la Roumanie qu'on oblige de reconnaître de plein droit et sans aucune formalité comme ressortissants, les Juifs habitant ses territoires et ne pouvant se prévaloir d'aucune nationalité. Cet article est sans objet depuis le décret-loi du 12 janvier 1919 (2) et il ne fait que raviver les méfiances. Il paraît avoir été introduit par haine à la Roumanie qui ne s'est pas laissée égorger à temps, par les Juifs, qui dominèrent la conférence et qui profitèrent du moment favorable pour la faire chanter (3). En tout cas cet article comme en général tout le traité du 9 décembre rend au moins ce service à la Roumanie de la libérer de toute obligation morale quelle aurait pu croire avoir envers l'Entente. Mal-

1. Article 7. La Roumanie s'engage à reconnaître comme ressortissants Roumains, de plein droit et sans aucune formalité, les Juifs habitants tous les territoires de la Roumanie et ne pouvant se prévaloir, d'aucune autre nationalité.

2. Le décret-loi du 12 janvier 1919 demande seulement la preuve de naissance dans le pays, qui peut se faire par acte de naissance ou de notoriété, et de ne pas être sujet d'un autre état étranger ce qui peut se prouver par la satisfaction de la loi militaire, passeport, ou n'importe quel acte prouvant qu'il n'a pas été soumis à la loi concernant le contrôle des étrangers. Dans le décret du 28 mai 1919 on a été encore plus large, on ne leur demande que de manifester le désir de devenir Roumains et de déclarer qu'ils n'ont pas été soumis à une protection étrangère, qu'il est né en Roumanie ou de parents y résidant. Mais on admet la preuve contraire et des pénalités sont prévues contre les fausses déclarations. Le terme de la déclaration est fixé à deux mois, terme qui fut prolongé le 13 août 1919 de trois mois pour ceux résidant dans le pays et de sept mois pour ceux résidant à l'étranger.

3. C'est le même jeu que celui que nous avons vus pendant la crise financière de 1899.

gré la généralité des termes de l'article, il ne peut pas engager l'avenir, ainsi les Juifs introduits frauduleusement depuis, ne peuvent se prévaloir de la protection que leur accorde l'article 7. Depuis aussi l'état Juif a été créé, il est logique de mettre les Juifs sous sa protection. Beaucoup de Juifs de Roumanie croyaient à un moment qu'ils pourront bénéficier de deux nationalités, mais cela ne peut pas être l'intention des auteurs responsables du traité.

L'article 8 (1), reconnaît l'égalité devant la loi de tous les ressortissants roumains l'égalité de jouissance des droits civils et politiques sans aucune distinction, aucune restriction ne pouvant être édictée au point de vue de l'emploi d'une autre langue que le Roumain, même devant les tribunaux où l'on doit faire des facilités raisonnables aux ressortissants

1. Article 8. Tous les ressortissants roumains seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race de langue ou de religion. La différence de religion, de croyance ou de confession de devra nuire à aucun ressortissant roumain en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, notamment pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice de différentes professions et industries. Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant roumain d'une langue quelconque soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse, ou de publications de toute nature, soit les réunions publiques. Nonobstant l'établissement par le gouvernement roumain d'une langue officielle, des facilités raisonnables seront données aux ressortissants roumains de langue autre que le roumain pour l'usage de leur langue soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux.

minoritaires pour l'emploi de leur langue. Néanmoins on permet à l'état roumain d'avoir une langue officielle. Les facilités devant les tribunaux ne peuvent concerner que le droit des minoritaires de se servir de leur langue, sans que le juge soit obligé d'en connaître une autre que la langue officielle. Les interprètes doivent suffire.

Les minorités (1) jouissent des mêmes traitements et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants. Ils ont le droit de créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation ; avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion. La liberté est complète mais il faut avoir toujours en vue, la réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs, et de plus, à partir de l'article 8, il ne s'agit plus de stipulations qui doivent être reconnues comme lois fondamentales ; l'article premier précise que cela ne concerne que les articles 2-8.

Les mêmes facilités (2) se retrouvent lorsqu'il

1. Article 9. Les ressortissants roumains appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront des mêmes traitements et des mêmes garanties en droit et en faits que les autres ressortissants roumains. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais les institutions charitables, religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

2. Article 10. En matière d'enseignement public, le gouvernement accordera dans les villes et districts où réside une propor-

s'agit d'écoles, hôpitaux et en général de toute institution sociale d'un caractère public. Là où les minorités sont nombreuses, il faut accorder les facilités appropriées, pour assurer que dans les écoles primaires, les cours soient donnés dans leur langue. Il y a même plus, où les minorités sont en proportion considérable, on doit affecter des revenus suffisants sur les fonds publics, par les budgets de l'état, départements et communes. Par ce droit pour les minorité de prendre une part de fonds publics qui sont affectés à l'intérêt général, l'état, etc., subventionnent la minorité à proportion de son importance en ce qui concerne son école, son hôpital ou son église. Ce n'est pas seulement la liberté donnée à une minorité d'agir avec ses propres fonds — comme en France pour les écoles libres — mais l'alimentation par l'état des caisses des œuvres minoritaires d'éducation et d'assistance. Pour

tion considérable de ressortissants roumains de langue autre que la langue roumaine, des facilités appropriées pour assurer que dans les écoles primaires, l'instruction sera donnée, dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants roumains. Cette stipulation n'empêchera pas le Gouvernement roumain de rendre obligatoire l'enseignement de la langue roumaine dans les dites écoles. Dans les villes et districts, où réside une proportion considérable de ressortissants roumains, appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'état, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

la Serbie ces dispositions (1) ne sont pas applicables sur le territoire de l'ancien territoire Serbe (2). De même, ces dispositions ne s'appliquent pas aux ressortissants polonais de langue allemande sauf dans les territoires qui étaient allemands avant la guerre (3).

Le traité imposé à la Pologne, précise que les comités scolaires désignés par les communautés juives, assureront la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignés aux écoles juives (4).

Pour certaines populations on a accordé sous le contrôle de l'état l'autonomie locale en ce qui concerne les questions religieuses et scolaires. (Szecklers et Saxons en Roumanie (5), Musulmans en Serbie (6), Ruthènes en Tchéco-Slovaquie (7) qui ont des droits plus étendus en ce qui concerne le choix des fonctionnaires et la représentation législative).

Le traité polonais contient des droits plus larges, des privilèges spéciaux pour les Juifs, outre la répar-

1. V. Le dernier alinéa de l'article 9 du traité Serbe-Croate-Slovène.

2. Dans l'ancienne Serbie la principale minorité est formée par les Roumains de la Vallée du Timoc et on ne pense pas à eux, tandis que dans l'ancien royaume roumain il y a les Juifs ce qui change la situation.

3. V. le dernier alinéa de l'article 9 du traité Polonais.

4. Article 10 du traité Polonais.

5. Art. 11 du traité Roumain.

6. Art. 10 du traité Serbe-Croate-Slovène.

7. Art. 10-13 du traité Tchéco-Slovaque.

tition des fonds prévue par l'article 10. La fête juive du Sabbat (1) doit être considérée comme fête légale. Ce jour là les Juifs n'ont pas à répondre à une citation en justice, ils ont droit au repos. Les élections ne peuvent être fixées non plus un samedi, quoique dans les pays chrétiens elles se fassent le dimanche. On a cédé probablement au bigotisme fanatique des Juifs. A propos de cet article se pose une question. Le dimanche qui est le jour férié des chrétiens, les Juifs ont-ils le droit au travail ? Au point de vue religieux évidemment. Il y a des difficultés au point de vue économique, et quoiqu'il paraît qu'en permettant à chacun de chômer pendant sa fête, il y aurait pour chacun six jours de travail par semaine, il y aura en fait deux jours par semaine où la vie économique sera paralysée. Supposons un tribunal où il y a des membres juifs et chrétiens. Le samedi, manquent les uns, le dimanche les autres. On ne pourra pas juger ces deux jours. S'il y a un acte à accomplir, de quelque nature qu'il soit et que les parties, témoins, etc. sont juifs et chrétiens il y aura deux jours encore où l'on ne pourra rien faire. Heureusement qu'il n'y a pas aussi des Musulmans, cela n'aurait pas simplifié les choses (2).

1. Art. 11 du traité polonais.

2. Le cas se présente en Palestine, mais là il n'y a que le Sabbat comme jour de repos légal quoique même après un an de colonisation la population Chrétienne et Musulmane représente les 5/6.

XXX. Ce qui frappe dans ces traités, au premier abord, c'est qu'on emploie la même mesure pour les états ennemis et pour les états alliés. Puis c'est l'application restreinte de la protection des minorités à certains pays seulement. Cela est si gênant, que M. Clemenceau se croit obligé de justifier cette partialité dans sa lettre à M. Paderewsky premier délégué polonais. « C'est une procédure depuis longtemps établie en droit public européen que, lorsqu'un état est créé ou même lorsqu'un état déjà existant, reçoit des accroissements territoriaux considérables, sa reconnaissance collective et formelle des grandes puissances doit être accompagnée de l'assurance que cet état s'engagera, sous forme d'une convention internationale à observer certains principes de Gouvernement (1). »

Pour les états qu'on a créé de toute pièce le raisonnement peut tenir, car il peut paraître juste « que les puissances dont les sacrifices ont permis la création »... des dits Etats subordonnent la consécration de ces créations et de ces aggrandissements à certaines conditions. Toutefois il est indispensable que ces conditions ne lèsent pas les intérêts vitaux des Etats en question et quelles aient été discutées en commun (2).

1. V. *Journal des Débats* du 2 juillet 1919 et les autres quotidiens de l'époque.

2. A. Gauvain, *le Conseil des dix* (*Journal des Débats*, 3 juillet 1919).

Le même raisonnement peut tenir pour les états qui reçoivent des aggrandissements s'ils n'ont pas eu des sacrifices à supporter et si ces conditions leur sont préalablement posées. Mais quand un état se ruine pour la cause commune et perd 400.000 hommes ; quand il a encore des hommes d'Etat comme M. Al. Ribot qui refusent de traiter avec l'Autriche sans tenir compte de la Roumanie car envers ce pays on a plus d'obligations qu'envers la Serbie, étant entrée dans la guerre à la demande et pour la France (1) alors on peut bien dire que profiter de sa situation difficile pour lui imposer pareilles conditions c'est lui mettre le couteau sur la gorge, ce n'est plus une procédure de droit public, c'est purement et simplement un abus brutal et barbare, et il est contraire à la dignité des puissances contractantes de se livrer à des pareilles manœuvres. Mais « depuis longtemps les Etats se disant grands ont contracté l'habitude de légiférer à l'égard des prétendus petits, sans consulter ces derniers (2). Ils ont constamment donné pour prétexte que s'ils appelaient les intéressés à discuter on n'aboutirait à rien. Ils ont préféré couvrir des parchemins de lettres mortes (3). »

1. Prince Sixte de Bourbon, *l'Offre de paix séparée par l'Autriche*.

2. V. Dans la collection de *l'Echô de Paris* de mars-avril 1921 les articles de Lansing, ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis sur la conférence.

3. A. Gauvain, *op. cit.*

Mais s'il y a certains principes de gouvernement nécessaires aux nouveaux Etats ou à ceux qui reçoivent des agrandissements, ces principes doivent être absolus et d'un usage indiscutable, d'autant plus qu'on les impose non seulement à la partie qui vient d'agrandir l'état, mais à l'état entier. Alors pourquoi ne pas faire une règle générale pour tout le monde puisque les grands Etats « civilisés » en ont déjà la coutume, cela ne peut les déranger en rien, ainsi alors les clauses ne pourront plus présenter cet aspect outrageant (1).

La France a pris des mesures contre les Allemands d'Alsace-Lorraine (2), tandis que la Roumanie a réintégré dans leurs terres les colons allemands en Bessarabie, auxquels le Tsar Nicolas II, avait confisqué les terres pendant la guerre, quoique les colons aient été amené antérieurement à la place de la population roumaine déportée ailleurs. En Roumanie on n'a jamais fait aux Juifs, ce qu'on fait en Angleterre, aux Irlandais ou aux Etats-Unis, aux Nègres.

S'il peut y avoir un droit des minorités, c'est bien là où elles sont aborigènes et les Irlandais qui défen-

1. Je crois que la généralisation de toutes règles de conduite est un principe faux et dangereux, chaque pays ne peut et ne doit juger que selon sa situation et ses intérêts et ne peut être contraint que pour les nécessités absolues du commerce international.

2. V. l'Annexe de l'article 53 du traité de Versailles.

dent leur sol sont en leur droit le plus sacré (1). Mais on ne les protège pas contre l'Angleterre qui les extermine. Faudrait-il encore rappeler les Boers et les Peaux-Rouges ?

En Amérique non seulement les Nègres et les Jaunes sont soumis à des conditions exceptionnelles, mais il y a eu des Italiens lynchés (cas de la Nouvelle-Orléans) et ce sont justement les deux puissances les plus rudes chez elles envers les minorités, qui prétendent les protéger ailleurs, où jamais pareil traitement ne leur fut infligé.

La Presse française remarqua cela dès le début (2) et fut unanime à soutenir la Roumanie quand son représentant protesta. « On comprend que M. Brătianu ait refusé de s'engager d'avance à accepter les conditions que les quatre ou les cinq fixeraient en faveur des minorités ethnique et religieuse. La Roumanie étant avant la guerre un pays libre, gouverné conformément aux principes les plus modernes. Les restrictions qu'elle avait établies au sujet des étrangers en général et qui étaient sur le point d'être supprimées, ne dépassaient pas celles que les Etats-Unis ou le Dominium Australien appliquent chez eux encore maintenant avec une tenacité remarquable. Pourquoi les cabinets de Londres et de

1. C'est le droit le plus sacré, mais je fais des réserves si dans leur situation c'est politique ce qu'ils font.

2. V. *l'Action française, le Temps, le Journal des Débats* et la Presse d'Information du 2^e trimestre de 1919.

Washington se préoccupent-ils tellement du sort des minorités ethniques dans certains pays d'Europe, alors qu'ils refusent d'admettre dans la charte même de la Société des Nations le principe de l'égalité des races ? Leur conduite inspire aux puissances, « à intérêt limité », l'idée qu'elles sont victimes d'une politique arbitraire. Ceci n'est pas sans danger » (1).

Les mesures prises à l'égard de la Roumanie et des autres états étaient plus nécessaires à prendre contre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais ce sont précisément les deux pays qui avaient la haute main sur la conférence et qui firent marcher tout le monde. La France même qui avait en ce moment l'immense prestige de la victoire et qui avait l'intérêt le plus direct à rétablir son influence politique et culturelle sur le continent, dut le plus souvent se contenter de promesses magnifiques (2) à échéances lointaines, que de réalités moins brillantes, qui prêtaient moins à des beaux discours mais qui offraient des avantages immédiats et réels. Elle ne put lutter contre la diplomatie suivie et traditionnelle de l'Angleterre, et dut le plus souvent abandonner ses alliés continentaux même les plus naturels, comme la Pologne et la Roumanie, pour de magiques apparences.

1. Aug. Gauvain, *la Conférence et la question des minorités* (*Journal des Débats* du 7 juillet 1919).

2. Voir l'opinion des hommes politiques français sur les traités : pour M. Briand c'est la jument de Roland, pour M. R. Poincaré des fragiles porcelaines de Sèvres.

On voit ce qu'auraient pu faire les autres nations !

On aurait pu en faire plus si la France les avait groupés autour d'elle, en commençant par l'Italie (1), mais elle paraît avoir été surprise par les événements comme elle le fut en 1914.

Les représentants des puissances dictatrices se trouvèrent eux-mêmes sous l'influence de leur entourage qui était éminemment juif et qui naturellement pensait d'abord à leurs corréligionnaires, malgré l'énorme différence qu'il y a entre les Juifs d'Orient et d'Occident (2) entre un Reinach et un Trotzky !

Cela explique parfaitement les mesures prises en leur faveur : d'un côté on force des Etats envahis par eux dans le courant du xix^e siècle à leur accorder des privilèges, en même temps qu'on ressuscite l'état juif disparu depuis Vespasien. Pour être logique n'aurait-on pas dû donner l'Angleterre à Rome et ressusciter l'Empire romain ? (3)

1. « La conférence a déjà sacrifié la Roumanie et l'Italie à un Etat Yougo-Slave qui existe à peine. Elle sacrifie de nouveau la Roumanie à une Russie qui est dans les limbes... Tout cela est incohérent et nous ne comprenons qu'une chose : c'est que la France, puissance continentale aura toujours besoin, malgré la garantie anglo-américaine d'alliés sur le continent, et qui, l'un après l'autre, nos amis, s'éloignent le cœur rempli d'amertume. » J. Bainville : *Encore un qui ne reviendra pas* (Action française du 4 juillet 1919).

2. On peut bien s'en rendre compte à Paris depuis qu'une forte immigration de Juifs d'Orient s'est produite, on voit journellement des plaintes contres ces indésirables.

3. Si le Sionisme réussit ce sera néanmoins un grand apaisement international.

En outre on profite de l'état dans lequel ces pays se trouvent après la guerre, et en songeant aux intérêts commerciaux, on pense qu'il vaut mieux les affaiblir le plus possible. Peut-être a-t-on songé à un régime colonial pour un temps plus ou moins éloigné. C'est une politique plus dangeureuse que celle des Allemands en Orient, parce que plus hypocrite. Quoique la Roumanie par sa complaisance, même envers les Allemands, auxquels elle rendait les terres confisquées par les Russes, quoique la nouvelle constitution de 1915 prévoyait des droits aux Juifs, quoique ces droits furent effectivement donnés depuis le 11 janvier 1919, on ne tint pas compte car c'est une immixtion permanente dans les affaires intérieures du pays et un état de surexcitation et de troubles perpétuels qu'on poursuit à entretenir sous des apparences de la plus haute humanité.

XXX. Si le droit et le contrôle des minorités était devenu une loi internationale s'appliquant *urbi et orbi* à toutes les nations sans distinction, c'eût été une renonciation et une acquisition réciproque de droits, aucune inégalité de droit n'aurait été créée. Mais il en fut autrement et on obligea certaines puissances à une servitude que jamais les grands alliés n'eussent accepté subir. Si le droit d'intervention était réciproque on ne pourrait rien objecter, du moins en droit ce serait une extension de l'interdépendance

nécessitée par le progrès moderne (1). Dans notre cas il ne s'agit pas d'interdépendance, il y a indépendance chez les uns, dépendance chez les autres qui n'ont qu'une souveraineté limitée, une déchéance subie par les états anciennement souverains. Ce ne peut être qu'un moment de crise, qui peut se prolonger, mais qui est néanmoins passagère, car ou bien il y a retour à la vie normale c'est-à-dire à la restitution de la souveraineté, ou par un progrès croissant du mal, c'est l'anéantissement de l'Etat.

Toutes les atteintes apportées à la souveraineté avaient pour but soit l'absorption de l'état, s'il s'agit d'une province de même civilisation, soit l'introduction du régime colonial pur et simple ou sous forme du protectorat qui laisse certaines apparences de souveraineté. Le régime des capitulations a pour but de maintenir le national sous la souveraineté de son pays et cela au point de vue de la législation (2), de la judiction (3) et de la police (4). On dit souvent

1. Le droit d'interdépendance est en fait l'accaparement des petites puissances par les grandes, des faibles par les forts. C'est le droit de la force. Suppose-t-on le San Salvador intervenir dans les affaires de la Grande-Bretagne, n'importe quels seraient ses droits. Mais que serait l'intervention contraire fortifiée par des moyens légaux !

2. Mais à partir de 1865, depuis que les étrangers sont devenus capables d'acquérir sur le territoire de l'Empire ottoman la propriété foncière, ils sont soumis aux juridictions ottomanes, pour le droit de propriété seulement.

3. Quand le national est défendeur.

4. Edit. de juin 1778 enregistré par le parlement en juillet 1778.

que pour éteindre les capitulations il faut que la corruption, la routine et la barbarie disparaissent, mais ces vertus se pratiquent dans les pays les plus civilisés, avec plus de raffinement et plus de formes seulement. La première condition, pour en finir c'est la force. On a vu le Japon qui s'en est bien débarrassé de 1894-1897 et en 1900 il notifie la cessation du régime pour vaincre en 1905 la Russie. La Turquie en aurait fait de même si elle avait été victorieuse.

Quels que soient les traits que l'état soumis au contrôle des puissances pour les minorités, présente avec les régimes antérieurs de limitation de souveraineté, c'est une forme nouvelle de limitation qu'on a créé. Pour les minorités c'est bien plus compliqué que pour les étrangers dont on n'a qu'à protéger la vie et la liberté. Pour les minorités il s'agit de contrôler l'Etat dans tous les mouvements, dans tous les avancements ou nominations qu'il ferait (art. 8) pour voir si en fait les minorités sont satisfaites. Les réclamations de celles-ci seront fréquentes surtout au début quand elles n'ont pas encore un personnel formé par un long usage aux divers emplois publics et ne pouvant offrir la même garantie de capacité. Le Gouvernement choisit ses agents d'après la confiance qu'ils lui inspirent, il y a toujours des mécontentements et si le mécontent appartient à la minorité il ira toujours se plaindre à son protecteur. L'Etat mis

dans une situation de se justifier toujours, verra son action paralysée et pour avoir la tranquillité devra toujours capituler devant la minorité, avec son meilleur droit, pour éviter à chaque instant l'immixtion du protecteur. C'est bien une souveraineté très limitée qui résulte pour l'état soumis en contrôle, une souveraineté limitée dans l'intérêt de l'anarchie.

XXX. Il est intéressant de savoir de quelle manière les minorités pourront saisir la Société des Nations, quand elles voient que leurs garanties ne sont pas respectées. Elles ne peuvent pas venir directement, cela est indiscutable, car elles ne sont pas des souverainetés.

Le dernier article du chapitre concernant les minorités dit que le pays soumis au contrôle « agréé que tout membre du conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance ». Donc c'est par un membre de la Société des Nations que le conseil est saisi, c'est lui qui signale les infractions ou même les dangers d'infractions et c'est sur le délit ou sur l'intention du délit qu'on jugera le coupable. Saluons en passant « danger infraction »

qui équivaut au procès d'intention (1). Il s'agit maintenant de savoir comment un membre du conseil de la Société des Nations peut savoir ce qui se passe dans un pays soumis au contrôle ? Comment peut-il savoir que tel officier « protégé » n'a pas eu de l'avancement assez rapide, ou s'il est persécuté n'ayant pas été appelé à un service de bureau ou à un service secret d'état-major ? Comment peut-il savoir qu'un fonctionnaire « protégé » destitué pour abus, se croit lésé, donc persécuté. Comment peut-il savoir qu'un « protégé » qui a perdu son procès en dernier ressort, se croit persécuté par la Justice nationale ? Car tout acte peut être attaqué d'après l'article 8 ! Il paraît que l'usage s'établit que ceux qui ont à se plaindre s'adressent au secrétariat de la Société des Nations et de là un membre de la Société peut apporter en plein conseil la plainte qu'il veut appuyer. Mais les membres du conseil peuvent avoir aussi des moyens propres d'investigation. Il y a donc deux moyens de s'informer : l'espionnage, et la délation de la part des minorités. C'est le dernier et le plus beau résultat de cette noble idée !

XXX. Dans ces conditions peut-on dire que les minorités ont acquis un droit égal à la majorité ? Dans le pays elles acquièrent les mêmes droits que les nationaux, sont soumises aux mêmes lois, jouis-

1. Alors pourquoi a-t-on crié contre la guerre « préventive » de l'Allemagne ?

sent de la même protection, ont les mêmes devoirs, en cas de lésions s'adressent aux mêmes tribunaux judiciaires ou administratifs, pour se défendre contre les torts qu'elles croient avoir subi.

En territoire étranger, elles voyagent sous la protection de l'état dont elles dépendent, elles s'adressent à ses agents pour tous leurs besoins, il n'y a aucune différence avec la majorité.

Supposons maintenant un minoritaire mécontent. Dans ce cas il est assimilé à un étranger (1), protégé par toutes les puissances signataires du traité et il suffit que l'un quelconque des membres saisisse la Société des Nations, à condition que la puissance requérante soit membre du conseil, pour qu'immédiatement celui-ci ait à statuer sur le point de savoir si une réparation pécuniaire est due et quel est son quantum. Dans les cas précités d'Aigues Mortes et de la Nouvelle-Orléans l'incident était à régler entre les parties intéressées, ici c'est la cour permanente qui décide et son jugement est sans appel et a la même force de valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte (2). Si la ligue se trouve sous une influence prépondérante, peut-on être certains de son impartialité ?

Le minoritaire a donc d'un côté tous les avantages d'un national et de l'autre tous ceux d'un étranger.

1. G. De Lapradelle, Cours au doctorat 1919-1920.

2. Cour d'Arbitrage.

Le contrôle produit ce résultat : un étranger greffé sur un national, et les avantages que comportent ces états quand ils sont séparés, vont se trouver bizarrement augmentés. Le national ne se trouve protégé que par la loi de son pays ; le minoritaire non seulement profite de ces avantages, mais s'il les trouve insuffisants peut les faire modifier en sa faveur par son protecteur.

L'étranger a la protection, mais n'a pas les droits du citoyen. Le minoritaire a la protection en même temps que les droits. Prenons deux exemples : supposons un national dans l'armée. Il veut s'embusquer dans un service ou passer dans les cadres de l'état-major, ou bien il se croit omis sans raisons d'un avancement. Il s'adresse hiérarchiquement à qui de droit et peut ne recevoir aucune satisfaction. Hors son pays plus de recours. Le minoritaire peut crier à la persécution, à la violation de l'article 8, et déférer son cas au tribunal arbitraire de la Société des Nations. Un autre exemple : une pratique religieuse est considérée par le maire d'une commune comme contraire à l'ordre public et l'interdit. Si c'est une pratique de la majorité, point de recours au dehors si c'en est une de la minorité, on va à la Société des Nations.

On voit bien l'avantage du minoritaire et sous quelle dépendance il peut tenir la majorité. Si la protection s'exerçait seulement sur les droits dont

jouissent les étrangers (protection de vie et de liberté) l'inconvénient serait moindre, mais l'art. 8 peut donner lieu aux immixtions les plus fantaisistes. Avec le système actuel c'est une tendance à remplacer ou à subordonner la souveraineté de l'état, dans ses droits les plus élémentaires. Cela est d'autant plus dangereux où il y a une minorité qui a une forte organisation internationale et une incommensurable passion de domination (1). Elle fera tout pour susciter des troubles et désorganiser l'état, croyant que sur la destruction universelle elle pourra mieux établir son règne magnifique.

XXX. Le droit de l'état à sa conservation est incontestablement un de ses droits fondamentaux (2).

1. En Roumanie les juifs les mieux placés déclarent dans l'intimité qu'ils n'attendent que le régime bolcheviste qui sera leur règne. En Russie Soviétique sur 503 fonctionnaires supérieurs d'état, 406 sont juifs et 29 russes ! Sur 42 journalistes qui dirigent l'opinion, il n'y a que Maxime Gorki de russe. Le Conseil des commissaires des peuples sur 22 membres à 17 juifs. Au commissariat de la guerre sur 43 membres 34 juifs. A l'intérieur 45 sur 64. A l'extérieur 13 sur 33. A l'Echiquier 26 sur 30. A la justice 18 sur 19. A l'hygiène 4 sur 5. A l'instruction 44 sur 53. A l'aide social 6 sur 6. A la reconstitution de Jaroslaw 2 sur 2. A la Croix Rouge 8 sur 8. Commissaires provinciaux 21 sur 23. Commission d'enquête sur les actes antérieurs de l'empire 5 sur 7. La commission d'enquête sur l'assassinat du Tsar 7 sur 10. Conseil suprême d'économie générale 45 sur 56. Le bureau du premier Soviet des ouvriers et soldats 9 sur 15, etc., et le reste ne sont pas tous des Russes, mais des Allemands, Arméniens, Lettons en majorité. V. *L'Action française* du^e 29 déc. 1920 qui reproduit les dates d'après le *Morning Post* qui les recueille d'une brochure parue à New-York, *Qui gouverne la Russie ?*

2. V. A. Pillet, *Recherches sur les droits fondamentaux des Etats*.

« Le droit international n'existe et ne peut exister qu'entre nations distinctes, séparées, vivant de leur vie propre, il doit donc écrire au fronton de son édifice que les nations ont le droit de se conserver et de prendre librement des mesures qui tendent à cet objet » (1): « Le droit de conservation est le premier. Il n'est personne qui ne l'estime le principal des objets de l'activité de l'Etat (2). »

Si nous nous rapportons à M. De Lapradelle qui justifie l'Etat par sa finalité, c'est à la civilisation, à la culture qu'on aboutit. Or la culture ne se développe que dans l'état national. L'Etat doit donc tendre à se nationaliser, il est nécessaire qu'il ait de l'énergie de faire de la matière nationale avec des éléments étrangers et de ne pas laisser ses vagabonds le transformer (3).

L'état national est le plus haut facteur de culture et de civilisation, de quelque point de vue qu'on se pose il n'a pas seulement le droit, mais il a le devoir de se conserver et, une fois qu'il arrive à mûrir et produire une civilisation il ne saurait disparaître sans dommage pour l'humanité. Jusqu'au xix^e siècle c'est la France qui est l'état le plus nationalisé, celui qui a donné une civilisation. C'est elle qui domine

1. *Ibid.*, p. 5.

2. *Ibid.*, p. 75.

3. V. Maurice Barrès, *Les déracinés*, t. II, p. 75, chez Plon, 1920.

sur l'Europe et autour d'elle ce ne sont que des zones francisées. Cela n'est pas sans importance pour se rendre compte les facilités des conquêtes de Napoléon, sans diminuer en rien son génie. Au cours du xix^e siècle et au début du xx^e c'est l'Allemagne qui a une forte vie nationale, c'est là que le travail intellectuel est le plus fécond, nous voyons à son tour la France sous l'influence allemande, influence qui se manifeste jusqu'au cœur de la citadelle — la Sorbonne. — Survint la renaissance française qui commence à secouer cette domination et tâche d'y retrouver la sienne.

Mais sans faire intervenir la finalité de l'état, son droit à la conservation est si incontestable que n'importe quel traité ou convention ne pourrait subsister devant lui. « N'est-il pas vrai et admis de tous, qu'un état peut faire tout ce qui requiert le soin de sa propre conservation. Les traités les plus formels ne perdent-ils pas leurs forces quand il est démontré qu'une obéissance plus longue à leurs prescriptions entraînerait la ruine de la Nation ? Un état ne peut-il pas recourir à des mesures que réprouve l'humanité telles que, par exemple, l'expulsion en masse des étrangers ou de certaines catégories d'entre eux ; lorsque l'intérêt supérieur de la conservation l'exige ? Et la voix de la communauté internationale sera-t-elle jamais assez puis-

sante pour persuader à un peuple de lui sacrifier sa propre existence ? » (1)

La protection des minorités introduite dans les divers traités ne peut être qu'une incitation permanente à la révolte contre l'état. Forte de la protection étrangère elle ne fera que maintenir le manque de confiance et son but ne pourra être que la destruction de l'Etat. La question n'aurait pas dû se poser de cette manière ; on aurait dû se borner à faire une pression diplomatique amicale dans le but de concilier l'intérêt commun, et ce rôle était réservé certainement à la France comme la puissance qui avait la plus grande autorité morale au moment de la paix, comme la puissance la plus intéressée à l'ordre continental, comme la puissance qui aurait dû prendre d'une main mâle la directive du nouvel ordre européen en remplaçant carrément l'Allemagne comme puissance, la France dont l'histoire royale a été une merveille d'assimilation et de conciliation des diverses nationalités.

Mais cette politique de conciliation, elle-même a pu la faire ayant les mains libres sur les peuples successifs qu'elle s'ajoutait. Si un ordre international lui avait lié les mains et l'avait rendue impuissante, tout en incitant les nouveaux venus à une opposition, que l'appui international aurait rendu plus

1. A. Pillet, *op. cit.*, p. 14.

revêche, elle n'aurait jamais eu la possibilité d'arriver à ce résultat de créer la France !

Le problème est encore plus grave quand il s'agit d'un peuple inassimilable et exclusif comme le peuple juif, car au fond c'est pour lui, que les Rufus Isaacs, les Brandeis, les House, les Morgenthau, le Jacob Schiff ont prétendu et obtenu l'adhésion de Wilson et de Lloyd George et par là de toute la conférence, pour la protection des minorités.

Les hommes d'Etat roumains pour satisfaire les puissances et faire une expérience décisive ont donné les droits politiques aux Juifs en les assimilant aux nationaux. Ils auraient dû se contenter et tâcher de se nationaliser comme leur conseillent certains d'entre eux (1). Mais leur imagination était pleine de la révolution russe et de leur domination sur les peuples du Tzar. Esprits mystiques avec une imagination malade qui les pousse toujours aux extrêmes et aux risques désordonnés en affaires, en jeu, en politique, c'est le rêve de la domination universelle qu'ils croyaient voir s'ouvrir devant eux.

Si les Gouvernements comme celui de la Roumanie tâchent d'être filosémites, l'abus des Juifs (2), ne peut

1. V. S. Muncel *Evreii, Tarii la orespantie* dans la *Viata Romaniasca* de Yassy, déc. 1920.

2. V. *Le Temps* du 25 février 1921. *La situation des Juifs en Roumanie*, le communiqué de la presse roumaine pour démentir la version lancée par l'agence transatlantique de Berlin, probablement sur insinuation de bon lieu, sur le fait que les Juifs dans

tarder de produire, même dans un pays tolérant comme la Roumanie, un mouvement antisémite comme dans le monde entier ; renaissance due aux mêmes causes et aux mêmes périls dont ils menacent les nations. Déjà « l'Allemagne, la première imagine de tirer parti de ces exclus, songe-creux, fanatiques, ambitieux et criminels, qui représentaient, à l'état virtuel, une forme de dissolution et de démoralisation, une puissance de révolution dont on pouvait se faire une arme redoutable contre l'adversaire » (1). L'exemple a été fait en Russie et il est « incontestable que les sphères dirigeantes du bolchevisme, commissaire du peuple de tous poils et de toutes plumes se recrutent en majorité parmi les Juifs, et cela de trois quarts au moins » (2). La Russie est sous le talon de la dictature et de la terreur juive, c'est un fait et un fait qui a ouvert d'immenses appétits, et dont la sauvegarde serait une armée

l'armée roumaine seraient persécutés n'étant pas employés dans les chancelleries ou comme courriers. C'est la manière d'insinuation anonyme qu'ils emploient comme toujours. V. aussi les complots qu'ils font dans le pays surtout à Iassy. *Izbanda* du 1^{er} avril 1921.

1. V. Georges Batault, *La politique juive, La renaissance de l'antisémitisme. Ses causes actuelles et sa signification* (*Mercure de France*, 15 janvier 1921). V. aussi les articles que le même auteur poursuit dans le *Mercure de France* et dans la *Revue Universelle*.

2. *Ibid.*, et aussi la brochure *Qui gouverne la Russie*, publiée à New-York et les *Protocols*, traduits en français par Mgr Jouin, et une autre édition par Urbain Gohier.

formée de bandes d'apaches (houligans). Et le réveil russe en balayant les oppresseurs qui les ont piétinés dans le sang et la boue, ce sont les masses juives qui paieront la rançon à la justice immanente, pour les intellectuels voleurs et criminels.

C'est cette crainte qui fait que les Juifs civilisés d'Occident voudraient maintenir le bolchevisme et éviter à leurs confrères, l'inévitable. Dans tous les pays les agents du bolchévisme sont des Juifs, cela est un fait indéniable et l'esprit de conservation ne peut pas ne pas conduire les peuples à l'antisémitisme. La protection accordée aux Juifs par les « Puissances » et les provocations qu'ils incitent pour susciter des troubles et arriver à la domination ne peuvent qu'exaspérer les sentiments antisémites et ce n'est pas la moliéresque Société des Nations qui empêchera la revanche et les tendances d'affranchissement des Irlandes Orientales.

Quand Weygand sauva la Pologne ce fut une défaite pour les Juifs, et ce n'est pas les peuples qui ont à se défendre du Germanisme qu'il faudrait faire jurer sur les Juifs (1). En Hongrie le chef du bolchevisme, ce fut un Juif Bela Kuhn, qui s'enfuit au moment propice avec la caisse ; et le grand tueur un autre Juif Samuely.

L'Allemagne où les Juifs jouèrent un grand rôle

1. V. A. Steed, *La monarchie des Hasbourg*.

est un des pays les plus antisémites, malgré la partie que les Allemands surent tirer des Juifs pour se frayer les voies en Orient et en Occident ; mais aujourd'hui le patriotisme allemand s'oppose nettement au patriotisme économique des Juifs. Il ne faut pas oublier que les deux grands courants, le mercantilisme politique procède du Juif Ricardo, de même que le socialisme, « scientifique » procède du Juif Karl Marx. Les deux ont la même vision et la même conception du monde et le Juif de l'or et le Juif du sang dans le mouvement contemporain sont plutôt les alliés que les ennemis, sur le dos des autres peuples. De là aussi le réveil instinctif de ceux-ci. Il ne faut pas nous étonner que les mouvements anticébolchevistes sont en même temps antisémites, de même que les mouvements économico-nationaux sont antisocialistes et anti-financistes. Il y a aussi un côté moral : pendant que tous les peuples ont perdu à la guerre, les deux bénéficiaires sont l'internationale de l'or et celle du sang c'est-à-dire les Juifs (1). Leur prédominance au traité de paix a

1. V. G. Batault, *op. cit.*, p. 307, suiv., « qu'il y ait contradiction en principe sans doute, mais en fait ? L'opposition est plus théorique et verbale que réelle. Tandis que la révolution tend à utiliser l'instinct irraisonné et niveleur des foules déchainées et frénétiques qui se soulèvent contre tout ce qui les réfrène et les dépasse, avec une violence parfois irrésistible, la finance raisonne froidement. D'un côté sous les apparences de logique et de science lorsque la mode est aux sciences et à la logique, sous des formes mystiques, lorsque règne le mysticisme, tout est

su fausser les résultats et tirer à eux tous les bénéfices.

Ils ont encore à faire « triompher à la longue au détriment des civilisation occidentales, on ne sait quel idéal oriental, obscur, inexprimé et formidable » (1).

Quand aux mobiles de ceux qui ont dicté la paix : Lloyd George, Wilson et leur suite, paix puritaine, alliance de juif et de protestant, il n'est pas sans intérêt de nous reporter à un livre prophétique paru en 1913 (2). « On ne sait plus si c'est le clergyman qui trafique ou le marchand qui prêche. Ce qui est certain, c'est qu'ils rêvent de faire le bonheur de l'humanité à leur propre bénéfice. Cet étrange amalgame de charlatanisme mercantile et de prédication morale

appétit, tout est passion ; de l'autre tout est calcul, combinaison, préméditation, fondés sur une observation méticuleuse des réalités, rien qui vienne du cœur ou des entrailles, un pur cerveau qui pèse et qui compte... Or c'est une loi d'histoire souvent vérifiée que l'égalitarisme, que ce soit sous forme de radicalisme démocratique, ou sous quelle forme socialiste et communiste qu'on voudra, est le régime le plus favorable aux gens d'affaires et aux manieurs d'argent, parce qu'il brise les cadres politiques sociaux et familiaux qui font obstacle à la prédominance et à l'absolutisme de l'or... Ce sont toujours les classes moyennes, principalement les classes rurales, représentant la plus grande richesse de l'état diffus et parcelaire, qui font les frais des mouvements sociaux égalitaires au bénéfice des grands brasseurs d'affaires, des magnats de la finance et des démagogues complices ».

1. *Ibid.*

2. V. Léon Hennebiq *Genèse de l'impérialisme anglais*, p. 11-12.

n'est pas un des traits les moins curieux du sentiment impérialiste ».

Malgré cela en Angleterre et aux Etats-Unis la réaction nationale se manifeste et on n'oublie pas les intérêts de l'Asie qui demandent une Pologne faible pour n'y pas détourner la Russie, ni les intérêts du Pacifique qui sont contraires à la faiblesse de la Russie.

La Roumanie aura fait son possible pour s'arranger avec les Juifs et les employer au bien commun, si le mouvement antisémite se manifeste, c'est le résultat de la politique de la paix qui au lieu de réfréner a déchaîné cet élément exclusiviste, dissolvant et dominateur. Aujourd'hui il ne faut plus se faire d'illusion, c'est à la domination qu'ils tendent, maintenant que les armes politiques qui s'opposaient à leurs armes économiques sont brisées, et qu'ils se sentent protégés du dehors (1).

Le germe destructeur a été introduit par la déloyauté de certains de ses alliés, mais on ne pourra jamais faire un grief à la Roumanie de défendre sa tradition et son avenir historiques. En effet la voix de la communauté internationale ne peut être assez puissante pour persuader à un peuple de lui sacrifier sa propre existence (2).

1. « Qu'on pense au Juif d'Orient et des côtes barbaresques, plein de rancune quand il est persécuté, arrogant et insolent dès qu'il se sent protégé » E. Renan, *l'Eglise Chrétienne*, p. 256.

2. Et au fond ce ne serait que de la sacrifier à une ploutocratie Juive.

XXX. Les minorités sont mises sous la protection de la Société des Nations, c'est elle qui contrôle les puissances soumises à ce régime.

Dans le pacte il y a des actions spontanées, mises en mouvement par un membre quelconque de la Société des Nations (art. 11, 19) et d'autres subordonnées à la demande des intéressés (art. 12, 13, 15). Les minorités n'étant pas des souverainetés elles ne peuvent pas agir directement, mais n'importe quel membre de la Société peut agir à leur compte et mettre en mouvement la protectrice légale. Si le membre qui a mis la Société des Nations en mouvement le demande, l'Etat inculpé est obligé de déférer le différend à la Cour permanente de justice internationale. La décision rendue est sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'art. 13, du Pacte (1). Cet article concerne l'arbitrage et il intervient pour les diffé-

1. Art. 12 al. 3 du traité avec la Roumanie du 9 déc. 1919 : « La Roumanie agréée, en outre, qu'en cas de divergence d'opinion, sur les questions de droit ou de fait concernant ces articles entre le Gouvernement Roumain et l'une quelconque des principales puissances alliées ou associées ou toute autre puissance, membre de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'art. 14 du Pacte de la Société des Nations. La Roumanie agréée que tout différend de ce genre, serait si l'autre partie le demande, déféré à la Cour permanente de justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'art. 13 du Pacte.

rents susceptibles d'être réglés par voie diplomatique. Les parties s'engagent à exécuter l'arbitrage, en cas contraire le conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

Si l'Etat inculpé succombe, il est obligé de se soumettre ou on peut l'y forcer, du moins en droit. Mais si la partie demanderesse succombe, est-elle censée représenter la minorité ? Cette dernière n'est-elle pas étrangère au procès, pour l'obliger d'en souffrir les conséquences ? Cela est incontestable, car le membre demandeur peut agir non seulement sans le consentement de la minorité mais même contre sa volonté, et si l'Etat inculpé a gain de cause c'est que le protecteur reconnaît le mal fondé de la demande et ne s'oppose pas, plus même, qu'il prête son concours au moins moral, à l'Etat soumis au régime, pour prendre les mesures nécessaires et conformes à sa sentence arbitrale.

Quelle est la valeur de cette protection ? A-t-elle la force morale qui puisse gouverner le monde ? N'aurait-on pas dû se contenter de solutions moins mirifiques mais plus réelles, partant, plus efficaces au bonheur de l'humanité ?

La Société des Nations paraissait possible quand l'Europe sous une forme chrétienne avait une véritable force morale qui l'unissait, au Moyen-Age avec les principes chrétiens, avec l'existence d'une chré-

tienneté au chef respecté (1). Au xiv^e siècle les Papes ont pris au sérieux leur rôle pacificateur et essayé d'arrêter les guerres. Mais quand il s'agit de Trêves on ne voulut pas les écouter. Il en a été ainsi de Philippe le Bel qui tout au plus accepta de recevoir l'arbitrage de Boniface VIII, non comme pape, mais comme particulier ! Les registres pontificaux de Boniface VIII, Clément V, Jean XXII, offrent bien des exemples des difficultés suscitées par les questions des trêves. Malgré tout, on peut dire que la Société médiévale formait une Société des Nations, mais les luttes religieuses suscitées par la Réforme et l'esprit judaïque qui s'en suivit allait déchirer cette grandiose unité morale.

La Sainte Alliance fut en son temps une Société des Nations dont Alexandre I^{er} de Russie fut le Wilson, Sainte Alliance qui sous des formules morales, voulait justifier ses actions qui l'étaient moins (2). Ce n'est que les esprits positifs comme Gentz qui virent les buts à poursuivre dans tout ce fatras idéologique. Au point de vue de l'action s'est-elle occupée d'autres Etats que de ceux faibles ?

En 1898 par Mourawieff, Nicolas II ouvre la voie

1. V. *Le Cours* de M. P. Fournier en 1919-1920,

2. Lord Liverpool en 1815 demandait le pillage des musées de France, pour donner aux Français une leçon de haute morale politique. De même il voulut démembrer la France, ne fut-ce que par œuvre d'évangélisation et mesure de pénitence. V. Edm. Barthélémy. *La Sainte Alliance et la Société des Nations*.

de la Haye, ou une convention fut élaborée en 1899 et une seconde conférence eut lieu en 1907. Avec quel enthousiasme M. Léon Bourgeois se présenta comme un second Dieu et voulut régénérer l'humanité ! Il prévoyait bien une troisième convocation pour 1913 ou 1914. Et en effet quelle convocation !

Pendant la grande guerre la question fut reprise avec acharnement. On s'y perd dans une naïve idéologie. On veut appliquer aux Etats les droits des individus (1).

On met son espoir en elle pour garantir la France (2). On rêve d'une égalité entre Etats (3)

1. « Le fait, le grand fait, c'est qu'à notre déclaration des droits de l'homme s'ajoute aussi une déclaration des droits des peuples ; elle a la même beauté d'accent, c'est le même sublime politique » (Maxime Leroy, *Société des Nations*, p. 21). « Dans l'expression Société des Nations employée à la Haye en 1907, rendue courante par Léon Bourgeois et reprise par Wilson, est incluse cette idée centrale : « la paix sera rétribuée par l'extension des règles du droit civil à tous les rapports qui jusqu'ici lui ont échappé » (*Ibid.*, p. 112). « Une constitution mondiale s'impose ». (P. Otlet, *Constitution mondiale de la Société des Nations*, p. 38).

2. « Lorsque la France cherche sur cette zone dangereuse qu'est sa frontière orientale les garanties nécessaires, lorsqu'elle étudie par quel moyen elle peut être protégée contre toutes les invasions dont elle a souffert de siècle en siècle au cours de son histoire, elle s'aperçoit elle aussi que les garanties des annexions territoriales ou des dispositions stratégiques sont bien précaires et que seule, peut-être, la Société des Nations est capable de lui en fournir de plus certaines ». (Préface d'Albert Thomas au livre de Tchernoff, *Les nationalités et la Société des Nations*, p. 2) ; « comment procéder à notre relèvement économique sans le secours des étrangers étant donnée notre déplorable natalité » (M. Leroy, *op. cit.*, p. 86).

3. « Seule une paix entre égaux peut durer, seule une paix dont

(Grande Bretagne et Costa-Rica par exemple). On veut un super Etat (1). On ne veut pas de limitation à la manière de conduire la guerre, on a l'obligation d'un arbitrage facultatif dénué de sanctions, mais on veut supprimer radicalement la guerre (2). On veut que les Etats soient des machines qui se déclanchent tout de suite (3). On veut que la Société des Nations ait son complément sur le terrain économique (4).

Ce fut en 1917, après la chute du gouvernement tsariste et l'installation de Lwof et de Kerensky que

les principes même sont l'égalité et une participation commune à un bénéfice commun. Un juste état d'esprit, un juste sentiment entre les nations sont aussi nécessaires pour une paix durable que l'est le juste règlement de question de territoire ou de nationalité. » (Wilson, V. *Le Temps* du 24 janvier 1917).

1. « Le premier grand progrès sera réalisé le jour où les services communs auront un droit direct d'initiative et de coercition, sans avoir à solliciter l'agrément ou l'exequatur de chacun des Etats ». (M. Leroy, *op. cit.*, p. 118-119).

2. V. Otlet, *op. cit.* p. 16.

3. « Si la Société des Nations devient un fait accompli, si tous les Etats adoptent une règle commune, aucun Etat ne peut rester neutre, il est obligé de se prononcer immédiatement sur le caractère de l'agression qui a déchainé le conflit. L'agresseur saura immédiatement de quel côté sont les sympathies, et reculera devant l'éventualité de succomber sous l'effort du monde coalisé (Tchernoff, *op. cit.*, p. 5).

4. La Société des Nations finira par avoir son complément sur le terrain économique et les Etats modernes nous apparaîtront ce qu'ils doivent être en réalité, des vastes organisations coopératives, heureuses de mettre en commun toutes leurs ressources économiques et politiques. Ce n'est qu'alors que les causes de luttes cesseront, et que le spectre de la guerre pourra disparaître pour toujours (Tchernoff, *op. cit.*, p. 159.

l'enthousiasme pour la Société des Nations arriva à son paroxysme. Hélas depuis (comme avant) le monde a prouvé qu'il ne marche pas d'après les constructions idéologiques ou les sentiments exaltés ! L'enseignement de l'histoire est loin d'être idéaliste (1).

Au moment de la paix, quand la Société des Nations devait voir le jour, consacrée officiellement par les puissances qui avaient gagné la guerre, l'idéologie sans disparaître complètement avait perdu beaucoup de son ardeur de 1917. La Russie soviétique était pour quelque chose dans ce changement. Néanmoins les associations pour la Société des Nations s'agitèrent et parmi des vagues oratoires (2) on est heureux de lire quelques phrases de bon sens prononcées par M. Hymans : (Le Monde) « a besoin de se détendre, de respirer, de reconstituer ses forces, de produire de la matière et de la pensée pour les besoins de la vie physique et intellectuelle. Le monde enfin a besoin d'une organisation... » (3) C'est bien cela qu'il faut mais ce n'est pas l'anarchie

1. C'est peut-être cette idéologie qui prise pour de la réalité a fait la France se contenter à la paix plutôt de belles apparences ; comme le mouvement pacifiste et le manque de préparation d'avant-guerre, n'étaient qu'une incitation à l'envahissement allemand.

2. V. *Chronique des faits internationaux*. La 3^e assemblée plénière des associations pour la Société des Nations de Bruxelles, 1-3 décembre 1919, *Revue générale de droit international public*, mai-août 1910, p. 239.

3. *Ibid.*

déclanchée qui la lui donnera ; et l'on ne doit pas songer à la cristallisation du monde. A cela peuvent penser les Etats peu viables, qui veulent éviter le jeu des forces et cherchent une assurance idéologique contre les risques éliminatoires.

La permanence de la paix est bien le but de la Société des Nations, mais des auteurs enthousiastes pour cette idée comme M. G. Scelle, n'en sont pas dupes des mots, et regardent la réalité de plus près : « la lassitude universelle demeure encore le plus sûr garant de la sagesse des peuples » (1) et plus loin il approuve la modération du pacte. « Repoussant la chimère d'une fédération universelle, on n'a institué ni pouvoir législatif obligatoire, ni juridiction dotée d'une compétence absolue, ni pouvoir exécutif proprement dit » (2). M. Larnaude (3) qui n'est pas homme à s'embourber dans le fatras idéologique, se rend bien compte de la valeur de la Société des Nations et malgré la manière qu'il y met, on peut bien voir qu'il ne s'exalte pas outre mesure. Le motto (4) nous

1. G. Scelle, *le Pacte de la Société des Nations et sa liaison avec le traité de paix*, avec une préface de Léon Bourgeois, p. 12.

2. *Ibid.*, p. 371.

3. F. Larnaude, *la Société des Nations*. Trois conférences faites aux officiers.

4. « Il est ridicule de prétendre de décider des droits des royaumes des nations et de l'univers par les mêmes maximes sur lesquelles on décide entre particuliers d'un droit pour une gouttière, pour me servir de l'expression de Cicéron ». Montesquieu, l. XXVI, chap. XVI, *De l'esprit des lois*.

rassure dès le début et nous fait sourire à la dédicace et à l'introduction qui suit (1). Il montre bien le caractère et la Société des Nations telle qu'elle est sortie du traité de paix. Il accentue que ce n'est pas un super-état et que les membres de la société ne sont pas égaux. Elle a un rôle plus politique que juridique, a des attributions multiples et maintient le droit de guerre la guerre .. légale.

Il paraît bien que la Société des Nations a été une concession faite aux idéologues intraitables et on ne doit pas être surpris de son impuissance. « Le Conseil de la Société des Nations se livre à des frivoles logomachies et de byzantines discussions, sous les formes sybilliques qui caractérisent cette scolastique de l'impuissance (2). A la rigueur elle pourrait agir contre des peuples malheureux qui ne tiennent pas debout, mais je ne vois comme elle agirait dans une crise contre une puissance (3). » Le simple bon sens

1. Voir la première conférence, p. 2. « Enfin elle a déjà n'est-ce pas la meilleure preuve de son existence ? des fonctionnaires, et des fonctionnaires d'importance puisque le traitement de son secrétaire général s'élève à plusieurs centaines de mille francs... Deux conférences, trois peut-être, c'est d'ailleurs bien peu pour expliquer l'organisation et le fonctionnement du futur gouvernement du monde (car la Société des Nations n'espère à rien moins qu'à cela). »

2. G. Batault, *le Problème juif* (*Mercure de France* du 15 janv. 1921, p. 306).

3. Le cas de Wilna et de la Lithuanie puis la récente question des Mandats surtout la question de l'Ile de Yape l'a bien démontré.

de la foule a eu déjà raison des idéologues et les craintes exprimées par M. Fern. Faure ne sont que trop réelles : « Le public français a-t-il bien compris le sens et la portée de l'imposante cérémonie du 31 janvier 1920 ? Il est permis d'en douter. Ne l'a-t-il pas confondue avec une des nombreuses manifestations oratoires que la fin victorieuse de la guerre a provoquées depuis plus d'une année ? Il est permis de le craindre (1). »

Certaines puissances croyaient trouver une garantie pour leur développement ultérieur et la France saignée à blanc, se croyant assurée pour l'avenir, sacrifia pour cette chimère ses véritables amis continentaux.

D'autres nations pensaient pouvoir dominer d'une manière plus juridique en écartant la guerre ouverte. « Des nations entières seront criminellement anémiées, affamées, détruites pour servir les intérêts de la coterie directrice de l'état le plus puissant et le plus habituellement sportulaire (2) » ; et la forme qu'emploie M. Larnaude pour dissiper cette crainte nous fait bien penser au contraire (3).

1. *La Société des Nations et l'avenir de l'humanité*. Conférence de M. P. Appel avec une note de M. Fernand Faure, *Revue politique et parlementaire* du 10 avril 1920 p. 90.

2. Johannet, *op. cit.*, p. 353.

3. F. Larnaude, *op. cit.*, p. 55-56 : « Je ne crois pas d'ailleurs que les grandes nations aient l'intention de les écraser (les petites) ou de les absorber ! S'il s'agissait de l'Allemagne, leurs craintes

La Société des Nations a fait naître beaucoup de méfiances et le refus des Etats-Unis lui a enlevé son plus important appui. Combien plus sérieuse et plus loyale paraît la suggestion de la « Société de défense américaine » qui en demandant de rejeter le Convent veut lui substituer « la nomination par les nations ayant combattu l'Allemagne de commissions auxquelles seraient attribuées, conformément au traité, tous les droits relatifs de la surveillance de l'exécution par l'Allemagne des obligations que le traité lui impose et que la conférence de la Paix a pleins pouvoirs pour substituer le mécanisme des commissions à celui du Pacte de la Société des Nations » (1).

Les nations victorieuses ont éprouvé le besoin de réparer leurs blessures et de reprendre leur marche sans supporter une poussée destructive comme la Russie. La Société des nations devait avoir un caractère purement conservateur sans avoir la possibilité de liquider la guerre. Son but lointain et vague faisait abstraction de la réalité présente et parlait d'Eden quand on se rendait compte qu'on était dans l'Enfer. C'est au besoin de liquidation que tend la proposition américaine. Au lieu de conférences ambulantes on aurait eu un organisme permanent ayant un but

seraient légitimes. Mais avec des nations loyales comme... l'Angleterre (etc.) elles n'ont rien à craindre. »

1. V. *la Liberté* du 25 déc. 1920.

réel l'application du traité et pourvu des moyens de le faire respecter, — la force —. Cela n'aurait pas été au désavantage de la France, la réalisation de ses droits résultant des traités, dépend de tant de circonstances, qui les rendent si aléatoires !

On voit ce que vaut le « Protecteur » des minorités, même si la clause serait générale elle serait impuissante contre les grandes puissances ; quant aux petites elles ne font que faire le jeu dominatoire de certaines grandes.

Maintenant que les Etats-Unis paraissent avoir soufflé sur le château de cartes qu'était la Société des Nations (1) de nouvelles difficultés naîtront des traités si intimement liés à elle, mais aucune puissance ne pourra revendiquer l'héritage du droit de protection des minorités.

1. C'est ce qui paraît que doit rapporter M. Viviani de son voyage aux Etats-Unis.

CONCLUSIONS

La question des minorités au point de vue de la filiation des idées, a ses racines dans la représentation proportionnelle et dans le principe des nationalités ; quant à son application, elle tend à un résultat moral et pacifiste. La tendance morale n'en est pas moins suspecte, quand on voit la limitation du principe à certains peuples, et sa défaveur est naturelle quand cette politique s'accorde si bien aux avantages de certaines puissances moralisatrices, dont la morale se confond si bien avec leurs propres intérêts (1).

1. V. dans une autre question une lettre de M. Thomas Stelian, ancien délégué Roumain à la Conférence de Paris sur le nouveau régime du Danube, dans *Izbanda* (quotidien Roumain) du 1^{er} avril 1921. « Je savais que dans la commission qui réglera le régime du Rhin il y avait des riverains qui défendraient avec âpreté la souveraineté territoriale et sur lesquels les grands États ne pourront pas passer. J'étais convaincu que dans ce statut on ne pourra pas introduire des clauses portant atteinte aux droits des riverains, et pour cela je demandais que, de droit, ce Statut soit appliqué aussi au Danube, d'autant plus qu'à l'avenir le Danube et le Rhin formeront la même artère fluviale, quant ils seront unis par une voie navigable conformément à la section du traité de Versailles. Il est facile de se rendre compte des protestations élevées à la conférence devant ma proposition, de la part de

Quant au « pacifisme », peut-on ne pas frémir d'horreur devant ce mot, quant on songe aux flots de sang qu'il a fait couler ? La Réforme au xvi^e siècle avec son évangélisme littéral a ensanglanté l'Europe en commençant par son berceau, l'Allemagne, et au moment où Henri IV rêvait à la paix perpétuelle devait commencer la guerre de trente ans ! La philosophie du xviii^e siècle si pacifiste, a engendré les sanglantes guerres de la révolution et de l'Empire. Le mouvement nationalitaire qui devait aboutir à l'embrassade universelle, nous a amené déjà tant de guerres sanglantes et menace encore la situation de l'Europe dans le Monde. Le mouvement pacifiste de 1896, de combien de guerres ne fut-il pas suivi ? Et quel langage charmeur ne tenaient pas, avant la grande guerre, les pontifes du pacifisme ! (1) Et le mouvement pacifiste actuel n'a-t-il pas son contre-poids, dans une incitation à la guerre civile, plus féroce comme méthode et comme pertes (2).

D'ailleurs l'action des pacifistes ne prend et n'affaiblit que les peuples les plus aptes à l'idéologie et par là leur font oublier leurs intérêts dans le monde. Une fois réveillée ils trouvent la place prise.

ceux qui croyaient que l'internalisation du Danuble devait signifier qu'il doit appartenir à tous, sauf aux riverains. »

1. V. un article de M. Ch. Maurras : *Paix et Pacifisme* du 20 oct. 1914 dans *les Conditions de la victoire*, t. I, p. 337 suiv.

2. La Russie a déjà bien perdu 1/5 de sa population déjà si rare.

S'il est difficile de trouver une politique de la Conférence (1) on peut bien dégager la politique anglaise qui a été d'affaiblir les peuples politiquement et économiquement pour s'en faire des clients ensuite. Sous le fatras idéologique, elle a bien mis la main sur la flotte et les débouchés de commerce allemands et après avoir reçu tout de suite les bénéfices de la guerre, elle pouvait se déclarer satisfaite, la guerre ayant pour elle un caractère mondial plutôt qu'euro-péen. L'Amérique sans renoncer aux avantages de la victoire commune (2), pouvait une fois la paix venue, s'abriter de nouveau derrière la doctrine de Monroë et laisser l'Europe cuire dans son propre jus !

Mais la France a un rôle plus continental. Saignée à blanc par la guerre imprévue, elle ne voit au premier moment son salut dans l'avenir, que dans l'aide

1. « Si M. Jean Bratiano croyait pouvoir s'offrir ce plaisir, il aurait beau jeu pour persifler la conférence. Il lui demanderait tout d'abord quelle est cette « politique » qu'on lui reproche d'avoir violée. Le monde tout entier se pose cette question. Pour nous qui avons suivi avec attention les travaux et les manifestations écrites et verbales des quatre, des cinq, des dix, des conseils suprêmes ou supérieurs, nous n'avons pas encore réussi à découvrir la « politique décidée par la conférence ». Nous avons entendu ou lu d'innombrables discours prononcés par les maîtres du chœur, ils abondaient en nobles pensées, en éloquents développements, en protestations et en promesses. Mais ce qui s'appelle une politique, nous n'avons pas trouvé de trace ». A. Gauvain. *Journal des Débats* du 13 avril 1919, la *Conférence, la Roumanie et la Politique*.

2. Le mémoire relatif à l'île de Yap le prouve bien.

et la protection de ses grands alliés, et peut-être sans trop songer à la mobilité des choses humaines, oublie ou néglige ses alliés naturels du continent et au lieu de les prendre à sa suite et former avec eux un bloc pour les intérêts européens, en vue de l'organisation future, les abandonne à leur propre sort. Cette erreur fut d'ailleurs aperçue à temps par un écrivain averti : « Si les alliés maintiennent l'Allemagne à genoux assez solidement et assez longtemps, la Roumanie et la Pologne peuvent devenir le point d'appui d'une réorganisation. Pour le restant du magma Oriental, on verra plus tard. Seulement il ne faudrait pas commencer par affaiblir et par décourager la Pologne et la Roumanie. Il ne faudrait pas commencer par donner des garanties particulières, injurieuses pour les Gouvernements de Varsovie et de Bucarest, aux éléments antinationaux de ces deux pays, c'est-à-dire à la minorité allemande et à la minorité juive qui a l'Allemagne pour vraie patrie. L'Europe est reconstruite de telle sorte d'après les auteurs de la paix, que son équilibre doit reposer sur les nationalités de l'Est. Du moment qu'on a besoin de ces deux nationalités contre l'Allemagne qu'on ne les traite pas en suspects, qu'on ne les désarme pas contre le péril allemand. On n'a donné aux Roumains et aux Polonais que trop de sujets d'amertume. La « barrière » était matériellement fragile. Si l'on mine l'autorité des gouvernements, si

l'on ébranle les bonnes volontés, qu'est-ce qu'il restera ? » (1)

Une fois la Russie disparue et l'Autriche balcanisée, l'équilibre européen était effondré. La France reste seule avec sa faible natalité devant une Allemagne unie, surpeuplée, avec un esprit d'ordre et de discipline qui a fait pendant quatre années l'admiration et la haine du monde entier, qui a dû s'allier pour la vaincre. Autour de cette Allemagne vaincue, mais non abattue ; le « chaos », qui ne peut que lui profiter. Le pays des soviets est son allié en attendant de devenir sa colonie. Au sud une Autriche non viable qui ne guette que le moment propice de se jeter dans ses bras. Et la Hongrie menacée par les Sud et Nord Slaves, après lui avoir donné une frousse avec l'alerte de restauration du roi Charles, ne fera probablement que suivre le mouvement de l'Autriche en allant vers l'Allemagne plutôt que vers la Roumanie. La Tchéco-Slovaquie sera-t-elle viable ? Sans parler de ses difficultés intérieures, rien qu'en regardant la situation géographique on peut en douter. Il ne faut pas oublier que le problème de l'Europe centrale reste ouvert et qu'il est loin d'être résolu. Et l'Allemagne qui garde sa tradition d'ordre et d'autorité, et dont le régime démocratique trop récent

1. Jacques Bainville, *Avec la Pologne et la Roumanie* (*Action Française* du 2 juillet 1919).

ne paraît pas suffire à l'affaiblir, peut devenir un attirail irrésistible pour ces magmes « rudis, indigestaque moles », et menacer de redevenir le dirigeant nécessaire de l'Europe à la place où on aurait voulu voir la France prendre ses responsabilités.

La France avait deux pays sur lesquels elle pouvait baser sa politique en Orient : la Pologne et la Roumanie. Elle aurait dû soutenir à fond ces deux pays, les aider à devenir puissants pour être en état d'imposer et de collaborer à l'œuvre de l'ordre et de la paix, et par suite au relèvement de l'Europe future à la tête de laquelle la France aurait dû briller d'un nouvel éclat (1).

Au lieu de cela, on n'a fait que les affaiblir, et aujourd'hui quand il paraît que, par un laborieux effort, on revient à la vraie politique, on a malheureusement trop l'impression qu'on agit sous la peur et on regrette de ne plus trouver l'élan perdu.

1. « Il n'est que trop vrai que la politique des quatre dans les affaires roumaines, a manqué de prévoyance, de netteté et d'habileté. On a complètement perdu de vue la Roumanie — et d'autres pays — en bâclant l'armistice bulgare et en concluant l'armistice austro-hongrois. On a exclu de la Dobrodja les autorités roumaines sans aucune raison plausible. On a tracé des lignes de démarcation fantaisiste sur la frontière hongroise. On n'a donné ni aux chefs de corps alliés d'occupation en Orient, ni aux simples officiers d'instruction cohérente soit sur la condition générale à tenir, soit sur l'attitude particulière à prendre vis-à-vis des diverses populations. On n'a su ni ravitailler le peuple roumain, ni reconforter son moral »... Aug. Gauvain, *Journal des Débats* du 5 juillet 1919.

Aujourd'hui quand une alliance est conclue avec la Pologne et peut-être avec la Roumanie, on s'allie à une Pologne amoindrie qui n'a pu obtenir les frontières du temps de Sobieski, diminuée de la Lithuanie qui lui est nécessaire et avec une forme de gouvernement qui est démontrée par son histoire, être la plus dangereuse pour la mentalité polonaise. On a bien le droit de se demander si elle tiendra debout dans ces conditions sans une fourniture incessante de ballons d'oxygène ! La Roumanie dévastée par la guerre, malmenée par la conférence, ne fut point aidée à temps et anémiée et découragée put à peine se maintenir aux bords de l'anarchie, dont la protection des minorités n'étant qu'une perpétuelle incitation (1). Et il ne faut pas s'étonner que les peuples qui ne se sentent pas forts ni sûrs restent à l'ou-yoyer (2). Les peuples viables ne peuvent pas ne pas finir par marcher vers l'ordre et l'autorité, pour cela on attend en épiant tous les gestes de la France avec le ferme espoir qu'elle finira par retrouver sa voie et qu'en solidifiant la Pologne et la Roumanie elle résoudra avec ces deux puissances le problème de réorganisation de l'Europe centrale et Orientale. On

1. « Dans tous les pays, les Abramovitsch continuent leur œuvre souterraine. Ils disposent d'une véritable armée d'agents obscurs (*Journal de Genève* du 6 février 1921).

2. V. Jacques Bainville, *les Conséquences politiques de la paix*, p. 104.

parle déjà du « déclin de l'Europe » (1), la responsabilité sera trop grande devant l'histoire si elle devait sombrer au moment où la France en avait la responsabilité. Il ne faut pas faire un fétiche de l'organisation allemande, la civilisation latine doit triompher, le génie organisateur romain qui a fait ses preuves dans le monde antique et dans l'église catholique doit nous faire espérer qu'il ne va pas faillir dans sa mission.

L'humanité future sera reconnaissante à ceux qui la débarrasseront du fatras encombrant, à ceux qui n'abuseront pas du nom du peuple qu'on leurre et qui paye ensuite, à ceux qui oseront prendre des responsabilités, rétablissant l'autorité et par elle l'ordre pourra rendre au monde une période de paix et de prospérité, même avec le risque de mécontenter la démagogie et ses ploutocrates.

1. V. l'ouvrage de M. Demangeat, *le Déclin de l'Europe*.

Vu : le Président de la thèse,

A. PILLET

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

Annales parlementaires belges, 1855.

Annales parlementaires roumaines.

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, IV^e éd., t. I.

Babelon. — Le Rhin dans l'histoire.

Baie (Eug.). — Le droit des nationalités.

Bainville (J.) — Les conséquences politiques de la paix.

Barrès (G.). — Les déracinés.

— Gréco ou le secret de Tolède.

Barthélemy (Ed.). — La Sainte-Alliance et la Société des Nations.

Batault (G.). — Le Problème juif (*Mercure de France*, 15 janv. et 15 fév. 1821).

Beaumont (Gust. de). — L'Irlande politique sociale et religieuse, 3 vol.

Benoist (Ch.). — De l'organisation du suffrage universel.

— La crise de l'Etat moderne.

— La Réforme parlementaire.

Bogdan (Duica.). — Romanii si Ovreii (en roumain).

Bourbon (Prince Sixte de). — L'offre de paix séparée de l'Autriche.

Cavaignac. — Formation de la Prusse contemporaine.

Charriant (H.). — La Belgique terre d'expérience.

Code électoral roumain contenant les divers décrets lois publiés en 1915 par le Ministère de l'Intérieur (en roumain).

- Coulanges (Fustel de)*. — Recherches sur quelques problèmes d'histoire.
- Cuq (Ed.)*. — Les institutions juridiques des Romains, 2 vol.
- Dauzat (Alb.)*. — Principe des nationalités (Revue politique et parlementaire, juillet 1913).
- Demangeat*. — Le déclin de l'Europe.
- Duguit (L.)*. — Traité de droit constitutionnel (2 vol).
— Le syndicalisme (Rev. politique et parlementaire, 1908, p. 481).
- Dumont*. — Collection de traités.
- Engérand (F.)*. — La bataille des frontières Briey.
- Engerand (L.)*. — L'opinion publique dans les provinces Rhénanes et en Belgique de 1785 à 1815.
- Esmein*. — Eléments de droit constitutionnel.
- Faure (Fernand)*. — Notre mise avant la conférence de P Appel. La Société des Nations et l'avenir de l'humanité (Revue politique et parlementaire du 1^{er} avril 1920).
- Ferrero (G.)*. — La ruine de la civilisation antique (Revue des Deux-Mondes du 16 sept. 1915).
- Fichte*. — Discours à la nation allemande.
- Fournier (P.)*. — Cours du doctorat à la faculté de droit de Paris, 1919-1920.
- Ganneran (E.)*. — L'Irlande depuis les origines jusqu'aux temps présents (1888).
- Geny (Franç.)*. — Méthode d'interprétation avec préface de R. Saleilles, 2 vol.
- Girard (Fréd.)*. — Traité élémentaire de droit romain.
- Gohier (Urb.)*. — Les « Protocols ».
- Hamangiu (G.)*. — Codurile usuale (en roumain).
- Hamelle (P.)*. — La question irlandaise (Revue politique et parlementaire, sept. et oct. 1919, mai 1920).
- Hauser (H.)*. — Le principe des nationalités, son origine historique.

- Hennebicq (L.)*. — Genèse de l'impérialisme anglais.
- Hervé (Ed.)*. — La crise irlandaise depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours (1881).
- Hindenburg*. — Ma vie (avec une préface du général Buat).
- Johannet*. — Le principe des nationalités.
- Klötli*. — Die Proportionalwahl in der Schweiz.
- Lahovary (J.)*. — La question israélite en Roumanie.
- Lambelin (Roger)*. — Une année de régime sioniste en Palestine (Rev. universelle, 15 janv. 1920).
- Larnaude (F.)*. — La Société des Nations, trois conférences aux officiers.
- Lapradelle (G. de)*. — Cours de doctorat à la faculté de droit de Paris (1919-1920).
- Lavelaye (Em. de)*. — La Péninsule des Balkans.
- Leroy (Max.)*. — La Société des Nations.
- Lévy-Bruhl*. — L'Allemagne depuis Leibnitz.
- Logé Marc*. — La haine des races en Amérique (Rev. universelle, 1^{er} nov. 1920).
- Mancini*. — Dritto internazionale (Napoli, 1873). Delle nazionalità comme fondamento del dritto delle gente.
- Maurras (Ch.)*. — Les conditions de la victoire, 4 vol.
- L'Avenir de l'intelligence.
- L'Etang de Berre.
- May*. — Eléments de droit romain.
- Merlin*. — Répertoire.
- Moraru (Dr N)*. — Martirul Bucovinei (en roumain).
- Muncel (S.)*. — Evreii tarii la o raspanie (Viata Romaneasca, déc., 1920 ; en roumain).
- Ollivier (E.)*. — L'Empire libéral, t. I.
- Otlet (P.)*. — Constitution mondiale de la Société des Nations.
- Périodiques*. — L'Action française, 2^e semestre de 1919.
- L'Echo de Montpellier, 2^e semestre de 1919.
- Journal des Débats, 2^e semestre de 1919.
- Journal de Genève, 6 fév. 1921.

Périodiques. — Izbanda, 1^{er} avril 1921 (en roumain).

— La Liberté, 25 déc. 1920.

— Le Temps, 2^e semestre de 1919; 24 janv. 1917; 21 oct. 1920;
avril 1921.

— L'Echo de Paris, mars-avril 1921.

Pillet (A.). — Recherches sur les droits fondamentaux des
Etats.

Polek (D^r J.). — Die Bukovina zu anfang des Jahres 1801
(1908, Cernowitz).

Pressensé (F. de) — L'Irlande et l'Angleterre.

Le Procès des habitants de Darabani avec le rapport du pro-
cureur général au ministre de la justice (C. Gœbl.
en roumain).

Proudhon. — De la justice dans la révolution et dans
l'Eglise.

— Du principe fédératif.

Renan (E.) — Histoire des origines du christianisme (7 vol.)
surtout l'Antéchrist et l'Eglise chrétienne.

Revue du droit international public, mai-août 1920.

Rousseau (J.-J.). — Contrat social.

Scelle (S.). — Le Pacte de la Société des Nations et sa liaison
avec les traités de Paix; avec une préface de L. Bour-
geois.

Sincerus (Edm.). — Les Juifs en Roumanie depuis le traité
de Berlin.

Steed (A.). — La monarchie de Habsbourg.

Syeyes. — Qu'est-ce que le tiers-état ?

Taine (H.). — Les origines de la France contemporaine.

Tchernoff. — Les nationalités et la Société des Nations avec
une préface d'Albert Thomas.

Torontiu. — Poporatiia si clasele sociale din Bucovina (en
roumain).

Traités avec l'Allemagne, 28 juin 1919.

— la Pologne, 28 juin 1919.

Traités avec l'Autriche, 10 sept. 1919.

— la Tchéco-Slovaquie, 10 sept. 1919.

— l'Etat Serbe-Croate-Slovène, 10 sept. 1919.

— la Bulgarie, 27 nov. 1919.

— la Roumanie, 9 déc. 1919.

— la Hongrie, 4 juin 1920.

Truchy (H.). — Cours d'Economie politique à la Faculté de droit de Paris, 1912-1913.

Vérax. — La Roumanie et les Juifs.

Violet (V.). — Histoire du droit civil français.

Willems. — Droit public des Romains.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	7
Introduction	7
Droit Romain	10
Les Aubains	14
Les Hérétiques	16
Les Juifs	18
CHAPITRE PREMIER	21
La formation des idées sur le droit des minorités	21
1 ^o La représentation interne des minorités ;	21
2 ^o L'évolution du principe des nationalités	43
CHAPITRE DEUXIÈME	76
Les minorités aborigènes et les minorités d'im- migration	76
Leur condition dans les divers pays	93
CHAPITRE TROISIÈME	127
L'application du droit des minorités par les traités	127
Traité antérieurs	127
Application par les derniers traités	131
Mesure générale ?	147
Situation juridique des pays soumis au contrôle... ..	153
Moyens des minorités à se faire entendre... ..	156
Egalité avec la majorité ou privilège ?	157
Le droit de l'état à sa conservation et l'introduc- tion du germe destructeur... ..	160
Le contrôleur: la Société des Nations et ses moyens	170
CONCLUSIONS	181
BIBLIOGRAPHIE	189

